

Le terroriste remis en liberté après dix ans de détention

## La France espère que la grâce accordée à Anis Naccache facilitera la libération des otages détenus au Liban

Le prix de la « compréhension »

Le droit de grâce est une prérogative du président de la République. Il ne suppose ni explication ni commentaire de sa part. En 1981, M. Mitterrand le jugeait d'ailleurs « excessif ».

Il en va de la grâce accordée à Naccache comme de toute libération de terroriste : la question est de savoir s'il existe ou non une contrepartie. Les arguments juridiques, si inattaquables soient-ils dans la forme, ne suffisent pas à convaincre qu'aucune intention politique ne se cache derrière la libération d'un terroriste. Le gouvernement français s'était-il engagé, à un moment ou à un autre, à laisser partir Naccache en échange de la libération des otages français au Liban ?

On l'a beaucoup dit en mai 1988, quand, trois jours avant le second tour de l'élection présidentielle, M. Chirac obtint le retour en France de Jean-Paul Kauffmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine. Qui faut-il croire aujourd'hui ? M. Vergès, l'avocat du Libanais, quand il se réjouit que « la France ait tenu parole » ? Ou M. Pasqua qui réplique : « En ce qui nous concerne, nous n'avons pris aucun engagement ? » ? Aucun élément concret ne permet d'affirmer que l'ancien ministre de l'intérieur ne dit pas la vérité.

Il est certain que la sortie de Naccache des prisons françaises vient couronner une nette amélioration des relations avec l'Iran et qu'elle devrait faciliter l'apurement définitif du contentieux financier. Elle offre une satisfaction aux « modérés », ou supposés tels, du régime iranien en butte aux critiques des adversaires d'une ouverture à l'Ouest.

Au-delà, elle pourrait avoir une influence positive sur le sort des otages encore détenus au Liban. Sans aucune pudeur, le « Tehran Times », proche du président Rafsanjani, appelle les Occidentaux « à prendre exemple sur la France pour renforcer l'atmosphère de compréhension ».

Le prix de cette « compréhension » apparaît bien élevé, en contradiction en tout cas avec les déclarations solennelles sur la nécessaire fermeté face au terrorisme et le refus de céder au chantage.

On dira que Naccache et ses complices avaient accompli dix ans de la condamnation à perpétuité que leur avait infligé la cour d'assises pour le meurtre de deux personnes. Juridiquement valable, l'explication reste moralement choquante, même si toutes les formes ont été respectées.

On dira aussi que le président de la République ne voulait pas libérer Naccache aussi longtemps que tous les otages français détenus au Liban n'auraient pas été rendus. Le respect de cet engagement n'efface pas l'impression d'un grand marchandage dont pourraient profiter à l'occasion d'autres terroristes encore détenus dans les prisons françaises. Ni le sentiment qu'une fois de plus la raison d'Etat l'a emporté sur la justice.

Anis Naccache et les quatre autres membres du commando qui, le 18 juillet 1980, à Paris, avait tenté d'assassiner M. Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre du chah d'Iran (tuant deux personnes et en blessant trois autres) ont été libérés vendredi 27 juillet, au bénéfice d'une grâce présidentielle. Condamnés en

1982 et détenus depuis dix ans, les cinq hommes ont aussitôt été expulsés vers Téhéran. M. Roland Dumas a déclaré, samedi matin, qu'il « espérait » que cette mesure, entre autres conséquences, pourrait « aussi » faciliter « la libération de tous les otages occidentaux encore retenus ».

Dix ans d'un poker menteur et cruel  
Deux paris et un risque  
Un privilège régalien  
page 3

Quatre ans de controverses  
Les réactions  
page 4

Un entretien avec  
M. Roland Dumas  
page 16



### Une étape de la normalisation

« Voici une affaire de classe : on pourra désormais parler d'autre chose » avec les Iraniens. Cette réaction, vendredi 27 juillet, d'un diplomate français à l'annonce de la libération et de l'expulsion vers l'Iran, le jour même, d'Anis Naccache et de ses quatre complices est révélatrice du poids de « l'affaire Naccache » sur les relations franco-iraniennes ; même si, à Paris, on éludait toutes les questions relatives à ce dossier traité au plus haut niveau de l'Etat, ou si, ici comme à Téhéran, on affectait ces der-

niers mois d'en minimiser l'importance. Un responsable iranien, vice-ministre des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi, ne déclarait-il pas dès novembre 1989, alors que Naccache observait une grève de la faim, qu'il ne pensait pas que la question de la détention du terroriste « soit un obstacle au développement » des relations bilatérales ?

Il est vrai que les négociations sur le contentieux financier entre les deux pays venaient de reprendre de façon sérieuse et approfondie, avec la volonté claire-

ment exprimée de part et d'autre de parvenir, enfin, à effacer les dernières séquelles de longues années de brouille. Et on était loin des incidents régulièrement provoqués auparavant par Anis Naccache lui-même ou par les autorités iraniennes à propos de ce que Téhéran a toujours présenté comme un reniement, par la France, des promesses faites par le gouvernement Chirac lors de la libération, en mai 1988, des otages français du Liban.

YVES HELLER  
Lire la suite page 4



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DT ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 465 F CFA ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 13 KR ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Soudan, 14 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 1,75 \$ ; USA (autres), 2 \$.

Accord « historique » à l'OPEP

## Bagdad et Téhéran ont imposé la hausse du prix du pétrole

Sous la pression conjointe de l'Irak et de l'Iran, les pays membres de l'OPEP ont conclu, le 27 juillet, à Genève, un accord qualifié d'« historique » par les participants. Il met fin à quatre ans de bas prix du pétrole. Le prix minimum de référence du baril, gelé depuis décembre 1986, va passer de 18 à 21 dollars. L'accord prévoit une gestion coordonnée de la production, destinée à garantir une hausse continue mais progressive des cours.

GENÈVE  
de notre envoyée spéciale

L'accord de Genève marque un tournant majeur de la stratégie suivie depuis le contre-choc pétrolier par les treize pays du cartel, et scelle un renversement complet d'alliance politique dans le Golfe : pour la première fois depuis dix ans, l'Irak et l'Iran, solidaires, se sont répartis les rôles pour convaincre l'Arabie Saoudite de se rallier à leur politique. « C'est vraiment une réunion historique : l'OPEP a changé de stratégie » affirmait, radieux, le ministre irakien du pétrole à l'issue de la séance finale.

Depuis quatre ans, sous la hou-

lette des producteurs modérés du Golfe, qui disposent des capacités de production les plus larges, l'OPEP a cherché en priorité à accroître sa part du marché mondial, tombée au plus bas en 1985, cela en maintenant des prix très faibles. Concrètement cette priorité donnée à la production conduisait l'organisation à relever périodiquement son plafond de production, en suivant grosso modo l'évolution de la demande et en laissant le marché fixer les cours du brut, le prix de référence n'ayant qu'une existence théorique.

VÉRONIQUE MAURUS  
Lire la suite page 13

### Tentative de coup d'Etat à Trinité-et-Tobago

Un groupe de musulmans intégristes a cherché à prendre le pouvoir

page 16

### L'audience des chaînes

Le déclin de la Cinq profite aux télévisions publiques

page 7

### Hommage à Jean Fourastié

Un grand honnête homme, par Jacques Lessourne

page 13

Le sommaire complet se trouve page 16

### Un point de vue du président de SOS-Racisme

## Militer

par Harlem Désir

Une année politique se termine, une autre se prépare, et franchement l'on se prend à espérer que celle-ci marque une rupture avec celle-là. Au moins sur un point : Le Pen.

Les historiens ne manqueront pas de s'interroger sur ce qui a pu amener l'une des plus grandes puissances industrielles de la planète à se laisser empoisonner la vie par un bouffon grotesque et archaïque, à la fin du vingtième siècle, en pleine reprise de croissance et alors que les peuples entiers étaient prêts à sauter les grilles de ses ambassades pour y trouver les droits de l'homme et la liberté.

Car passe encore que les Polonais, pris de vertige face au gouffre de leur économie et à l'incertitude du changement, puissent être soumis à la tentation du populisme rétrograde. Mais la France... Pourtant, qu'il s'agisse du débat sur l'immigration ou de la vie politique en général, nous avons atteint les paroxysmes de la confusion et du désarroi, illustrés par cette sentence terrible si souvent entendue ces derniers mois : « Tout lui profite ». Et qu'il s'agisse de l'immigration, de l'affaire des foudrards à Carpentras, de l'amnistie aux figurants des vrais faux colloques sur le progrès ?

L'un des symptômes les plus frappants du mal et peut-être la première vraie victoire du Front natio-

nal avait été de rendre impossible d'aborder quelque sujet que ce soit sans le lier à l'immigration. Tout en part, tout y revient. De sorte que les immigrés sont toujours présents quelque part, à la source de tout problème de société.

D'où le retour du seuil de tolérance, voire de l'idée que ce sont les immigrés eux-mêmes qui sont responsables de la montée du racisme et de la xénophobie. Thèse soutenue par quelques auteurs à la mode, pressés maîtres dans l'art du paradoxe. « Vive la crise ! », chantaient-ils il y a quelques années.

Ceux-ci devraient se pencher sur l'antisémitisme sans juif de la Pologne d'aujourd'hui, et l'Allemande où le racisme se manifeste bien plus durement à l'Est, quoique les immigrés y soient infiniment moins nombreux qu'à l'Ouest. Sa deuxième victoire fut sans aucun doute de devenir le centre de gravité de la vie politique française. Toute attitude se définit par rapport à lui. Si bien que cette fois c'est de lui que tout part et à lui que tout revient.

Enfin, le spectacle affligeant du reste des acteurs de la société passant leur temps à s'accuser mutuellement et à tour de rôle de la montée du Front national pourrait bien être la dernière en date, et pas la moindre, de ses victoires. Pour la gauche, c'est la faute à la droite, à ses alliances douteuses et à ses dérapages sur les valeurs ; pour l'opposition, c'est la faute aux socialistes, au

président et à la proportionnelle ; pour tous, la faute aux médias ; pour les médias, la faute aux sondages, jusqu'à ce que tout le monde semble tomber d'accord pour dire que, finalement, c'est la faute aux antiracistes.

Rappelons à ces esprits paranoïaques que ce n'est pas nous qui avons inventé Dreux, su ZUP, son alliance Front national-droite classique, ni Le Pen à plus de 10 % aux européennes de 1984. Pour la simple raison que nous n'existions pas. Et que nous avons créé SOS-Racisme précisément en réaction à ces événements et quelques autres. Il faut sortir de ce système des accusations tournantes, ultime symptôme de la panique, par lequel chacun tourne le dos à ses responsabilités en se dédouanant sur la culpabilité supposée du voisin. Car la montée du Front national n'est pas si mystérieuse qu'on ait besoin d'y voir le résultat d'un complot ou d'une manipulation.

Lire la suite page 2

### Avignon 90 Le bilan

page 9

■ L'Etat et l'Auvergne. Bordeaux et son port. ■ La Loire-Atlantique et le sport des jeunes.  
page 12

CARTES POSTALES

TRECA

M 0146 - 730 0 - 6.00 F



CARTELO

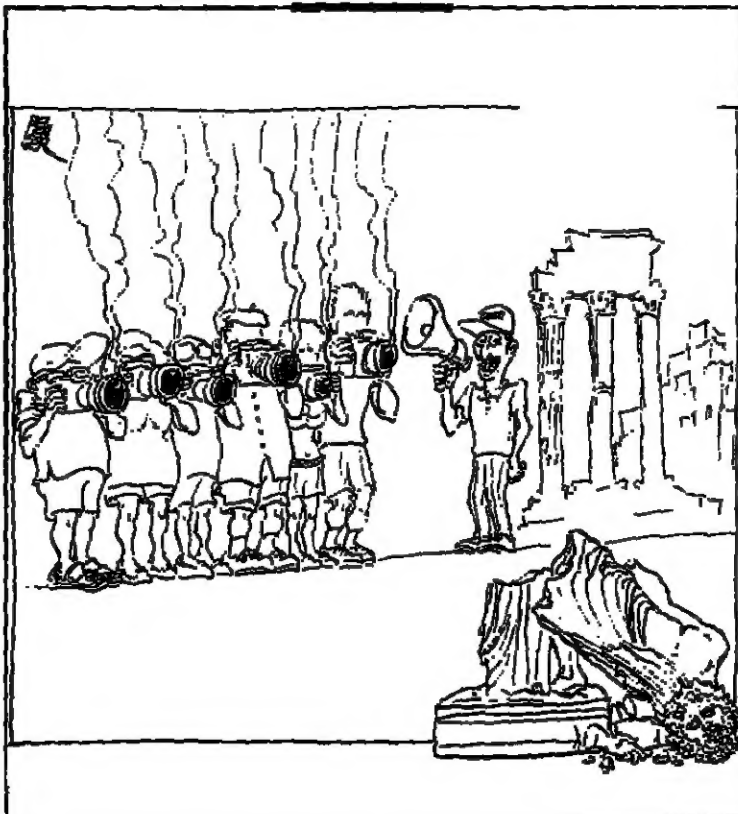
سكنا من الامم



سكزا من الاجل

## DÉBATS

### TRAIT LIBRE



## Allemagne Des élections manipulées ?

par Maurice Duverger

L'EUPHORIE des dirigeants occidentaux après l'accord Gorbatchev-Kohl du 18 juillet et la conférence de Paris du 18 fait penser à la stratégie de Coccato écrivant : « Ces événements nous dépassent : régnons d'en haut l'organisation ». Les peuples ne sont pas dupes, comme on le voit au désarroi des milieux politiques aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France.

La culture germanique n'est cependant pas plus portée à l'autoritarisme et à la dictature que les autres cultures d'Occident. Mais elle est - comme toutes les cultures de l'univers - vulnérable aux vertiges de l'hégémonie. Enracinée dans l'Allemagne d'aujourd'hui par les souvenirs de l'hitlérisme et la pratique de la République fédérale, la démocratie sera menacée dans l'Allemagne de demain par le

démon de la surpuissance. La sincérité du chancelier et sa bonne volonté sont incontestables. Mais le vote déjà menacé par une tentation d'abus de pouvoir qui les met à rude épreuve.

Pour que la démocratie se maintienne dans l'Allemagne unie aussi fortement qu'elle s'est développée en RFA depuis 1945, il ne faut pas qu'elle soit affaiblie par le passage de l'une à l'autre.

A cet égard, la désignation des députés du premier Bundestag par le peuple est évidemment cruciale. Le système électoral qui s'appliquera en RDA le 2 décembre prochain n'est pas seulement une question de politique intérieure. Il concerne tout l'Occident.

On mesure ainsi l'extrême gravité de la collusion actuelle entre M. Kohl et M. Lothar de Maizière pour maintenir à l'Est une repré-

sentation proportionnelle qui favorise la multiplication des partis - et spécialement des petits - afin d'affaiblir le SPD et de donner l'avantage aux démocrates-chrétiens et à leurs satellites.

### Clarté et loyauté

Collusion d'autant plus inquiétante qu'elle affaiblirait l'influence du remarquable système électoral manqué à l'Ouest depuis 1949, auquel le régime politique de la RFA doit sa force et sa stabilité. Il est plus facile et moins coûteux d'unifier le suffrage universel comme on l'a fait pour le mark. Il aurait été scandaleux qu'on s'y refuse afin de laisser en place à Bonn la majorité actuelle.

En droit, si les élections du 2 décembre 1990 s'étaient faites

suivant des systèmes différents sous prétexte que l'unité n'est pas encore effective, le Bundestag n'aurait pu être tenu pour le représentant de cette unité puisqu'elle n'aurait pas existé au moment de sa désignation. En pratique, le gouvernement appuyé sur cette assemblée n'aurait eu aucune légitimité si sa majorité avait reposé seulement sur l'artifice du mécanisme de scrutin maintenu en RDA.

De toute façon, une telle manipulation aurait pesé lourdement sur les premiers pas de la nouvelle grande Allemagne. Pour elle-même, pour l'Europe et pour l'ensemble du monde libre, il faut que l'unification se fasse en pleine clarté, avec le maximum de loyauté. On ne triche pas avec le suffrage universel, fonderait-il critère de la démocratie.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
75, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

« Le Monde-Entreprises »

M. André Fontaine, gérant.

**Le Monde**  
PUBLICITE

André Fontaine, président  
François Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Micheline Orléans,  
directrice du développement  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télécopieur : 45-55-91-70  
Tél. : 45-55-04-70 - Société filiale  
du journal Le Monde et Regie Presse SA

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 38-15 - Tapez LEMONDE  
ou 38-15 - Tapez LM

Imprimeur :  
12, rue M. Guezou  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 347  
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Reproduction interdite de tout article  
sans l'accord de l'administration

ABONNEMENTS			
TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de  
votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
SERVICE A DOMICILE :  
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonné.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer ce bulletin avec votre règlement.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),  
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric,  
Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

## Militer

Suite de la première page

Ce qui fait monter Le Pen, en vrac et pour ne citer que l'essentiel, c'est de ne pas casser les gènes, c'est le sentiment d'abandon des plus démunis dans des banlieues urbaines où les solidarités familiales, religieuses et ouvrières se sont affaiblies et n'ont pas été remplacées : c'est la politique spectaculaire avec ses congrès de guerre des chefs, l'incapacité des partis à défendre des projets de société, à projeter notre avenir ou à assumer leur fonction de représentants d'intérêts contradictoires et conflictuels dans la société, c'est l'hypocrisie de ceux qui jurent à Paris de ne pas s'aligner avec le diable pour mieux couvrir les embarras honteux en province, c'est le décalage entre les élites, la classe médiatico-politique et le reste du pays.

Ce qui fait monter Le Pen, c'est aussi, bien sûr, l'angoisse de la dilution de l'identité nationale dans l'Europe, la peur de la mise du tiers-monde, de sa dégradation, de l'indigénisme, c'est le décalage entre le discours officiel sur l'immigration et la réalité vécue. L'inquiétant, c'est que l'on soit passé d'un simple phénomène électoral protestataire et volatil au milieu des années 80 à un véritable parti implanté, structuré et qui impose ses conditions et se rend maître du jeu dans plusieurs régions.

Ce mouvement organisé autour d'une idéologie raciste, antisémite et autoritaire est un danger pour la démocratie. Il est urgent pour celle-ci de s'en prémunir et d'en finir.

Il n'y a pas de solution gadget, miraculeuse et immédiate, telle que l'interdiction du Front national, contrairement à ce qu'on cru devoir professer quelques marchands de grand frisson sans conséquence.

Rien ne sert de faire la morale au pays ou de crier au fascisme si l'on laisse se développer le terreau social sur lequel le léninisme pousse. C'est en asséchant les marécages dans lesquels putage le Front national, en vidant l'eau de son bocal à Le Pen, qu'on s'en débarrassera réellement. Chacun a son rôle à jouer dans cette œuvre de salubrité publique.

Créer des rapports de force

Le nôtre est de militer. C'est-à-dire de déranter, de faire avancer quelques idées qui ne sont pas encore majoritaires, de créer des rapports de force pour faire changer les lois et l'action de l'Etat. C'est ce que nos critiques, nombreux et variés, semblent vouloir effacer en occultant près de quatre années de combat de SOS-Racisme pour ne retenir que la période hyperméditerranéenne des débuts.

Oui, nous avons, dans une première phase, lancé SOS-Racisme comme une campagne d'opinion en utilisant toutes les ressources médiatiques possibles.

Mais il est vrai qu'après le grand rassemblement de la Concorde en juin 1983 nous avons opéré un tournant pour devenir un mouvement militant. Ce fut la deuxième phase de notre action, avec les batailles qui ont suivi contre la loi Pasqua, la réforme du code de la nationalité, et la participation au mouvement de la jeunesse de novembre-décembre 1986. Ce fut l'implantation de comités locaux, l'ouverture de commissions juridiques, de maisons des « pots ».

Dans la première phase, loin de faire du droit à la différence le principe de notre action, nous avons

permis pour la première fois, dans un mouvement de cette ampleur, à des jeunes de toutes origines, des juifs et des arabes, des Noirs et des Blancs, des Français et des immigrés, de se retrouver ensemble dans le même combat contre toutes les formes de xénophobie, de racisme et d'antisémitisme.

La deuxième phase nous a permis d'asseoir un mouvement permanent, de faire barrage à des réformes d'exclusion et de faire avancer l'idée de l'intégration et du traitement social du léninisme, notamment dans les quartiers les plus défavorisés.

Je comprends que l'on préférerait, ici et là, effacer de la mémoire collective ce qui constitue l'essentiel de notre histoire. Pour certains, c'est un rappel douloureux de l'échec de leur politique d'exclusion, tandis que pour les autres, dont nous sommes la mauvaise conscience, c'est un rappel désagréable des engagements non tenus, ou si difficilement tenus si l'on se rappelle le même combat contre toutes les formes de léninisme.

L'affaire des foudards

Reste l'affaire des foudards. Il n'y a pas place ici pour revenir sur le fond du débat, mais c'est parce que notre expérience nous a convaincus qu'il n'y avait pas risque de contagion et que nous croyions à la puissance d'intégration de l'école publique que nous avons opté pour une stratégie dans et non hors l'école.

Ce n'est pas forcément à l'honneur de certains clercs que d'avoir contribué à la panique générale en décrétant la patrie en danger, le Munich de l'école laïque, et d'avoir caricaturé le débat en « pour ou contre » les foudards, en accusant tous ceux qui refusaient de fermer les grilles du collège aux jeunes filles otages de l'obscurantisme d'être des complices de l'intégrisme, des sexistes, des différentielistes et des traîtres à la Révolution française.

Nous attendions plutôt d'eux qu'ils nous aident à penser l'avenir de la nation face aux nationalismes. L'attachement à la nation n'est pas en soi réactionnaire, xénophobe et opposé à l'universalisme et au cosmopolitisme. Car en France, plus que partout ailleurs, l'Etat-nation est l'espace dans lequel a été conquise et consolidée la démocratie. Cela

porte un nom : la République. Elle se définit par la citoyenneté qu'elle fonde et non par l'obsession de l'identité nationale, c'est-à-dire du repli et de la fermeture. C'est pourquoi elle est l'espace où peut se réaliser l'intégration.

C'est la Constitution de l'an I qui dit : « Tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis qui résidera en France depuis une année, y vit de son travail, épouse une Française, nourrit un vieillard, élève un orphelin, tout étranger enfin qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité est admis à l'exercice des droits de citoyen français ».

Oui, la France, comme tous les grands pays industrialisés du Nord, restera un pays d'immigration. Car elle a besoin de cette main-d'œuvre, dans le même temps où les habitants du Sud cherchent à fuir en proie au sous-développement.

Oui, cette immigration doit être maîtrisée et l'on doit combattre la clandestinité, qui est l'esclavage des temps modernes.

Encore faut-il s'en donner les moyens. C'est-à-dire essentiellement deux choses :

Renforcer les pouvoirs de l'inspection du travail, car c'est là qu'on peut sanctionner efficacement. Or les chiffres qui viennent de nous être transmis montrent que l'administration n'a pu constater que 1 773 infractions en 1989 et 5 022 en trois ans. Désormais, les nouveaux migrants peuvent dormir tranquilles.

Sortir le tiers-monde, et plus particulièrement l'Afrique, de son gouffre. En annulant la dette, mais aussi en redéfinissant les bases de notre coopération et en cessant de soutenir des régimes corrompus, passés maîtres dans l'art de transformer les aides en Mercedes et en comptes en Suisse.

Passer aux actes

Tout cela ne saurait masquer qu'avec environ 100 000 nouveaux arrivants par an nous accueillons aujourd'hui deux à trois fois moins d'immigrés que dans les années 60. Et surtout que plus de 80 % des étrangers vivent parmi nous depuis plus de dix ans.

La France ne gagnera pas contre ses immigrés, mais en les intégrant le mieux et le plus vite possible. C'est l'objectif de la troisième phase de notre action : faire entrer l'intégration dans les faits. En développant la citoyenneté, donc. Sous

toutes ses formes : par l'accès plus large à la nationalité, bien sûr. Nous avons proposé la création d'une agence nationale pour les naturalisations. Par le droit de vote aux élections locales. C'est une question de justice, et l'expérience, notamment en Hollande depuis 1985, a démontré que loin de s'opposer à la naturalisation, c'est un encouragement à aller vers la pleine citoyenneté. Mais aussi par la vie associative, en redonnant aux habitants le goût d'intervenir dans la vie collective, de prendre du pouvoir sur leur environnement, en proposant aux maires des projets d'intégration, de désenclavement, d'équipements culturels des quartiers. Plus généralement, il s'agit de passer des déclarations d'intention gouvernementales aux actes. Les rapports parlementaires, les commissions de sages et les tables rondes ont épuisé leurs charmes.

Aujourd'hui, il faut intervenir tous azimuts, bien sûr. Administration, écoles, formation professionnelle, etc. Mais l'urgence la plus absolue, c'est d'enrayer la constitution des ghettos avec leur corollaire de violence, de bandes ethniques, de ruptures sociales et civiques, qui rendent impuissantes même des institutions comme l'école républicaine. Voilà pourquoi nous demandons une nouvelle politique du logement social qui permette à la volonté générale, construite plus et partout, de s'appliquer, y compris contre le malboustanisme et les égoïsmes municipaux, et de contre l'évolution du foncier, soumis aux seules lois du marché.

Voilà pourquoi nous demandons la création d'un instrument nouveau dans l'appareil gouvernemental. Peu importe qu'on le nomme ministère de la population, de l'intégration, de l'insertion sociale ou autrement. Pourvu qu'il soit doté de pouvoirs réels et de budgets nouveaux.

C'est parce que tout cela ne s'obtiendra pas tout seul, sans parler des risques d'un toujours possible retour en arrière dans les prochaines années, que nous pensons que l'on aura encore besoin longtemps de militants pour faire avancer la société française, lui faire gagner en modernité, en cohésion et en progrès social. Et pour que longtemps encore notre pays reste une référence pour les peuples du monde entier qui se lèvent pour leur liberté.

HARLEM DESIR

## AU COURRIER DU Monde

### M. Stirn et le reste

C'est peu de dire que dans notre sous-conscient concernant les hommes politiques M. Olivier Stirn n'occupe pas une position phare.

Et l'objet des réactions qu'il a provoquées récemment relève plutôt d'un gag du Canard Enchaîné ou de Ferdinand Lop que d'autre chose.

Aussi est-ce avec la plus grande surprise que l'on constate les réactions véhémentes de la classe politique en général.

Pourquoi ne s'occupe-t-elle pas de choses plus sérieuses : par exemple, corriger les excès révélés par le rapport de la Cour des comptes ? Cela éviterait à M. Rocard d'avoir à s'écarter pour trouver le complément

d'impôts qui lui fait défaut. On peut-être chercher à résoudre ce problème du loch Ness que représente le « trou » de la Sécurité sociale et sa proverbiale inefficacité.

Réfléchir à ces problèmes nous déprime en tant que contribuable ou électeur. Au moins M. Olivier Stirn nous a-t-il fait rire un moment.

JOSEPH HAZAN  
Paris

### Le « mal du Liban »

Je réagis à votre éditorial du 25 juillet intitulé « Le mal du Liban ». Qu'un fonctionnaire de police, quelles que soient ses qualités professionnelles, et ses revenus légaux (25 000 francs

par mois, primes de risque comprises), se livre à un trafic d'armes de guerre qui alimentent la grande délinquance, cela doit être sanctionné très sévèrement. Le climat de trafic et de corruption qui règne à Beyrouth ne peut en aucun cas être une circonstance atténuante.

Que penser en outre des paroles de ce secrétaire d'Etat « émir » et médecin par surcroît, qui dit : « avoir éprouvé la perte de ses repères moraux au Liban ». Ses repères sont sans doute bien légers, ou veut-il couvrir par cette phrase des hommes qui ont utilisé sans scrupules le paravent ministériel, à son insu ?

Dr. P. FRANÇOIS  
Maudon



# LA LIBÉRATION D'ANIS NACCACHE

## Dix années d'un poker menteur et cruel

Le 18 juillet 1980 un commando tente d'assassiner, à Paris, un ancien premier ministre du chah d'Iran. Le 27 juillet 1990, le chef du commando s'envole pour Téhéran. Une décennie de marchandages et de cynisme pour un détenu modèle... et encombrant

Anis Naccache et ses quatre complices, graciés le vendredi 27 juillet par le président de la République après dix ans de réclusion criminelle, ont été immédiatement expulsés de France à destination de l'Iran. Les cinq hommes ont quitté la prison de Saint-Maur (Indre) vendredi matin puis ont été transférés de Châteauroux à Orly à bord de deux hélicoptères. Escortés par le GIGN, ils sont montés à bord du Boeing 747 assurant le vol 732 d'Iran Air, avant l'embarquement des passagers. L'appareil, qui stationnait en un endroit éloigné de l'aéroport sud, a décollé à destination de Téhéran, peu avant 17 heures, avec une heure et demie de retard sur l'horaire prévu.

Les cinq hommes sont arrivés dans la nuit à Téhéran, où un accueil très discret leur a été réservé. Seuls quelques fonctionnaires du ministère des affaires étrangères étaient présents dans le pavillon du gouvernement pour les recevoir. Samedi matin, cependant, l'agence iranienne IRNA annonçait qu'Anis Naccache avait été reçu par le vice-ministre des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi.

La veille, le défenseur des cinq terroristes, M. Antoine Comte, avait reçu de la part des familles des membres du commando une somme d'environ quatre millions de francs, placée sur un compte spécial. Cette somme correspond aux dédommagements des familles des victimes de l'attentat de 1980 tels qu'ordonnés le 10 mars 1982 par la cour d'assises des Hauts-de-Seine.

Anis Naccache avait été transféré de la prison de Fresnes (Val-de-Marne) à la centrale de Saint-Maur (Indre) le 28 février, un mois après la fin de sa grève de la faim. Il avait rejoint dans cette prison ses quatre complices, Saleheddine Mohamed el Kaara, Mehdi Nejaf Tabrizi, Mohamed Jawat Jenab et Fawzi Mohamed el Satari, dont trois s'y trouvaient depuis quelques jours seulement.

C'est un curieux commando qui se présente, le vendredi 18 juillet 1980, vers 11 h 25, devant les grilles d'un immeuble résidentiel, 101, boulevard Bineau, à Neuilly (Hauts-de-Seine) : trois jeunes gens, vêtus de jeans et de chemises de sport, porteurs de cartes de presse recevant des gardiens de la paix, en faction devant la résidence, l'autorisation d'entrer. Une faute, sans aucun doute, puisque des mesures de sécurité strictes, théoriquement, ont été prises par le ministère de l'Intérieur pour assurer la protection d'une personnalité fort menacée. M. Chapour Bakhtiar, dernier premier ministre de l'ex-chah d'Iran, réfugié en France, y réside chez sa fille, propriétaire d'un appartement.

Les trois hommes franchissent un second cordon policier, dans le hall, et se rendent au deuxième étage. Ils sont bien renseignés et, pourtant, ils vont commettre une erreur. Se trompant de porte, ils sonnent chez une voisine de M. Bakhtiar, Yvonne Stein, quarante-cinq ans, qui ouvre.

Les «journalistes» armés de pistolets de gros calibre, munis de silencieux, n'hésitent pas. Ils tuent Yvonne Stein, blessent une de ses amies, puis sonnent à la porte voisine, la bonne, munie d'un dispositif de blocage automatique. Un des gardes de M. Bakhtiar entrouvre la porte blindée, comprend et la referme aussitôt. Les hommes du commando ont compris aussi, qui tireront à sept reprises dans le blindage, presque pour la forme.

### Une phrase prophétique

Alertés par les cris, les policiers se précipitent. Dans la foulée, l'un d'eux, Jean-Michel Jammé, vingt-cinq ans, est tué. Un deuxième, M. Bernard Vigna, est grièvement blessé. Et les deux derniers gardiens de la paix, Philippe Jourdain et Georges Marty, qui, quoique légèrement touchés, réussissent, sous le feu des armes, à maîtriser les trois terroristes, à court de munitions.

L'affaire Anis Naccache, encore qu'à ce moment là on ignore l'identité du chef du commando, vient de commencer. Le terrorisme pro-iranien, pour la première et non la dernière fois de la décennie, s'est manifesté dans cette France qui deviendra un «petit Sétan». En douterait-on qu'un communiqué des pasdaran, les gardiens de

la révolution, diffusé le jour-même, par Radio-Téhéran, annonçait l'attentat commis, «un acte révolutionnaire» contre le «traître Bakhtiar utilisé par l'impérialisme criminel et le sionisme».

En douterait-on, alors que la décision d'abattre M. Bakhtiar a été prise par un tribunal islamique, le 23 septembre 1979, et que, pour conclure, ce jugement de mort comportait une phrase, à certains égards prophétique : «Donner la mort à ce criminel est permis aux enfants vaillants de l'Islam, même sans la permission des autorités juridiques».

Cette permission, le commando Naccache ne l'a pas en France.

### Un commando solidaire

La mort d'un policier, les blessures extrêmement graves infligées à un autre, le flagrant délit, auraient suffi à motiver les enquêteurs. Mais il y a plus dans la mémoire policière : la mort d'un inspecteur, Jacques Capela, les blessures infligées à deux autres lors de la fusillade du 31 juillet 1978 à l'ambassade d'Irak à Paris. Du plus haut gradé au simple policier, nul n'a oublié et surtout pardonné l'expulsion, sans autre forme d'enquête et pour raison d'Etat, de trois membres de l'ambassade d'Irak, probables auteurs des coups de feu.

La police, cette fois, «veut» ses terroristes. Elle le dit, par exemple, par la voix de M. Bernard Délépasse, secrétaire général de la FASP, qui obtient «l'assurance que les terroristes seraient jugés en France avec la rigueur qui s'impose». Elle l'entend dire par le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet qui - alors que les collègues du policier tué font de l'enterrement de celui-ci une «manifestation silencieuse» - déclare : «J'attends que la justice passe, rapide, exemplaire, rigoureuse». Ceci étant un pays où existe encore la peine de mort.

La police veut ses terroristes et les aura, réussissant, dès le lendemain, à arrêter deux autres membres du commando, en fuite. Un curieux commando, de composition elle aussi prophétique, annonciatrice d'un avenir sanglant, de ces groupes terroristes recrutés par-dessus les frontières, au seul nom de la révolution islamique et de Khomeiny.

Il y a d'abord le chef, Anis Nac-

cache, sunnite et libanais. Intellectuel, maîtrisant parfaitement le français, cet architecte fréquente la faculté de Beyrouth et s'engage très tôt dans le combat politique.

Celui qu'un de ses avocats, M. Antoine Comte, dépeint comme «un militant anti-impérialiste, pro-palestinien», fondé en 1975 le Mouvement du Liban arabe. Proche du Fatah de Yasser Arafat, il s'en sépare, se convertit au chiisme, devient «islamiste militant» et, dès lors, sert l'Iran. Il est l'ami d'Ahmad Khomeiny, fils de l'imam. Et cette donnée ne sera pas étrangère à la volonté permanente de Téhéran d'obtenir sa libération.

Les quatre autres sont de moindre importance. Mehdi Nejaf, vingt-trois ans, est iranien, membre des gardiens de la révolution. Mohammad El-Satari, vingt-quatre ans, est un Palestinien originaire de la bande de Gaza, membre du Fatah depuis l'âge de treize ans. Tous deux ont accompagné Anis Naccache jusqu'à la porte de M. Bakhtiar. Saleh-Eddine El-Kaara, vingt-cinq ans, libanais, lui aussi militant du Fatah, et Jawad Jenab, un Iranien de vingt-cinq ans, sont restés dehors, pour couvrir l'opération.

Mais les cinq hommes sont solidaires. Ils le sont, dans le mensonge, quand ils affirment, tout uniment, avoir agi pour le compte du Fatah. Ils le sont, dans le procès presque caricatural - car ils le veulent ainsi - qui sera leur devant la cour d'assises des Hauts-de-Seine, en février 1982. Un procès de rupture, déjà, face à une justice qui, elle, n'est pas la leur. Car il n'est «d'autre juge que Dieu».

### L'impatience sanglante

Refusant de comparaître, expulsés lorsqu'ils l'acceptaient, déclinant à tous et à chacun le droit de les juger, surtout par jurés féminins «car la religion l'interdit», les cinq - ou au moins quatre d'entre eux, car la solidarité d'El-Satari fut un instant flagolante - vivront cet acte judiciaire comme «un immense forfait». Puisque, aussi bien, l'accusé était ailleurs. Chapour Bakhtiar, et la cause entendue, sinon exécutée.

Is sortirent de ce procès tous condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, à l'exception de Jawad Jenab, vingt ans de réclusion. Et tous solidaires, ce qui ne

manquera pas d'importance pour la suite. Car il y aura suite, et c'est au moment même où la justice est passée qu'elle va être dépassée. Anis Naccache est devenu le détenu le plus encombrant de France, le prisonnier le plus désiré d'Iran. Cet enjeu, disputé bien avant dans la coulisse diplomatique, va déboucher, dès 1984, sur un autre terrain : celui de l'escalade terroriste. Au mois de juillet, des pirates de l'air détournent un avion d'Air France et réclament, en vain, la libération du commando Naccache.

Simple entrée en matière, car l'impatience va se faire plus sanglante. De février à septembre 1986, sept attentats revendiqués par le CSPPA (Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient) sont commis en région parisienne.

Dix morts, cent cinquante-deux blessés et, dans les communiqués de revendication, toujours le même ultimatum : la libération d'Anis Naccache et celles, parallèles, de Georges Ibrahim Abdallah, le chef des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL), six attentats en France entre 1981 et 1984, et de Varoujan Garibidjan, le patron d'un commando de l'Asala (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie), auteur de l'attentat d'Orly qui, en juillet 1983, provoqua huit morts et blessa grièvement cinquante personnes devant le comptoir des Turkish Airlines.

Le trio des condamnés à perpétuité est de toutes les revendications, tous les marchandages. L'assassinat du colonel Goutier, attaché militaire à Beyrouth, en septembre 1986 ? Les brigades internationales anti-impérialistes revendiquent et exigent les trois. Les actions de l'Asala, les prises d'otages, les attentats du Jihad islamique ? A chaque fois, peu ou prou, directement ou indirectement, la revendication revient. Et le nom de Naccache plus encore, plus souvent, plus particulièrement.

Lui, en prison, que ce soit à la Santé, à Clairvaux, à l'hôpital des prisons de Fresnes, ou dernièrement à Saint-Maur, s'offre le luxe d'être un prisonnier modèle et un partisan de la violence repent. Anis Naccache, du fond de sa cellule, condamne les attentats, «ces actes aveugles contre les principes de l'Islam». Il dénonce ses soutiens sanglants et joue sa partie de manière politique, allant même jusqu'à la grève de la faim, du 8 septembre 1989 au 26 janvier

1990. Anis Naccache sait qu'on négocie. Ne le saurait-il pas, que les émissaires ou sa mère autorisés à le visiter en prison, à différentes reprises, se chargeaient de le lui dire. Mais il sait les promesses faites comme celles non tenues. Il sait attendre. Il sait utiliser les compétences, celles de M. Jacques Vergès, l'avocat de Barbie, mais aussi celui d'Abdallah et de Garibidjan, celles aussi de M. Antoine Comte, présent de 1980 à 1990.

Il sait enfin peser sur la négociation. Car Anis Naccache n'entend pas être libéré seul. Ainsi tient-on, de bonne source, que dès 1986, cette libération aurait pu devenir effective si le chef du commando n'avait exigé, simultanément, l'élargissement de ses quatre hommes. Or, quand il finit par s'y résoudre, quelques mois plus tard, sur les conseils d'un émissaire iranien, l'affaire tourne court, du fait d'une recule française fondée sur la crainte d'une très vive réaction policière.

### «Je vous souhaite plein de bonheur»

Ces quelques éléments sont évidemment trop parcellaires pour prétendre à la vérité d'une affaire qui fut d'Etat et restera d'Etat, d'un puzzle menteur, au gré des évolutions politiques, des émissaires, des menaces, des chantages, des nécessités ou, pour qu'il ne se résigne pas, au point que, selon certaines sources, rien dans la décision de grâce ne fut irréversible, jusqu'à ces derniers jours.

Une morale que, de son côté, Anis Naccache se sera efforcé de consoler en souscrivant à un des termes du marché, le seul rendu public. M. Antoine Comte indiquait, vendredi soir, qu'il avait reçu, de la part des «cinq familles» des membres du commando, une somme d'un peu plus de 4 millions de francs. Cet argent, bloqué sur un compte spécial, correspond à l'intégralité des dommages accordés par la cour d'assises des Hauts-de-Seine, en 1982, aux familles des victimes.

Il rapporta aussi les derniers mots d'Anis Naccache, avant l'envol pour Téhéran : «Je vous souhaite plein de bonheur à vous et aux Français». Cela, ni la morale ni la cour d'assises ne l'exigeaient. PIERRE GEORGES

## Deux paris et un risque

par Anne Chaussebourg et Alain Rollet

RAISON d'Etat ou pas, il n'y a pas de bon moment pour gracier un terroriste condamné pour crimes de sang. Quand M. François Mitterrand a signé, vendredi 27 juillet, le décret libérant Anis Naccache et ses quatre complices, auteurs de l'attentat commis le vendredi 18 juillet 1980, contre M. Chapour Bakhtiar, dernier premier ministre du chah d'Iran, il savait que sa décision provoquerait de vives réactions.

Le président de la République ne pouvait ignorer que l'opinion publique, habituée à entendre répéter que la France ne cède pas devant le terrorisme et ne négocie pas avec des assassins, ne comprendrait guère la signification précise de cette mesure de clémence. D'autant moins qu'il n'existe plus d'otages français retenus au Liban ou ailleurs et qu'aucune contrepartie visible n'est publique, ni dans l'amélioration des relations franco-iraniennes ni dans l'évolution de la situation au Proche-Orient.

Il savait aussi qu'un tel geste ne pourrait qu'alarmer davantage le climat politique depuis le printemps par l'annulation politique des fausses factures en faveur de plusieurs élus. Il a agi en son âme et conscience.

Il y a un an, déjà, à l'occasion du 14 juillet 1989, M. Mitterrand avait exposé sa ligne de conduite, au moment où son ancien premier ministre, M. Jacques Chirac, venait de lui suggérer de «réfléchir à l'opportunité» de la libération d'Anis Naccache en exprimant la crainte d'une reprise des attentats terroristes en France.

Agacé par cette intervention, le chef de l'Etat avait déclaré : «Je veux rester juge et seul juge. Ce droit de grâce, il est le mien, il engage ma conscience et je n'obé-

rai à aucune pression, ni de caractère extérieur ni - comme cela vient de se produire étrangement - de caractère intérieur. Je jugerai en conscience, en mettant dans les deux plateaux de la balance le souci de mettre un terme à une période tragique, mais en même temps un souci de justice, car je dois penser aussi aux victimes».

Respectant la volonté présidentielle, l'Elysée s'est abstenu de tout commentaire à l'annonce, vendredi 27 juillet, vers 17 heures, de la libération d'Anis Naccache et de ses quatre complices. Dans l'entourage de M. Mitterrand, toutefois, on fait valoir qu'aux yeux du président de la République les «conditions juridiques, politiques et psychologiques» étaient «réunies» pour se débarrasser d'une épave qui restait encombrante pour la diplomatie française au Proche-Orient et, par la même occasion, pour faire savoir, bien au-delà de cette région du monde, à toutes fins utiles, que la France honore sa parole, même quand celle-ci est clandestine.

«La parole de la France sera tenue», avait assuré M. Mitterrand le lendemain de sa réélection, en mai 1988, à propos de l'éventuelle normalisation des relations entre Paris et Téhéran. C'était au moment même où MM. Chirac et Pasqua étaient soupçonnés, malgré leurs dénégations, d'avoir promis la libération d'Anis Naccache en échange de celle des derniers otages français détenus au Liban, les diplomates Marcel Carton et Marcel Fornace et le journaliste Jean-Paul Kauffmann.

L'octroi de la grâce présidentielle, tout autant que la modération des réactions personnelles de MM. Chirac et Pasqua, tendent aujourd'hui à

valider les présomptions de cette époque. Le dossier n'est pourtant pas clos puisque demeurent toujours détenus deux autres terroristes, Georges Ibrahim Abdallah et Varoujan Garibidjan, dont la libération a toujours été réclamée en même temps que celle d'Anis Naccache par les auteurs d'attentats en France.

### Un évident embarras

Les mêmes sources contestent les commentaires, fréquents samedi matin dans la presse, selon lesquels M. Mitterrand aurait attendu le chapeau de vacances estivales pour essayer de réduire au maximum l'impact de sa décision. Elles mettent en avant le fait que la date était imposée par des considérations de procédure en assurant, peut-être abusivement, la grâce présidentielle à une commutation de peine intervenant dix ans, presque jour pour jour, après l'incarcération d'Anis Naccache. Cette explication renvoie à la période fin 1985-début 1986, quand il était question, déjà, d'un échange entre les otages français et Anis Naccache, et d'un montage prévoyant l'octroi d'une double grâce : réduction de peine à vingt ans puis libération pour raisons médicales.

Cette explication traduit un évident embarras (1). En fait, à défaut d'avoir été rendue publique pour le 14 juillet, la décision présidentielle était prise depuis plusieurs semaines et connue de ses bénéficiaires depuis plus longtemps encore. C'est, dit-on aujourd'hui, parce qu'il avait obtenu cette assurance qu'Anis Naccache avait interrompu, le 26 janvier dernier, la grève de la faim

qu'il avait commencée le 8 septembre précédent... et qu'il envisageait, dit-on, de recommencer prochainement. En revanche, une chose est sûre : comme il l'avait maintes fois répété, M. Mitterrand a attendu, pour signer le décret, que plus aucun Français ne soit retenu en otage. La libération de Jacqueline Valente et de ses fillettes, le 10 avril dernier, a levé le dernier obstacle.

Le président de la République a fait, de toute façon, deux paris. Le premier tient au fait qu'un terroriste libéré devient souvent trop bavard. Si Anis Naccache disait «sa» vérité sur le jeu du chat et de la souris dont il était l'une des pelotes entre M. Mitterrand et M. Chirac au cours de la «cohabitation» de 1986 à 1988, lequel des deux serait griffé ? Le second tient dans la fragilité de la trêve observée sur le front du terrorisme international ainsi que vient de le rappeler l'attentat commis en Allemagne. M. Mitterrand assume aussi un risque qui était inévitable, mais dont il sous-estime peut-être les conséquences de politique intérieure même si, à l'exception du Front national, les paris qui l'ont assésité critiquent ont mis surtout en avant leurs seconds couteaux : le risque, en privilégiant la raison d'Etat, de se voir reprocher - fin de façon injuste - qu'il est le seul à pouvoir solder ce lourd héritage - un exercice trop personnel du pouvoir au moment où son image apparaît fragilisée.

(1) Le ministère de la justice précisait samedi matin que la libération d'Anis Naccache était intervenue en application d'un décret de grâce de remise de reliquat de peine, sous condition d'expulsion effective des cinq détenus en application d'un arrêté pris par M. Pierre Joxe en 1985.

### Un privilège régulier

Survivance de l'Ancien Régime, le droit de grâce appartient au seul président de la République. La mesure peut être collective ou individuelle.

Avant 1981, les mesures de grâce collective à l'occasion du 14 juillet étaient rares. M. Valéry Giscard d'Estaing avait usé de ce droit en 1980, après Vincent Auriol qui l'avait fait en 1949, 1951 et 1953.

Depuis son élection, M. Mitterrand a pris quatre mesures de remises de peine collectives. En 1981, 4 775 détenus ont été libérés ; en 1985, 2 763 détenus ; en 1988, 4 230 détenus ; en 1989, année du Bicentenaire, 3 091 détenus.

En 1989, M. Mitterrand a accédé à 408 requêtes sur 55 779 présentées (vingt et une grâces accordées de 1977 à 1979 pour moitié moins de demandes).

Cette année, le président a accordé une grâce individuelle à deux cents détenus condamnés à de courtes peines (le Monde du 25 juillet). Une jeune mère de famille jugée par défaut et emprisonnée pour quatorze chèques sans provision (le Monde du 6 juillet) avait également été graciée le 5 juillet : profil typique des grâces ordinaires, le privilège régulier assure en l'occurrence une fonction de régulation de la justice. Le droit de grâce a souvent été critiqué, et notamment par M. Mitterrand qui, lors de sa campagne électorale de 1981, l'avait jugé «excessif». Ce droit n'a été partagé qu'entre 1946 et 1958 lorsque le président de la République l'exerçait en Conseil supérieur de la magistrature.

### Le communiqué de la chancellerie

Voici le texte intégral du communiqué du ministère de la justice annonçant, vendredi 27 juillet, la grâce d'Anis Naccache et de ses quatre complices :

«Anis Naccache, Mehdi Nejaf Tabrizi, Fawzi Mohamed El Satari, Saleheddine Mohamed El Kaara ont bénéficié d'une mesure de grâce après avoir effectué dix ans de réclusion criminelle. Ils ont fait l'objet d'arrestations et d'expulsions du territoire français qui ont été exécutées ce jour».

(Publié)  
**CENTRE RACHI - C.U.E.J.**  
**LES IV<sup>es</sup> RENCONTRES INTERNATIONALES D'ÉTÉ**  
**LES BOULEVERSEMENTS EN EUROPE DE L'EST ET LES JUIFS**  
par M. Marek Halter, écrivain.  
LUNDI 30 JUILLET 1990, à 20 h 30  
Sous le haut patronage de :  
- M. Thierry de Beaucourt, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales et ministre des affaires étrangères ;  
- M. Michèle Confavreux Masalova, recteur de l'université de Paris.  
En présence de nombreux personnalités.  
**CENTRE RACHI**, 30, bd de l'Europe, 75006 Paris. Tél. : 43-31-75-47.

سكندرية من الاحول







# ÉTRANGER

URSS : les problèmes de l'empire

## La Biélorussie proclame sa souveraineté

La Biélorussie a proclamé sa souveraineté vendredi 27 juillet, alors que les trois présidents baltes convenaient avec Boris Eltsine d'engager immédiatement des négociations sur des relations politiques et économiques bilatérales avec la Russie. Les Kurdes soviétiques se sont réunis vendredi pour la première fois à Moscou.

MOSCOU

de notre correspondant

La Biélorussie, une république de dix millions de Slaves à la frontière polonaise, a été, vendredi, la onzième république soviétique - sur quinze - à proclamer sa «souveraineté». Mais celle-ci ne constitue qu'un défi ambigu à Moscou : elle a été adoptée, comme en Ukraine, avec le soutien du Parti communiste local, 230 députés l'ayant approuvée, à l'unanimité, lors d'un scrutin boycotté par 120 élus de l'opposition démocratique et indépendantiste.

La souveraineté biélorusse n'en intègre pas moins certains des points les plus radicaux de celle de l'Ukraine voisine, la dernière en date. La Biélorussie affirme, en effet, qu'elle veut être un «Etat neutre» et former ses propres forces armées, sa police et ses organes de sécurité (KGB). Voline de Tchernobyl, elle veut en outre constituer «une zone d'écologie».

clarifiée». La Biélorussie proclame enfin son droit à s'unir avec d'autres Etats et à sortir de l'URSS. Mais elle appelle à la conclusion rapide d'un nouveau «traité d'union», c'est-à-dire qu'elle soutient le cadre proposé par Mikhaïl Gorbatchev pour définir les futurs rapports entre Moscou et les républiques.

Le Kremlin souhaite qu'un tel traité entre en application en même temps que le passage à l'économie de marché. Mais la tâche est plus qu'ardue : les Républiques baltes, qui ont proclamé non pas leur «souveraineté» mais leur indépendance, ont fait savoir qu'elles ne souhaitent pas participer à l'élaboration du nouveau traité.

### Deux logiques

Deux logiques s'opposent en effet avec de plus en plus de netteté : au souhait du Kremlin d'assurer un cadre commun, aussi souple soit-il, à l'ensemble soviétique, s'oppose la volonté de plusieurs républiques de fonder leurs futures relations uniquement sur des accords bilatéraux. Boris Eltsine, le président de Russie, mise à fond sur ce type de rapports. Il a rencontré vendredi les présidents des trois Républiques baltes. Tous quatre sont convenus d'engager immédiatement des négociations pour signer des accords bilatéraux, économiques et politiques. Ces négociations se dérouleront sans conditions préalables, autrement

dit Boris Eltsine reconnaît les déclarations d'indépendance des Baltes. Les Baltes ont donc choisi de négocier d'abord avec le dirigeant d'une Russie incontournable et disposé à le faire, alors que la Lituanie traîne des pieds pour négocier avec la délégation du Kremlin, déjà constituée pour le faire, représentant une Union en pleine crise et dont ils se considèrent comme ne faisant déjà plus partie.

### Le «principe des moindres victimes»

Entre-temps, Mikhaïl Gorbatchev a réaffirmé, par la voix du ministre de l'Intérieur, son intention de mettre fin aux activités des milices nationalistes. M. Bakatine a souligné vendredi que Moscou était prête à employer la force pour appliquer le décret présidentiel qui donne quinze jours aux milices pour rendre leurs armes.

«Notre principe est celui des moindres victimes, mais nous emploierons la force contre les combattants qui refusent de rendre leurs armes», a-t-il dit.

Comme on pouvait un peu le prévoir, la réaction en Arménie était celle de l'insubordination. Des milices ont fait savoir qu'il n'était pas question pour elles de rendre les armes. Mais une commission formée par le Parlement local doit étudier la réponse à apporter au décret.

Le Caucase restera longtemps un terrible casse-tête pour Mikhaïl Gorbatchev. Comme pour ajouter à l'imbroglio du Haut-Karabakh, les Kurdes soviétiques - officiellement plus de 150 000 - viennent de se réunir pour la première fois en conférence à Moscou. Déportés en masse par Staline vers l'Asie centrale dans les années 30, ils craignent, comme toutes les minorités, de faire les frais des explosions des violences inter-ethniques qui s'y succèdent. Le souvenir du Kurdistan autonome, créé en 1923 par Lénine, revient en force actuellement dans la communauté kurde : il était situé sur le territoire actuel de l'Azerbaïdjan, plus exactement entre le Haut-Karabakh et l'Arménie. La conférence de Moscou s'est prononcée en faveur de l'examen d'un éventuel établissement d'une telle autonomie. (Indim.)

**BULGARIE :** démission du ministre de l'Intérieur. - M. Atanas Semerdjiev, ministre de l'Intérieur bulgare, a démissionné, vendredi 27 juillet, à la suite d'un débat houleux au Parlement sur les modalités de l'adoption de l'ancien numéro un bulgare, M. Todor Jivkov. - (AFP.)

ITALIE : en attendant le vote de confiance du Parlement

## M. Andreotti remplace les cinq ministres démissionnaires

Le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, a présenté vendredi 27 juillet la liste des personnalités appelées à remplacer les cinq ministres démissionnaires de gauche qui avaient démissionné jeudi pour protester contre certains aspects de la loi sur l'audiovisuel en discussion au Parlement (le Monde du 28 juillet).

Les nouveaux ministres, également démocrates-chrétiens, sont : MM. Virginio Rognoni, nommé à la défense où il remplace M. Mino Martinazzoli, Franco Piga qui prend le dossier des participations

de l'Etat ; Gerardo Bianco - celui de l'instruction publique ; Vito Saccamandi celui de l'Agriculture et Giovanni Marongiu qui sera chargé du développement du Mezzogiorno.

Le Parlement devait se prononcer samedi 28 juillet sur deux votes de confiance qui lui ont été soumis : l'un sur les amendements au projet de loi sur la publicité à la télévision et l'autre sur le remaniement ministériel. Apparemment, ces deux scrutins ne devraient pas entraîner la chute de M. Andreotti puisque l'ancien président du

conseil, M. Ciriaco De Mita, le chef de la faction «Rebelle» de la démocratie chrétienne, a annoncé qu'il soutiendrait le gouvernement. Les désaccords au sein de la coalition portent essentiellement sur la réglementation et la limitation de la publicité à la télévision. Si l'aile gauche de la démocratie chrétienne souhaite une législation plus stricte, en conformité avec les règles européennes, les autres paritaires de la coalition, les socialistes, proches du magnat de la télévision - M. Silvio Berlusconi, y sont opposés. - (AFP. Reuters.)

## La métamorphose du président Cossiga

Auparavant discret, par fonction et par caractère, le chef de l'Etat italien multiplie les interventions et elles sont parfois redoutables

ROME

de notre correspondant

Mais, de quoi se mêle-t-il ? Mais, qui lui est-il arrivé ? Gros émoi ces temps-ci dans le Landerneau politique romain : après cinq années de silence et d'effacement et à deux ans d'une retraite qui promet d'être dorée, M. Francesco Cossiga, président sans pouvoir d'une République dominée par les partis, se met soudainement à parler, à admonester, à convoquer, à commander et même à exiger des comptes. Habituellement absent du débat politique, voilà le chef de l'Etat italien qui met joyeusement les pieds dans le ragout politique.

Dernière «sortie» en date d'un homme voué jusqu'ici à l'inauguration des chrysanthèmes, un long et solennel message au Parlement, prononcé jeudi 26 juillet à propos des mesures à prendre de toute urgence pour garantir le bon fonctionnement de l'indépendance de la justice. Plutôt technique dans la forme, mais ferme sur le fond, le texte du chef de l'Etat porte sur la responsabilité des juges, les conditions de leur transfert dans les zones marquées du Sud, les éventuelles sanctions disciplinaires et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature.

Cette instance - dont M. Cossiga est, par fonction, le chef suprême - tend parfois, selon lui, à outrepasser ses attributions. Pour faire entendre sa voix dans la turbulence parlementaire et inviter les assemblées à mettre au travail, le président, qui était également jeudi son soixante-deuxième anniversaire, a ressuscité une vieille procédure tombée en désuétude, n'ayant été utilisée que deux fois en quarante-cinq ans de république. Pour faire bonne mesure, le chef de l'Etat a promis une seconde «lettre aux élus», à l'automne prochain.

Une semaine avant cet épisode sans précédent, M. Cossiga avait adressé une véritable mise en demeure aux responsables de la pre-

mière chaîne de télévision publique, les sommant de prouver la véracité d'un «scandale» abyssal auquel, il faut bien l'avouer, peu d'observateurs avaient prêté attention. Selon un témoin présenté par la RAI comme un ex-agent de la CIA - mais la centrale américaine affirme aujourd'hui n'avoir jamais employé cet étrange bonhomme - il y aurait eu, pendant les «années de plomb», connivence entre les services secrets de Langley et la pseudo-loge maçonnique P 2. Celle-ci ayant été découverte pour avoir tenté de déstabiliser l'Etat et certains de ses chefs soupçonnés d'avoir financé et manipulé le terrorisme d'extrême-droite, on voit tout de suite les implications internationales de l'affaire. D'autant que les alliés clandestins italo-américains auraient également triché dans l'assassinat du premier ministre de Suède, Olof Palme.

### Complicité criminelle

Certes, l'enquête exclusive de la première chaîne, relayée par la presse, n'a pas dans un premier temps remis en cause la parole de M. Cossiga, qui s'ennuie dans son grand palais, est un télescopeur assidu. A peine la série terminée, il se fait porter les cassettes de l'enregistrement, les re-visionne à tête reposée et prend sa plus belle plume. C'est que la CIA, pendant les «années de plomb» italiennes, était dirigée par un certain George Bush. Ou bien, écrit en substance le président, tout cela repose sur des faits et il faut ouvrir immédiatement une enquête internationale, ou bien la chaîne dit n'importe quoi et il faut sanctionner les responsables. Venant d'un homme réputé éminemment respectueux des libertés de presse, le coup porté à la crédibilité du service public a d'autant plus surpris. Certes, la plupart des observateurs parient qu'on ne parlera plus de cette affaire de complicité criminelle avant l'hiver. Si elle a vraiment disposé en effet de tous les moyens nécessaires à son étouffement.

En attendant, M. Cossiga a lancé un beau débat, non seulement sur la déontologie journalistique en général, mais aussi sur la nature même d'un système audiovisuel public investi lui aussi par les partis. Quoi qu'il en soit, la métamorphose du chef de l'Etat continue et personne ne semble en mesure de l'expliquer. «Ce n'est pas moi qui ai changé, va-t-il répétant, ce sont les événements autour de moi».

### «Plutôt absent qu'enivrant»

Il était le président de l'ombre, l'acteur discret, taciturne et frileux d'un palais trop grand pour lui. On le disait scrupuleux à l'extrême, honnête et digne, mais mélancolique, étincelant et trop modeste. Choisi par les partis, trop leur otage, il jouait à la perfection le rôle de poète qu'on lui avait assigné. Costumes sombres, chevelure immaculée, démarche lourde, bajoux naissants, le regard perpétuellement décontenancé derrière ses lunettes d'écaille, on le voyait de temps en temps traîner avec sérieux sa haute silhouette courbée dans les défilés de la République. Jamais un mot plus haut que l'autre, jamais de propos hors de propos. Bref, il était le notaire pointilleux d'une république parlementaire. «Ne me laissez pas seul», implorait-il le bon peuple, lors de son intronisation.

Cinq années incolores ont passé. Cinq années de somnolence. «Plutôt absent qu'enivrant», tel était son credo. Par rapport à Sandro Pertini, son flamboyant prédécesseur au Quirinale, le pauvre Francesco Cossiga n'en apparaissait que plus terne. Sur les caricatures, on le voyait faire l'important tandis que les grands fauves de la politique nationale, griffes poin-

tées vers lui, se tapaient sur les cuisses. Dur sacerdoce que celui de président-arbitre dans une arène où seuls les chefs de clans sont écoulés et respectés.

Pourquoi cette soudaine transfiguration présidentielle depuis février dernier ? Fut-ce la rencontre avec «Dieu» lors d'un voyage en France ? Toujours est-il que c'est dans l'Hexagone, à Aix-en-Provence, que les premiers symptômes de la métamorphose ont commencé à apparaître. Ce jour-là, alors qu'il est fait docteur honoris causa de la vieille université provençale, on voit soudain le grand barde fleigmatique sortir de ses gonds bien huilés et s'en prendre à la justice de son pays. «Le concept même, affirme-t-il tout de go, est aujourd'hui en crise». Tout le monde le disait, sauf le président. Dans les semaines qui suivent, il y eut d'autres coups de patte. Et, fait sans précédent, convocation des magistrats et deux mises en garde et autres admonestations à propos d'affaires qui traînent depuis des années dans les tiroirs de la magistrature.

Un jour, voilà le président qui manifeste sa solidarité active avec les familles des victimes du DC 9 abîmé il y a dix ans au large de la Sicile avec quatre-vingt-neuf personnes à bord. Qui est responsable ? Qui couvre qui ? L'appareil a-t-il été abattu par un missile et qui l'a tiré ? Une décennie après les faits, la justice est encore dans le brouillard. Francesco Cossiga, qui était chef du gouvernement à l'époque de la catastrophe, exige que soit enfin faite toute la lumière «quels que soient les responsables». Une autre fois, à la veille des élections administratives, il se permet de mettre en garde les électeurs contre les slogans autonomistes et autonomistes qui fleurissent dans le nord du pays et qui peuvent «compromettre l'unité de la nation».

### «Francesco super-star»

Les interventions directes du président de la République dans une campagne électorale sont en principe interdites. Mais l'ancien professeur de droit a beau être doté d'une hypersensibilité constitutionnelle, il s'est souvenu qu'il avait, non seulement le droit mais le devoir de se faire parfois entendre. Rappels à l'ordre à l'armée, interpellations du gouvernement sur le problème des immigrés, dénonciation de trop grandes concentrations de la presse, etc. Oublié le discret fantôme du Quirinale, le Cossiga nouveau est arrivé. Et il plaît, au foules. Pour la première fois depuis son élection, les sondages le plébiscitent.

Initialement, les partis se sentent un peu déconçus et puis, au fil des semaines, le message contenu en filigrane de l'activisme présidentiel est finalement reçu cinq sur cinq dans les états-majors. «Francesco super-star», s'exclame la Stampa. «Le président deuxième époque entre en scène, il ne joue plus le jeu, il abandonne ses défunts de M. Loyal et revient en piste», résumant les autres journaux. Que s'est-il passé ? Mystère ! «J'ai simplement décidé d'être quelques cailloux de mes chaussures», a dit un jour l'intéressé. A ceux qui l'accusaient de vouloir préparer un deuxième septennat - 51,4 % des Italiens, selon un sondage publié le 25 juillet, y seraient favorables - il rétorque urbi et orbi qu'il n'est pas candidat à sa propre succession, qu'il se retirera au Sénat, comme tous les anciens présidents, à la date prévue, c'est-à-dire le 3 juillet 1992.

Devant ceux qui doutent encore de sa parole, il s'empare : «Mais enfin, faut-il donc que je me suicide pour qu'on me croie ?» Et si le «grand normalisateur», élu il y a cinq ans par une immense majorité de parlementaires en mal de compromis, avait décidé de finir sa carrière en beauté dans le rôle du «grand moralisateur» de la vie publique ?

PATRICE CLAUDE

RDA

## La fin de la crise politique met en évidence la faiblesse du gouvernement

BERLIN

de notre correspondant

En Allemagne, on appelle cela «l'heure d'été». La crise déclenchée la semaine dernière à Berlin-Est à propos du mode de scrutin pour l'élection du futur Parlement allemand réunit s'est dégonflée comme une baudouche. Le Parti social-démocrate a en effet renoncé, vendredi 27 juillet, à quitter le gouvernement de coalition du premier ministre chrétien-démocrate, M. Lothar de Maizière. Quant aux libéraux, qui eux l'avaient quitté, ils veulent y retourner.

Les sociaux-démocrates s'estiment satisfaits de l'accord intervenu jeudi entre les commissions des deux Parlements envisageant la fixation d'un scrutin unique pour les deux Etats allemands. Ils n'ont toutefois pas attendu de savoir comment serait réglée l'épineuse question de la représentation des petits partis dans la future Assemblée.

Une chose est certaine : M. de Maizière en affirmant qu'il ne signerait pas avant d'être sûr que les intérêts de la RDA soient pris en compte dans le traité d'adhésion, s'est créé inutilement des problèmes. Il aurait pu s'épargner une crise qui démontre une fois de plus que tout est décidé à Bonn, où les états-majors politiques ont préféré attendre encore un peu avant de se lancer dans la bataille électorale. S'ils ont finalement estimé que le terrain ne s'y prêtait pas cette fois, les sociaux-démocrates n'attendent qu'une occasion pour sortir du gouvernement est-allemand et prendre leurs distances à l'égard de la politique d'unification du chancelier Kohl.

### Fin de l'euphorie

Un mois après l'introduction du deutschmark en RDA, il faut l'optimisme solide du chancelier pour penser que tout finira par s'arranger. Si les problèmes économiques, dans l'agriculture comme dans l'industrie, étaient attendus, leur règlement coûte d'ores et déjà plus cher au Trésor ouest-allemand qu'on ne l'avait laissé entendre.

L'enveloppe de 25 milliards de DM prévue pour équilibrer le budget de la RDA pour les six derniers mois de l'année est déjà jugée dépassée par le ministre des Finances. Et personne ne voit pour le moment où cela va s'arrêter. L'euphorie qui a accueilli l'arrivée du deutschmark a cédé la place à

une inquiétude croissante. On roule maintenant dans une voiture de l'Ouest achetée à crédit, mais on va faire la queue à Berlin-Ouest pour profiter des prix plus bas qu'à l'Est sur les produits de première nécessité. La crainte du chômage, de la hausse brutale des loyers, commence à devenir de plus en plus palpable.

En discreditant un personnel politique qui a bien du mal à s'y retrouver lui-même, le charivari de cette dernière semaine accentue un sentiment d'impuissance qui va de plus en plus obliger les autorités de Bonn à devoir tout régler elles-mêmes.

HENRI DE BRESSON

L'accueil des réfugiés albanais en France

## Drôle de pays... où les hommes peuvent aller à la messe mais doivent faire la vaisselle !

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, s'est rendu vendredi 27 juillet en Dordogne, dans trois centres qui accueillent trente-trois Albanais arrivés en France le 15 juillet, après s'être réfugiés à l'ambassade française à Tirana.

PÉRIGUEUX

de notre envoyée spéciale

«Ce n'est pas si facile que ça à gérer», soupire un conseiller municipal. Trois mètres plus loin, Giovalin, vingt-huit ans, est dans une sale situation. Son excellent anglais fait de lui l'interprète des seize Albanais installés dans l'ancien hôtel de Saint-Astier, converti en centre d'accueil. «Ce n'est pas moi qui le dis, c'est lui», précise-t-il d'un ton gêné chaque fois qu'il est amené à traduire les propos d'un de ses camarades. L'un veut qu'on sache son impatience de partir pour les Etats-Unis, l'autre se plaint de la modicité de l'argent de poche - cinquante francs par semaine - alloué à chacun, un troisième justifie son refus de participer aux tâches communes «la vaisselle, c'est bon pour les femmes».

Giovalin a honte. Il n'a, lui, aucune réclamation à formuler. «Mon rêve était de vivre en France, il est réalisé ; je veux vivre ici comme tout le monde», dit ce petit homme à la barbe brune, un croix de métal de 10 cm sur la poitrine et une idée dans la tête : travailler dans l'élevage de chevaux. Ses décevantes ? «Les deux millions et demi à trois millions de chômeurs français et la liberté de culte... Lorsque Christian, l'éducateur, lui a demandé s'il voulait se rendre à la messe, il s'est étonné : «Est-ce que vous avez le droit de m'autoriser à aller à la messe ?» lui a-t-il rétorqué.

Ses dix compatriotes installés dans une annexe du centre hos-

pitalier de Périgueux ont une autre préoccupation. En faisant le mur - lorsqu'ils ont sauté celui de l'ambassade de France à Tirana - ils ont laissé femme et enfants derrière eux. Le regroupement familial leur semblant chose naturelle, ils attendent maintenant l'arrivée de leur famille. Qui n'est pas pour tout de suite... La date de réouverture de l'ambassade (fermée pour «nettoyage»), n'est pas encore fixée. Pas question de négociations pour l'instant. Mais c'est promis... la France agira. «On essaiera de faire sortir vos familles», a dit M. Dumas... un peu plus légèrement que vous ne l'avez fait vous-mêmes.

MARIE-PIERRE SUBTIL

annoncé l'agence de presse albanaise ATA, reçue vendredi 27 juillet à Vienne. Les paysans pourront dorénavant élever du bétail sur leurs propres terres et non plus seulement sur celles de la coopérative. Ils pourront également disposer, pour leur usage personnel, d'une partie des terres de la coopérative, sur une surface maximale de 2 000 mètres carrés. Les autorités albanaises avaient déjà autorisé début juillet une privatisation timide des petits commerces et de l'artisanat. - (AFP.)

سكنى من الامم



صكزا من الاجل

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les retombées du « complot rouge »

### Le président De Klerk demande que le secrétaire général du PC soit exclu des négociations

Le Congrès national africain (ANC) a levé le voile sur le contenu des entretiens que son vice-président, M. Nelson Mandela, a eus avec le président Frederik De Klerk, jeudi 26 juillet en fin de soirée (le Monde du 28 juillet). Le chef de l'Etat, qui avait « convié » M. Mandela, lui a exprimé son désir de ne pas voir figurer le secrétaire général du Parti communiste sud-africain (SACP), M. Joe Slovo, au sein de la délégation de l'ANC qui doit rencontrer les membres du gouvernement le 6 août prochain, pour le « deuxième round » officiel des négociations sur les négociations.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Dans un communiqué diffusé vendredi après-midi, l'ANC a déclaré que le Comité exécutif national (NEC), la plus haute instance de l'organisation, se réunira au cours des trois prochains jours pour étudier à fond le rapport que lui a remis M. Mandela. Une nouvelle rencontre aura lieu « le 1<sup>er</sup> août », selon l'ANC, qui précise que M. Mandela répondra aux questions soulevées jeudi soir par le chef de l'Etat.

Déjà avant la rencontre « historique » de Groote Schuur, au Cap, au début du mois de mai, entre le gouvernement et l'ANC, de multiples pressions avaient été exercées pour exclure le secrétaire général du Parti communiste de la délégation conduite par M. Mandela.

L'ANC avait tenu bon. M. Mandela avait répondu à un membre du cabinet plus insistamment que les autres : « M. Slovo est un vrai fils de l'Afrique du Sud. Il est légitime qu'il aide à résoudre les problèmes de son pays. »

Les choses sont plus sérieuses aujourd'hui. D'abord parce que le président de la République ou son représentant s'oppose publiquement à la présence de M. Slovo. Ensuite parce que le gouvernement s'appuie, cette fois, sur ce que la presse pro-gouvernementale a appelé « le complot rouge » pour essayer de rejeter l'ancien « ennemi public n°1 ». Les rumeurs les plus diverses ont couru sur son compte. Il n'y a pas si longtemps, toujours, les services de Pretoria tentaient encore de faire accroire qu'il n'était rien moins qu'un colonel du KGB en exercice.

Semer la zizanie entre l'ANC et le SACP

La question est maintenant de savoir si l'ANC résistera à la pression. Le porte-parole du Parti communiste, M. Jeremy Cronin, a déclaré vendredi qu'il était « très improbable » que M. Slovo soit exclu de la délégation. Si M. Mandela reste ferme sur les positions qui ont été les siennes jusqu'à présent, une partie de bras de fer se dessine à l'horizon. Mais la crise qui en découlerait risquerait de compromettre sérieusement les négociations.

Cependant, le pouvoir n'est pas réticent de saisir l'occasion qui lui est donnée de semer la zizanie entre l'ANC et le SACP. Deux organisations très liées. A tel point que d'aucuns considèrent le Parti

communiste comme la colonne vertébrale de l'ANC. M. Slovo exclu de la délégation qui rencontrera le gouvernement ne signifie pas — loin s'en faut — que le Parti communiste se retrouve exclu *ipso facto* du processus de négociations. La majorité des principaux cadres de l'ANC sont militants du SACP ou, pour le moins, sympathisants.

Vouloir déstabiliser l'ANC avant le « deuxième round » officiel de négociations, relève de la tactique politique. Tenter de discréditer le Parti communiste avant un grand rassemblement à Soweto, dimanche, qui devrait sceller la relance du parti, c'est encore de bonne guerre. Les liens entre ces deux organisations remontent aux années 20, comme se plaisent à le souligner MM. Mandela et Slovo. Et le vice-président de l'ANC devait s'exprimer dimanche, au stade de Soweto, lors de cette grande-messe communiste, sur les relations entre ANC et SACP.

FREDERIC FRITSCHER

□ L'exécution de la peine de mort n'est plus systématique. — Le gouvernement sud-africain a promulgué, vendredi 27 juillet, un amendement garantissant automatiquement aux personnes condamnées à mort pour meurtre le droit de faire appel, abandonnant ainsi l'application et l'exécution systématiques de la peine capitale. Les personnes reconnues coupables de meurtre étaient jusqu'alors obligatoirement exécutées si elles ne bénéficiaient pas de circonstances atténuantes. — (AFP.)

LIBERIA : alors que le président Doe résistait encore

### Le chef des rebelles a annoncé la « dissolution » du gouvernement

Le gouvernement du président Samuel Doe a été « dissous et remplacé par le gouvernement de l'Assemblée nationale patriotique de reconstruction », a annoncé, dans la nuit de vendredi 27 à samedi 28 juillet, M. Charles Taylor à Monrovia sur les ondes de Radio Elwa, captée par les services d'écoute de la BBC.

Présenté à la radio comme le « président du Front national patriotique de Liberia », M. Taylor a annoncé l'abrogation de certaines dispositions de la Constitution, dont les articles relatifs à l'établissement et au fonctionnement des pouvoirs exécutif et législatif, et décrété le couvre-feu pour la « sécurité » de la population.

« Nous appelons tous les membres des forces armées du Liberia (...) à déposer leurs armes et à rejoindre les rangs du Front national patriotique de Liberia, afin d'établir un nouvel ordre démocratique », a-t-il déclaré. Il a en outre annoncé que l'aéroport et tous les ports ont été fermés jusqu'à nouvel ordre, de même que tous les organismes publics.

« Nous sommes ici parce que le gouvernement Doe n'est pas parvenu à donner au peuple du Liberia le choix d'être librement son propre gouvernement et ses représentants (...) et qu'il a fait preuve d'une totale indifférence pour le développement et le bien-être du pays et de sa population », a ajouté Taylor.

Des élections dans six mois ?

Parmi les objectifs de son gouvernement, il a annoncé le lancement d'un processus électoral devant aboutir à des élections multipartites dans un délai de six mois, ainsi que le retour de ceux qui ont fui le « génocide » de Doe, et la reconstruction des zones détruites au cours de l'insurrection populaire.

Assiégé, le président Doe « ne demeurera ni au Liberia ni en aucun des pays voisins », a déclaré au cours d'une interview accordée à la BBC un porte-parole du gouvernement faisant partie de l'entourage immédiat du chef de l'Etat. Il a précisé que le président libérien était convaincu que « en une semaine ou deux la rébellion avait subi un échec », ne faisant aucune allusion à l'annonce du « renversement du gouvernement ».

Il a démenti que l'aéroport situé au centre de Monrovia soit hors d'usage à la suite des combats qui ont opposé les soldats gouvernementaux aux rebelles. « Tout val international souhaitant atterrir à l'aéroport peut le faire en toute sécurité », a-t-il conclu.

Les quelque trois cents hommes commandés par le rebelle dissident Prince Johnson ont engagé de violents combats avec les troupes gouvernementales, dans les rues de la capi-

itale. Certains soldats ont préféré se dévêtir de leur uniforme et de leur fusil et se fondre au milieu de centaines de civils en fuite, ont rapporté des témoins.

On s'attend dans les milieux diplomatiques à ce que les forces de Doe soient vaincues dans les prochains jours, mais on craint que des combats éclatent ensuite entre factions rebelles. A Genève, le haut-commissaire des

Nations unies pour les réfugiés a fait savoir que 375 000 Libériens s'étaient réfugiés dans les pays voisins, dont 240 000 en Guinée, 15 000 en Sierra Leone et 120 000 en Côte d'Ivoire. Au moins 80 000 personnes se sont entassées sur le campus de l'université de Fendell, à 25 kilomètres au nord de Monrovia où la situation sanitaire est de plus en plus précaire. — (AFP, Reuters.)

ALGERIE : avec la création d'un syndicat

### Les islamistes ajoutent une nouvelle arme à leur panoplie

Plusieurs centaines de personnes venues de toutes les wilayas du pays ont fondé, jeudi 26 juillet à Alger, l'Union islamique des syndicats (UIS), organisation qui entend « servir les travailleurs et défendre leurs droits (...) dans le cadre de la charia musulmane ».

ALGER

de notre correspondant

Déjà organisée, selon ses promoteurs, dans une majorité de régions, bien implantée dans les secteurs de l'enseignement et de la santé, l'Union islamique des syndicats est issue d'organisations professionnelles locales qui n'avaient pas le droit de se fédérer avant la nouvelle loi sur les associations. Une partie des membres de son bureau constitutif, qui compte plusieurs femmes, sont d'anciens responsables locaux de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), l'ancien syndicat unique lié au FLN.

Avec la création de l'UIS, les islamistes, qui contrôlent déjà deux organisations étudiantes et portent une attention particulière à l'encadrement des « sœurs musulmanes », ajoutent une importante pièce à leur panoplie sociale. Le programme de la nouvelle organisation, qui devra être élaboré lors d'un prochain congrès, se résume, pour le moment, à l'affirmation de quelques principes tels que « faire face à l'injustice » ou « préserver la dignité de la femme dans le monde du travail ».

« Un esprit de cordialité et de coopération »

L'UIS déclare aussi œuvrer pour « éradiquer l'idée de la lutte des classes et la remplacer par l'esprit de cordialité et de coopération entre travailleurs et patrons afin de favoriser l'essor économique du pays et

d'assurer son indépendance ». La nouvelle organisation syndicale se proclame « libre et indépendante de toute tutelle politique et administrative ». Elle dément farouchement tout lien avec le Front islamique du salut (FIS) même si l'ampleur des moyens mis en œuvre pour constituer l'UIS — des affiches ont été collées dans tout Alger — permet de douter de l'attachement entre les deux organisations. L'essentiel, cependant, demeure la percée islamiste dans le monde du travail, y compris dans les secteurs industriels où les courants politiques se réclamant des différentes tendances du socialisme avaient leurs troupes les plus nombreuses.

Déjà perceptible avant les dernières élections — dans le Constantinois, des syndicalistes proches du FIS avaient failli prendre le contrôle de la direction locale de l'UGTA — cette percée s'est manifestée en pleine lumière, le 12 juillet, lorsque les « bastions » ouvriers ont voté massivement pour l'organisation de M. Abassi Madani. De ce moment date la décision des islamistes de procéder à la construction de leur organisation syndicale et de quitter l'UGTA, sortie particulièrement affaiblie de son dernier congrès, en juin dernier.

GEORGES MARION

□ Rectificatif. — Une erreur de transmission a déformé un passage de l'article de Michel Deuré sur la rencontre, à Tunis, entre M. Arfat et la « troïka » européenne, paru dans le Monde du 26 juillet. A propos de l'émigration des juifs soviétiques, il fallait lire que le ministre italien des affaires étrangères, M. De Michelis, a déclaré que les pays européens (et non arabes) étaient disposés à « prendre en considération » les démarches d'émigrants qui leur seraient transmises.

## DIPLOMATIE

La visite du premier ministre australien en Nouvelle-Calédonie

### M. Bob Hawke exprime son « admiration sans bornes » pour les accords de Matignon

Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, dont on sait qu'il affectionne l'emphase, n'a surpris personne en célébrant avec éclat, lors de sa visite les 27 et 28 juillet à Nouméa, le réchauffement des relations franco-australienne intervenu depuis la conclusion en 1988 des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie.

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, présent à Nouméa pour accueillir le premier chef de gouvernement australien à poser le pied sur le Caillou depuis... 1941, pouvait difficilement dissimuler sa satisfaction lorsque M. Hawke a exprimé « l'admiration sans bornes du gouvernement australien à l'égard de la façon dont les Néo-Calédoniens et le gouvernement français ont travaillé de concert afin d'atteindre et de réaliser ces accords ».

La crispation de la période 1986-1988 n'est plus qu'un mauvais souvenir. Le premier ministre australien y a fait une discrète allusion en soulignant le « contraste » de l'actuelle embellie avec « les dis-

sensions fuites, dangereuses et parfois brutales des années précédentes ». Félicitant la classe politique calédonienne et son « ami » Michel Rocard pour « ce triomphe du bon sens sur l'irrationnel », M. Hawke voit la présence de la France dans la région sous un nouveau jour. « A quiconque, a-t-il indiqué, pourrait remettre en question le rôle légitime et constructif de la France dans le Pacifique, je dirais aujourd'hui : voyez son rôle dans les accords de Matignon ».

Les autres dossiers

Les Australiens n'oublient toutefois pas les autres différends persistant entre les deux pays. M. Hawke a rappelé l'hostilité de son gouvernement aux essais nucléaires français à Mururoa, précisant que l'Australie « continuait à protester contre chaque test ». Il n'a pas manqué non plus de mettre en évidence les désaccords entre Paris et Canberra sur le dossier du commerce international, notamment « la folie du protectionnisme agricole ».

Cette réconciliation franco-australienne va en tout cas imposer une nouvelle donne dans les relations entre le territoire et son environnement océanique. La question de la présence de partis calédoniens au Forum du Pacifique sud,

qui se tiendra au Vanuatu début août, illustre bien cette évolution. Dans ses entretiens avec le député RPR Jacques Lafleur et les dirigeants du FLNKS, M. Bob Hawke s'est montré très favorable à une participation des deux signataires des accords de Matignon à des discussions informelles en marge de ce sommet régional.

Le FLNKS, qui espérait obtenir un statut officiel d'observateur, essaie donc une fin de non-recevoir. M. Hawke a rappelé à ses interlocuteurs indépendantistes que le règlement interne du Forum du Pacifique sud interdisait l'octroi d'un tel statut à des mouvements non représentatifs de l'ensemble de la population sur un territoire dont l'accès à l'indépendance n'est pas encore acquis.

De son côté, le RPCR n'avait pas encore fait connaître, samedi, ses intentions, mais une réponse positive à une invitation au Vanuatu « n'est pas impossible », a indiqué M. Lafleur. Il s'agit là d'une grande première de la part d'un mouvement qui a toujours tenu en suspicion une organisation régionale accusée de complicité avec les indépendantistes canaques. Si le RPCR décidait de franchir le pas, il se taillerait de cette manière une « légitimité océanique », conformément aux vœux de Paris et de Canberra.

FREDERIC BOBIN

Manifestant l'inquiétude américaine

### Le Sénat adopte des sanctions économiques contre l'Irak

Le Sénat des Etats-Unis a adopté, vendredi 27 juillet, des sanctions économiques à l'encontre de l'Irak, incluant la suppression des garanties de prêts (1,2 milliard de dollars) dont Bagdad bénéficie pour acheter des produits agricoles et manufacturés américains. Cette mesure, incluse dans un amendement à la loi de finances de l'agriculture, est une nouvelle manifestation de l'inquiétude croissante au Congrès devant ce qui est perçu comme une attitude agressive de la part du régime du président Saddam Hussein.

La Chambre des représentants doit débattre la semaine prochaine d'une proposition de loi prévoyant des sanc-

tions similaires à l'égard de l'Irak. De son côté, le département d'Etat a demandé l'instauration de nouveaux contrôles sur les exportations de technologie américaine vers des pays, tels que l'Irak, soupçonnés de ne pas respecter les traités interdisant la prolifération d'armes non conventionnelles. En revanche, le porte-parole du département d'Etat a estimé que les sanctions adoptées par le Sénat « n'atteindraient pas les Etats-Unis à attendre leurs objectifs avec l'Irak », avec lequel, a-t-il dit, Washington a une relation difficile mais importante.

Par ailleurs, à la veille de la réunion de conciliation avec le Koweït qui doit se tenir ce week-end en Arabie saoudite, Bagdad a lancé, vendredi, une mise en garde à l'émirat, l'avertissant qu'il demeurerait intraitable et que celui-ci devrait respecter les « droits légitimes » de l'Irak. « Il est nécessaire que le premier ministre koweïtien sache qu'il devra être prêt à effacer le mal infligé à l'Irak et à honorer les droits légitimes de l'Irak », a ainsi déclaré un porte-parole irakien. — (AFP, Reuters.)

Les « cinq grands » préconisent un cessez-le-feu par étapes au Cambodge

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU préconisent un cessez-le-feu par étapes au Cambodge, dans un document non publié, adopté le 17 juillet à Paris, sur les « aspects militaires » d'un règlement global.

Selon ce document, adopté par les Etats-Unis, l'URSS, la Chine, la France et la Grande-Bretagne, une force armée « composée d'un certain nombre de contingents fournis par des pays membres » de l'ONU et « choisis en consultation avec les parties concernées » sera créée par le Secrétaire général des Nations unies. Un second document sur « les arrangements de transition concernant l'administration du Cambodge durant la période pré-déclaratoire », adopté dans le principe à Paris mais qui attend encore un feu vert définitif de Pékin, traite particulièrement du Conseil national suprême (CNS). Ce Conseil sera composé « de personnalités représentatives de tous les secteurs de l'opinion », mais qui devront « être acceptables par chacun », « aucune partie (n'étant) dominante ».

Ces deux rapports sont, selon les experts, les plus importants des cinq documents qui doivent constituer la base d'un futur accord global. Les trois autres seront examinés lors d'une sixième rencontre, à New-York, les 27 et 28 août.

Par ailleurs, le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Ali Alatas, a déclaré vendredi 27 juillet à Djakarta que des « divergences » subsistaient entre l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) et les Etats-Unis sur la question du siège du Cambodge à l'ONU. A l'issue d'une première rencontre entre le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et ses six homologues de l'ASEAN (le Monde du 28 juillet), M. Alatas a néanmoins indiqué que « sur les principaux objectifs (les membres de l'ASEAN) demeurent sur la même longueur d'onde que les Etats-Unis ». — (AFP.)

Le différend sur les Iles Kouriles

### M. Gorbatchev confirme sa visite au Japon

Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a confirmé, vendredi 27 juillet, lors d'une rencontre au Kremlin avec un dignitaire bouddhiste japonais, qu'il avait l'intention de se rendre au Japon en 1991 et il a affirmé qu'il était prêt à « faire de grands pas » dans le sens des préoccupations japonaises.

M. Gorbatchev avait annoncé avec fermeté, mercredi, son refus de discuter avec le Japon du différend sur les Iles Kouriles, allant jusqu'à s'interroger sur l'opportunité « de la visite qu'il devait effectuer au Japon (le Monde du 27 juillet) ». « La visite doit avoir lieu », a finalement déclaré M. Gorbatchev, cité par l'agence Tass. Selon l'agence officielle, le président soviétique s'est dit prêt à discuter de « n'importe quelle question » avec les responsables nippons, « le principal [étant] qu'il ne devrait pas y avoir d'ultimatums et de conditions préalables, qui sont tout simplement humiliants pour deux nations telles que les nôtres ». — (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

CHILI  
Les prisonniers politiques pourraient être libérés avant la fin de l'année

Les prisonniers politiques emprisonnés au Chili sous le régime du général Pinochet pourraient être libérés avant la fin de l'année, a estimé vendredi 27 juillet, à Santiago, le ministre chilien de la justice, M. Francisco Cumplido. Près de 400 prisonniers politiques, pour la plupart de gauche, sont toujours incarcérés, certains sans jugement, sous l'accusation de subversion. La déclaration du ministre est intervenue après l'annonce de la fin de trois jours d'occupation pacifique de quatre prisons chiliennes par plus de 280 personnes proches de prisonniers politiques.

A l'issue d'entretiens, jeudi, avec les représentants des familles des prisonniers, le ministre de la justice et le député Andres Aylwin, frère du chef de l'Etat, les autorités se sont engagées à libérer dix personnes exécutées en public. Dix personnes accusées de meurtres, viols et vols ont été condamnées à mort et immédiatement exécutées, à Hohen, capitale de la Mongolie-Intérieure, a indiqué la presse du 24 juillet. « Plusieurs dizaines de milliers de personnes » avaient assisté le 19 juillet, au procès des « criminels » tchécoslovaques, pour l'exemple, dans un grand stade. — (AFP.)

gées à faire approuver une loi qui permettrait de libérer de nombreux prisonniers et réduirait les peines des autres. Cette loi devra être étudiée par les députés avant la semaine prochaine et avant un mois par le Sénat, où le gouvernement espère recueillir une majorité, malgré l'opposition des partis de droite. — (AFP.)

NIGERIA  
Quarante-deux militaires ont été fusillés

Quarante-deux militaires condamnés à mort par un tribunal militaire d'exception pour leur participation, le 22 avril dernier, à un coup d'Etat manqué contre le président Ibrahim Babangida ont été fusillés, vendredi 27 juillet. Neuf autres militaires ont été condamnés à différentes peines de prison. Le gouvernement a également mis à la retraite anticipée trente et une autres personnes présumées coupables d'avoir participé à la tentative de coup d'Etat. Le projet de putsch a été découvert pour la première fois en 1987, et les « comploteurs », parmi lesquels le commandant Gideon Orkar et deux autres hommes aujourd'hui en fuite, avaient été arrêtés puis relâchés, a-t-on indiqué officiellement. Les mêmes soldats s'étaient retrouvés en janvier dernier pour « conclure » leur projet. Toujours d'après la thèse officielle, le coup d'Etat avait été financé par l'homme d'affaires milliardaire Great Ovedje Ogburn. — (AFP.)



Le Monde exprime son admiration pour les accords de M...

## POLITIQUE

L'affaire de Port-Fréjus

## Le Conseil d'Etat donne tort à la municipalité de M. Léotard

Le Conseil d'Etat a rejeté, vendredi 27 juillet, la requête de la ville de Fréjus demandant l'annulation du jugement du 2 mai 1989 prononcé par le tribunal administratif de Nice qui avait invalidé la déclaration d'utilité publique du 4 juillet 1986 à l'origine du contentieux de Port-Fréjus. Cette décision rend de facto caduques les expropriations prononcées pour construire le port de plaisance dont la réalisation est contestée. Mais comme la ville de Fréjus bénéficie déjà d'une nouvelle déclaration d'utilité publique, la querelle est loin d'être close. Dans cette affaire, la municipalité dirigée par M. François Léotard est accusée d'avoir favorisé des intérêts privés sous couvert d'intérêt communal (le Monde daté 22-23 juillet).

La municipalité de Fréjus avait déposé une quadruple requête auprès de la haute juridiction administrative. Elle lui demandait non seulement d'annuler le jugement du tribunal administratif du 2 mai 1989 mais aussi de surseoir à l'exécution de ce jugement, de rejeter la demande présentée par l'Association de défense des quartiers de Fréjus, Fréjus-Plage, Villefray et Saint-Aygu, animée notamment par l'entrepreneur le plus déterminé à faire valoir ses droits de propriétaire originaire des terrains expropriés, M. René Espanol, et de condamner cette association à 8 000 francs de frais. Elle n'a obtenu aucune satisfaction.

Le Conseil d'Etat n'a pas repris à son compte tous les arguments du tribunal administratif, mais il a considéré, comme lui, que la déclaration préfectorale d'utilité publique en vertu de laquelle M. Espanol et plusieurs autres propriétaires des lieux avaient été expropriés était « intervenue à la suite d'une procédure irrégulière » et était, par conséquent, « entachée d'illégalité ». Sa décision ne paraît sanctionner, toutefois, qu'une erreur de procédure. Le Conseil d'Etat relève, en effet, que le dossier de la ville de Fréjus se référait à l'un des alinéas d'un article du code de l'expropriation (R.11-3) qui n'était pas, en l'occurrence, l'alinéa adéquat.

## « Un simple vice de forme »

Mise dans l'embarras par cette nouvelle décision, faisant suite à trois annulations de permis de construire par le même tribunal administratif de Nice, la mairie de Fréjus a rompu, dès vendredi après-midi 27 juillet, le silence qu'elle observait sur cette affaire. Elle a fait aussitôt une lecture très optimiste des considérations du Conseil d'Etat, qui, in fine, lui donne tort. Elle a ainsi exprimé sa « satisfaction » que ce jugement « n'ait pas mis en cause l'utilité publique d'un projet visant à réhabiliter un secteur urbain profondément dégradé ». Elle n'y a vu que la condamnation d'un « simple vice de procédure relatif aux modalités de l'enquête publique prescrite par le décret du 1959 ». Elle en a, sur le champ, tiré la conclusion que « la décision du Conseil d'Etat n'aura pas de conséquence pratique sur la poursuite de l'opération », en soulignant qu'elle a engagé l'an passé « une nouvelle procédure comportant

une enquête publique qui a eu lieu conformément à la procédure définie par le Conseil d'Etat », et en assurant que la nouvelle déclaration d'utilité publique, prise par le préfet le 7 décembre 1989, « a répondu, par avance, aux exigences de la loi ». Conclusion du cabinet de M. Léotard : « Le maire de Fréjus souligne que plus de 90 % des terrains nécessaires ont été acquis en accord avec les propriétaires ; que la Société d'économie mixte chargée de réaliser l'opération a aujourd'hui la propriété de tous les terrains ; que sur les dix permis de construire déjà délivrés seuls sept ont été annulés par le tribunal administratif du fait de l'annulation de la première déclaration d'utilité publique ; qu'ils ont été remplacés par de nouveaux permis accordés à la suite de la seconde opération d'utilité publique. Ainsi la sécurité juridique des opérateurs et des acquéreurs de logements se trouve-t-elle garantie ».

L'ennui, pour la municipalité de M. Léotard, c'est que les plaignants, M. Espanol et ses amis, qui ont naturellement saisi la justice sur les nouvelles procédures engagées, peuvent eux aussi, avec une égale assurance, se sentir confortés dans leur résistance. En ayant, en outre, le sentiment d'avoir la morale de leur côté dans une affaire où la force de l'autorité publique mise en œuvre par la municipalité a permis aux expropriés d'être les premiers bénéficiaires des expropriations en tant que promoteurs privés.

La préparation du budget de 1991

## M. Planchou (PS) : « Rien n'est arrêté »

M. Jean-Paul Planchou, député socialiste de Seine-et-Marne, a contesté, vendredi 27 juillet, qu'un accord soit intervenu entre les parlementaires de son groupe, le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances, lors de la réunion du mercredi 25 juillet consacrée, à l'Hôtel Matignon, à la préparation du budget de 1991 (le Monde du 27 juillet). « En lisant la presse, le lendemain, je me suis demandé par quel miracle j'avais été touché, pendant la nuit, par la grâce bégonnyenne, nous-a-t-il déclaré. Cette rencontre de Matignon a, en effet, donné lieu à des commentaires étonnants. En réalité, cette réunion n'a été qu'une décision prise en ce qui concerne les dépenses que les recettes. D'ici au début budgétaire d'autres échanges interviendront, ne serait-ce qu'aux prochaines semaines parlementaires. Certes, le volonte du gouvernement, comme l'a précisé le premier ministre, est d'affirmer une intervention dynamique de la puissance publique. Le groupe socialiste, de son côté, n'a pas manqué de souligner, par la voix de son président, l'exigence de maîtriser le poids des prélèvements obligatoires tout en procédant à une meilleure répartition de l'effort fiscal. Voilà des orientations qui doivent assurément déboucher sur un bon compromis. Mais à ce jour rien n'est arrêté : les élus socialistes, avant de se prononcer, auront à cœur de regarder attentivement l'effort réel fait en faveur des priorités retenues et des grands services publics, ce qui suppose, à mon sens, qu'au plan de la ressource fiscale le gouvernement refuse de s'engager dans la voie d'une paupérisation de l'Etat ».

A. R.

## COMMUNICATION

Un an de compétition entre télévisions

## Le lent déclin de la Cinq profite aux chaînes publiques

Sans apporter d'important bouleversement, l'analyse des audiences de la télévision depuis un an marque des tendances inquiétantes pour la Cinq, plus porteuse d'espoir pour les chaînes publiques, selon les chiffres publiés par Médiamétrie.

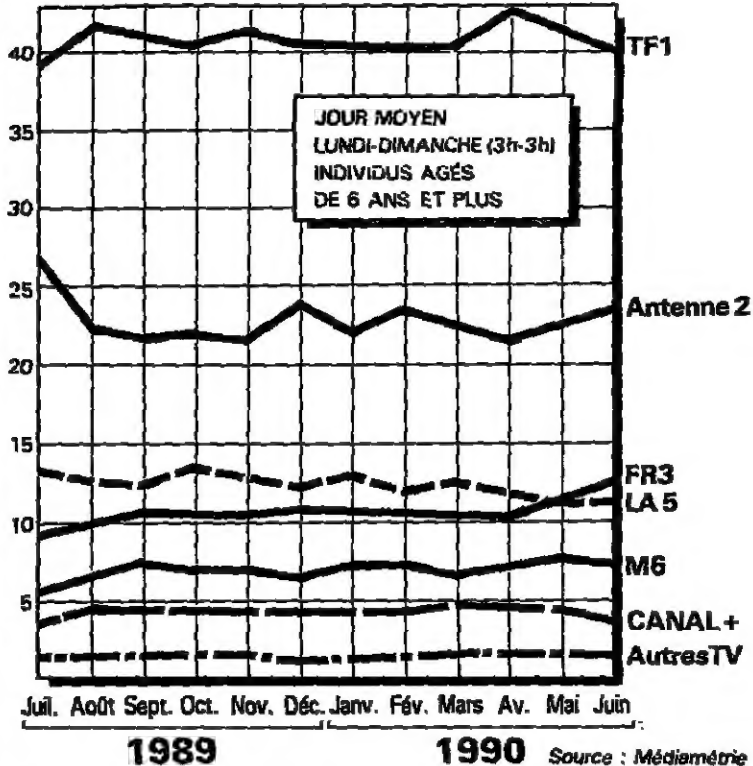
Alors que TF1, malgré un petit fléchissement, réussit toujours à se maintenir très au-dessus du lot et de la barre des 40 % de part d'audience en juillet 1989, elle est tombée à 31,4 % en juin dernier, son plus bas niveau depuis décembre 1988. Depuis le début de l'année, son audience cumulée comme sa durée d'écoute ont chuté, conséquence sans doute d'une programmation pauvre et d'un pari sur l'information qui est loin d'être payant en termes commerciaux.

Du coup, FR 3 en profite pour refaire son handicap, et,

depuis juin, la chaîne des régions est, avec 12,5 % du marché, de nouveau la troisième en France, place qu'elle avait perdue depuis juin 1988. Quant à Antenne 2, elle récupère aussi un peu du terrain perdu ces dernières années, passant de 21,9 % en janvier (quasiment son plus bas niveau absolu) à 23,4 % en juin. Au-delà des effets ponctuels de Roland-Garros et du Tour de France, qui profitent au secteur public, celui-ci semble donc avoir échappé à la spirale inexorable qui le marginalisait progressivement depuis la privatisation de TF1 et l'ascension des nouvelles chaînes. Reste que A 2 et FR 3, ensemble, sont encore à plus de quatre points derrière TF1. Et que si la Cinq est moins menaçante, en s'inscrivant durablement au-dessus de 7 % de part de marché, continue son implantation dans le paysage.

M. C. I.

Part d'audience en %



La société des journalistes de TF1 rappelle son attachement aux « principes déontologiques » de la profession. — A la suite de la polémique concernant un reportage sur les catacombes diffusé dans l'émission « 52 sur la Une » (le Monde du 25 juillet), la société des journalistes de TF1 estime que les principes déontologiques du journalisme ont toujours été respectés dans les émissions dépendant du service de l'information de TF1.

Mais elle souligne que d'autres émissions traitent d'information au sens large, comme « Ciel mon mardi », « Et si on se disait tout », ou justement « 52 sur la Une », dépendant d'autres unités de programme de la chaîne, ajoutant qu'elles ont « par conséquent, d'autres impératifs, d'autres contraintes et d'autres pratiques que celles dépendant de la direction de l'information ».

## CARNET DU Monde

## Décès

— Julie Bataille-Bellu, sa sœur, Nathalie Laguerre, Hortense Murjahn, ses tantes, et tous ses nombreux amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Michel BRASIER, née Catherine Sapho,

survenu le 20 juillet 1990, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 31 juillet, en l'église cathédrale Saint-Alexandre-Neviski, 12, rue Daru, Paris-8<sup>e</sup>, où l'on se réunira à 14 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Lucien-Guitry, 75020 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Hubert Chadenet, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Pascal Lebée, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Dominique Lebée, leurs enfants, beaux-enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Edmond LEBÉE, née France Dubail,

survenu le 25 juillet 1990.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont été célébrées dans l'intimité, le 28 juillet, à Mortevall (Oise).

CARNET DU MONDE  
Renseignements :  
40-65-29-94

— Eric Bernard a l'infinité douleur de faire part de la disparition brutale de son grand-père

Paul LÉPINE,

survenu le 15 juillet 1990, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Son incinération aura lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, le lundi 30 juillet, à 8 h 45.

13, rue Lecœur, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire.

— Richard et Annie Maugé, Et leurs enfants, Christiane, Laurent et Pierre, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MAUGÉ,

professeur de philosophie, officier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 24 juillet 1990.

Les obsèques seront célébrées le mardi 31 juillet, à l'amphithéâtre de l'hôpital Lariboisière, 41, boulevard de la Chapelle, Paris-10<sup>e</sup>, où l'on se réunira à 13 heures.

« Tu as délivré ton peuple. Avec amour avec puissance. Tu le conduis vers le saint pays que Tu lui destines »

Exode XV, 13.

1, rue de Béarn, 92210 Saint-Cloud.

## Anniversaires

— Le 30 juillet 1989, étaient tués dans un accident de la route

Isabelle,

de la part de Claude, Georgette et François BAUDET,

Pascal,

de la part de Sandrine FUSAT,

son épouse.

Que ceux qui les ont connus se souviennent.

## EN BREF

— M. Le Pen indésirable à Vichy. — M. Claude Malburet, maire UDF de Vichy (Allier), vient de refuser l'attribution d'une salle à M. Jean-Marie Le Pen, qui souhaitait organiser un meeting dans sa ville, le 15 août. L'ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme motive sa décision par « la très grande probabilité de troubles à l'ordre public ». Il évoque également « le risque de réaction dans une ville particulière au point de vue de l'histoire ». En avril M. Malburet s'était déjà opposé à la venue du président du Front national, désireux d'organiser une réunion le 29 septembre prochain, jour de l'une des plus importantes fêtes juives. Le FN qualifie de « stalinienne et d'atavisme aux libertés fondamentales » la décision de M. Malburet. — (Corresp.)

— M. Devedjian : l'UPF doit être « plus qu'un simple outil électoral ». — La confédération de l'opposition « doit être aujourd'hui plus qu'un comité où se retrouvent les représentants des états-majors des partis » et « plus qu'un simple outil électoral », estime M. Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, l'un des animateurs du mouvement Force unie. « L'UPF doit avoir un fonctionnement démocratique (...) et ne pas apparaître comme le condominium de deux présidents élus qui procèdent en fait à toutes les nominations », écrit-il dans la Lettre de la Force unie. M. Devedjian souhaite également que l'UPF ait « un prolongement départemental et local » et « un prolongement parlementaire ».

— La protection de la montagne : satisfaction des écologistes. — La

Fédération française des sociétés de protection de la nature a enregistré « avec une vive satisfaction » la décision du Conseil constitutionnel déclarant contraire à la loi fondamentale l'amendement parlementaire qui visait à autoriser les constructions immobilières au bord des lacs d'altitude (le Monde du 27 juillet). Elle se félicite de la détermination des associations qui ont pu parvenir à alerter en temps utile le Conseil constitutionnel et de la sagesse de ce dernier qui a ainsi mis en échec une manœuvre indigne d'un Etat de droit.

— M. Sarre répond à M. Waechter. — M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, a dénoncé, vendredi 27 juillet, à Nancy, le « procès instruit à la légère par M. Waechter », au sujet de l'opposition des éco-

gistes au projet d'installation d'une usine d'acide citrique près de Markolsheim (Bas-Rhin). Répliquant au point de vue du chef de file des Verts, M. Sarre a ajouté : « Que souhaite M. Waechter ? Que l'usine s'installe de l'autre côté du Rhin ? En fait, il se conduit en boutiqueur gérant son fond de commerce politique sans souci des réalités humaines de l'Alsace ». Le secrétaire d'Etat a souligné « l'importance que revêt l'implantation d'une usine du troisième producteur mondial d'acide citrique » (la firme autrichienne Jungbunzlauer) pour le port autonome de Strasbourg, qu'il considère comme un « outil déterminant pour la reconquête du fret sur le Rhin, la Saône et la Moselle ».

— Guadeloupe : décès du maire de Lamentin. — M. René Toribio, maire de Lamentin, ancien sénateur SFIQ de la Guadeloupe de 1959 à 1968, est décédé, vendredi 27 juillet, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

(Renseign. ancien résident et dirigeant local de la SFIQ, René Toribio avait été maire de Lamentin, commune proche de Pointe-à-Pitre, de 1945 à 1971 puis réélu à cette fonction lors des élections municipales de mai 1989. Elu de ce canton de 1967, il avait présidé le conseil général de la Guadeloupe de 1954 à 1958. Fondateur d'un Parti socialiste guadeloupéen (PSG) en 1972, après la scission de la fédération socialiste locale à la suite de la signature du programme commun PC-PS, il avait fait campagne pour M. François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1974. Il avait refusé de rejoindre la fédération socialiste lors de sa reconstitution, et maintenu l'existence nominale de son parti. C'est sous cette étiquette qu'il avait été réélu maire de Lamentin en mars 1989.)

— La Réunion : annulation confirmée. — Le Conseil d'Etat a confirmé, vendredi 27 juillet, l'annulation des résultats des élections municipales du 9 avril 1989 dans la commune de Sainte-Suzanne, à la Réunion, où le maire communiste sortant, M. Lucet Langenier, avait été proclamé réélu. Il a rejeté le recours déposé contre cette annulation prononcée par le tribunal administratif de Saint-Denis en juin 1989. Les élections d'avril 1989 avaient été organisées à la suite de la démission de vingt conseillers municipaux élus le 12 mars précédent. Le Conseil d'Etat note qu'il ressort de l'instruction que ces démissions « ont revêtu le caractère d'une manœuvre de nature à entacher d'irrégularité toutes les opérations qui en ont été la conséquence ». Dans cette commune, le premier tour des municipales, le 12 mars 1989, avait déjà donné lieu à des irrégularités : la liste arrivée en tête, dirigée par M. Axel Boucher (divers droite), avait été déclarée battue et ses adversaires, conduits par M. Langenier, proclamés élus.

## LIVRES POLITIQUES

« La politique, c'est de ton âge », assure Denis Langlois à l'enfant auquel il s'adresse, symboliquement. « C'est même de tous les âges parce que c'est tout simplement la vie... », ajoute-t-il.

Ainsi débute un petit manuel d'initiation intitulé : *La politique expliquée aux enfants et aux adultes*. L'ouvrage est illustré par Plantu, qui ponctue de ses impertinents dessins les explications de Denis Langlois sur le pouvoir, les partis, la presse, la police et la justice, les inégalités, etc. Explications simples, honnêtes, qui émanent, sans se cacher mais sans s'écarter, d'une sensibilité de gauche.

Denis Langlois insiste sur cette évidence : chacun d'entre nous s'exprime d'une manière ou d'une autre. L'homme sans opinion n'existe pas, de la même façon que tous les journaux sont « d'opinion ». Quoi de plus naturel ? « La politique c'est simplement la vie et celle des autres », reprend Denis Langlois. La façon dont les gens s'organisent pour vivre ensemble. Affirmer : moi, je ne fais pas de politique, c'est comme dire : moi, je ne respire pas.

Ces modestes conseils de citoyenneté permettront de répondre à la curiosité si déconcertante des enfants et, peut-être, de rafraîchir la mémoire défaillante ou désillusionnée de leurs parents. Car la politique repose effectivement sur ces bases simples que rappelle Denis Langlois, et qu'il ne faut ni ignorer ni rejeter.

Si les enfants veulent en savoir davantage, au point d'importuner leurs proches ou de les mettre en difficulté, on conseillera à ces derniers de renvoyer leurs charnents bourreaux à des ouvrages

## A divers niveaux de curiosité

plus coriaces que le précédent. Par exemple, la septième édition du classique qui est le *manuel Droit constitutionnel et institutions politiques*, de Claude Lacroix. Voilà de quoi occuper plusieurs après-midi pluvieuses ! Notons au passage que, dans sa partie internationale, cette nouvelle édition remplace à jour consacre l'instauration du multipartisme en URSS. Et précisons, si besoin en est, que cet ouvrage, au-delà de ses vertus didactiques, reste un solide outil de connaissance et de référence.

Connaissance du politique : sous ce titre, le Centre d'étude de la pensée politique (de l'Institut d'études politiques de Strasbourg) publie plusieurs contributions qui montrent combien le champ de la politique dépasse les limites qu'on lui fixe généralement car il déborde sur d'autres domaines (la psychanalyse, la philosophie, la logique, la rhétorique) en même temps qu'il marque de son influence certains outils de la pensée. Là encore il s'agit d'un ouvrage avant qu'il ne soit un livre de la politique telle qu'elle est vécue communément.

Celle-ci, on la retrouve, sous son pire jour qu'on ne saurait occulter, avec le témoignage d'un ancien collecteur de fonds du Parti socialiste. Jean Montaldo présente son témoin, Josua Giustiniani, et son récit-dossier, *Amnistie et fausses factures. Le racket politique*, en ces termes : « Après le gaullisme

ANDRÉ LAURENS

immobilier, puis le communisme des milliardaires rouges, voici venir le temps du socialisme d'affaires, avec, en toile de fond, le pire des maux dont une démocratie puisse souffrir : l'avilissement de la justice. L'accepter serait nous condamner », il ajoute : « Nous nous contentons, dans ce livre, de dire ce que la loi permet, laissant à l'autorité judiciaire — dans la mesure où elle veut bien se mobiliser — le soin de poursuivre plus loin ses investigations, dont il n'est pas malisé de deviner la conclusion. »

Ce que la loi permet de dire et ce que raconte Josua Giustiniani ne manque pas de surprendre. Le récit retranscrit du romanescque si la plupart des personnages cités n'étaient pas des personnalités connues, l'auteur, qui a mille à partir avec la justice pour ses activités financières frauduleuses, n'entend pas se présenter seul devant elle, tandis que d'autres seraient amnistiés. Cette politique-là n'est pas de celle qu'il convient de raconter aux enfants, sauf si, à la fin de l'histoire, triomphe la morale, comme l'exige une saine tradition.

► *La Politique expliquée aux enfants et aux adultes*, de Denis Langlois (et Plantu). Enfance heureuse, 115 pages, 55 F.

► *Droit constitutionnel et institutions politiques*, de Claude Lacroix. Litec, 686 pages, 220 F.

► *Connaissance du politique*, sous la direction de Gérard Duprat. PUF, 298 pages, 188 F.

► *Amnistie et fausses factures. Le racket politique*, de Josua Giustiniani. Albin Michel, 266 pages, 95 F.

50 من الاموال



حکومتی اہل

## SOCIÉTÉ

### ENVIRONNEMENT

#### Les déboires de M<sup>me</sup> Francine Gomez au Grau-du-Roi

### « Pour trois rangées de parpaings... »

Parce qu'elle a entrepris, sans permis de construire, des travaux d'agrandissement d'un hôtel de luxe dans le site classé de l'Espiguette, près du Grau-du-Roi (Gard), M<sup>me</sup> Francine Gomez fait l'objet de poursuites judiciaires et administratives. Pour sa défense, elle invoque un environnement politique hostile.

#### LE GRAU-DU-ROI

de notre envoyé spécial

« J'ai toujours tout fait sérieusement. » M<sup>me</sup> Francine Gomez, ex-PDG de Waterman, ex-candidate et tête de liste aux élections européennes de 1984, est on ne peut plus modeste. Mais le sérieux dont elle se targue a dû échapper à la Commission des sites du Gard, qui fait feu de tout bois contre sa Datcha des sables, hôtel haut de gamme (onze chambres), et son restaurant, la Datcha du gardien, le tout bordé par deux kilomètres de plage vierge. Mais si M<sup>me</sup> Gomez pouvait retaper comme elle l'entendait les vieilles bâtisses de la ferme camarguaise accrochée au sable du domaine, il lui fallait demander un permis

de construire pour les nouvelles dépendances : sept chambres supplémentaires (210 mètres carrés) et le logement du gardien (83 mètres carrés). Ce qu'elle a négligé de faire.

Dès novembre 1989, M. Etienne Mourrut, maire du Grau-du-Roi, s'empresse d'intervenir et dresse deux procès-verbaux pour absence de permis de construire. Puis, en février 1990, les travaux n'ayant toujours pas cessé, c'est l'escalade : les escaliers sont apposés sur les premiers parpaings de quatre chambres. Le maire sur le cœur, le maire du village explique : « Elle m'a obligé à faire mon devoir de maire, mais je n'ai aucun compte à régler avec elle ». Il y a cependant entre M. Mourrut et M<sup>me</sup> Gomez un contentieux qui remonte aux élections régionales de 1986, quand le maire du Grau-du-Roi est exclu du RPR pour avoir refusé de céder sa place de tête de liste à « Mme Waterman », parachutée par M. Jacques Chirac (M. Etienne Mourrut sera finalement élu sur la liste de M. Jean Bousquet, le maire, apparenté UDF, de Nîmes).

#### « L'inflexibilité » de M. Lalonde

A la Direction régionale de l'architecture et de l'environnement, on ne reste pas non plus impassible devant les déclarations infirmées au site de l'Espiguette, la loi du 2 mai 1930 interdisant toute modification de l'état des lieux d'un site classé. Outre les nouveaux bâtiments, sont également incriminés le parking créé à l'entrée de la Datcha des sables, et, surtout, la piste qui mène au bord de mer, véritable balafre au milieu du domaine, à l'intention des « princes du désert qui circu-

lent en 4x4 » et séjournent chez M<sup>me</sup> Gomez. Le portail d'entrée du domaine, enfin, « véritable portail de bungalow de banlieue », est consigné dans le rapport de M. Alain Vallette-Vialard, directeur adjoint de la DRAE.

Au total aujourd'hui, pas moins de dix procès-verbaux se trouvent sur le bureau du procureur de la République de Nîmes. Parallèlement à cette procédure judiciaire, la Commission des sites du Gard, saisie du rapport de la DRAE, a rendu fin juin un avis défavorable à la régularisation du dossier du domaine de la Capelude. Seul le ministère de l'environnement pourrait désormais encore gèler le processus judiciaire, en déjouant la commission des sites du Gard, mais la déclaration de M. Brice Lalonde, le 11 juillet, rend cette hypothèse très improbable : « Ce qu'a fait cette dame est illégal et inadmissible, et j'espère bien qu'elle sera condamnée », a lancé le secrétaire d'Etat à l'environnement. Elle doit savoir respecter les lois. Je suis là pour protéger les littoraux, les sites classés et les paysages. Je serai inflexible et je demanderai la justice de l'être ».

Mais M<sup>me</sup> Gomez, visiblement, ne veut pas être un deuxième Jacky Setton, le PDG de Pionier, condamné le 3 février à démolir le port privé qu'il s'était fait aménager, sans permis de construire, sur l'île de Cavallo, en Corse. « Si l'on vient abattre, je serai là, avec un fusil à pompe », affirme-t-elle, le sourire aux lèvres. « Il s'agit tout simplement d'un règlement de comptes politiques. Tout cela n'est qu'un mauvais procès pour trois rangées de parpaings ». Si la Datcha des sables n'est pas le projet pharaonique décrit par certains, la Camargue accepte mal le désinvolte affirmé par M<sup>me</sup> Gomez.

Au Grau-du-Roi, « la par-

sienne » est l'objet de toutes les rancœurs. Dans une région affamée d'enclosures, de courses laïques et de corridas, elle est opposée à la mise à mort des taureaux. Dans une Camargue où la chasse est plus qu'une tradition, mais un véritable mode de vie, elle refuse l'acchès de ses 200 hectares de garrigue aux fusils locaux. Enfin, en interdisant l'entrée sur son domaine de la Capelude, elle avait barré l'accès à la mer à de nombreux pêcheurs de tellines, ces petits coquillages nichés sous le sable, en bordure de rivage. Mais ce dernier affront aux coutumes locales est réparé aujourd'hui, après un gentilhomme's agreement intervenu entre les deux parties.

Avec la Commission départementale des sites, en revanche, aucun accord ne s'est concrétisé. Et, pour beaucoup en Camargue, c'est cette inflexibilité qui aurait provoqué le départ avec fracas de M<sup>me</sup> Gomez, le 2 juillet, de la majorité de droite du conseil régional afin de trouver à gauche des alliés plus compréhensifs. A la Datcha des sables, on dément : « Si je quitte la majorité au conseil régional, c'est pour dénoncer les déclarations de personnes comme Jacques Blanc (le président), et les accords passés avec le Front national. Si cette prétendue « affaire » a éclaté au lendemain du 2 juillet, c'est parce qu'ils veulent me briser pour les avoir lâchés. Mais je suis une journaliste, qu'au boutiste. Je ne vais pas abandonner ». Les électeurs du Grau-du-Roi pourraient d'ailleurs bientôt être les arbitres de cet affrontement entre : M<sup>me</sup> Francine Gomez se déclare en effet prête à défer le maire sur son propre terrain, lors des prochaines cantonales.

OLIVIER LUCAZEAU

### ÉDUCATION

#### Un arrêt du Conseil d'Etat

### Le transfert des classes du samedi au mercredi est du seul ressort du ministre

Seul le ministre de l'éducation nationale et non ses représentants locaux, détiennent le pouvoir de transférer les classes du samedi au mercredi matin, et de fixer le jour d'interruption hebdomadaire des cours. Tel est le sens de l'arrêt du Conseil d'Etat rendu public vendredi 27 juillet, qui marque une étape importante dans la « guerre du catéchisme », qui oppose les parents désireux de profiter en famille d'un samedi complet (et donc de transférer les classes du samedi matin au mercredi), à l'Eglise catholique qui défend le principe du congé du mercredi, jour du catéchisme, au nom de la liberté de donner une éducation religieuse aux enfants.

L'origine de l'affaire remonte à 1987, lorsque l'inspecteur d'académie du Cher avait, après consultation positive des intéressés, décidé d'expérimenter la semaine anglaise dans trois écoles primaires et deux écoles maternelles de Bourges à compter de la rentrée de septembre. Saisi par Mgr Pierre Planteau, archevêque de Bourges et président de la commission épiscopale de l'enseignement religieux, le tribunal administratif d'Orléans annula en juin 1988 la décision de l'inspecteur d'académie, jugement qui se trouve aujourd'hui confirmé par l'arrêt du Conseil d'Etat, saisi en appel par le ministre de l'éducation nationale. Non

seulement le ministre de l'éducation nationale et non ses représentants d'académie le pouvoir de déroger aux dispositions de l'arrêt de 1972 qui fixe au mercredi le jour d'interruption des classes primaires, interruption dont le principe est posé par la loi Jules Ferry de 1882, mais les juges, statuant sur le fond, avaient été jusqu'à affirmer la « seule constitutionnelle » de ce principe.

Le Conseil d'Etat, lui, n'est pas si audacieux : « sans se prononcer sur le fond », il se contente d'insérer dans le décret du 13 mai 1985 sur les aménagements d'horaires : « à moins qu'un texte législatif ou réglementaire ne vienne modifier l'ordre des compétences, le choix du jour de repos hebdomadaire demeure donc de la responsabilité du ministre ».

Le Conseil d'Etat renvoie donc la « guerre du catéchisme » dans le champ politique. M. Jospin, qui avait annoncé en février que l'organisation de la semaine scolaire serait décidée à l'échelon local à partir de 1991, y a renoncé depuis sous la pression des évêques. Le 30 juin à Montauban, il déclarait ne pas vouloir « imposer de changement brutal » et affirmait que la liberté dans l'organisation de la semaine scolaire « doit absolument s'accompagner de garanties nationales, notamment pour la cathédrale ».

Ph. Be.

### SÉCURITÉ ROUTIÈRE

### La ceinture à l'arrière sera obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> décembre

Un arrêté, signé des ministres des transports et de l'intérieur et du secrétaire d'Etat aux transports routiers, publié au Journal officiel du vendredi 27 juillet, impose l'usage de la ceinture de sécurité à l'arrière des automobiles à partir du 1<sup>er</sup> décembre prochain, sauf pour les adultes et les enfants dont la taille ne permet pas cette utilisation ou pour les enfants de moins de dix ans protégés par un dispositif spécial. M. Georges Sarre,

secrétaire d'Etat, a estimé vendredi que cette mesure pouvait sauver 400 vies par an.

Selon lui, l'augmentation du nombre de morts lors d'accidents de la circulation (+ 3,4 % sur le premier semestre par rapport à la période correspondante de 1989) alors que le nombre d'accidents avait diminué de 3,4 % est en partie imputable à la négligence du port de la ceinture de sécurité.

#### La presse américaine face aux viol

### Les silences de Central Park

#### NEW-YORK

de notre correspondant

Depuis un mois, l'horreur le dispute à l'insoutenable. Chaque jour, la presse et la télévision, omniprésente à ce qui apparaît comme un des grands procès dont New-York a le secret, détaillent minutieusement - professionnellement, diront certains - la façon dont elle a été attaquée dans la soirée du 19 avril 1989, sauvagement battue, violée après s'être farouchement défendue et laissée pour morte dans les fourrés de Central Park après avoir perdu les deux tiers de son sang.

Faisant surenchère de révélations, les trois tabloïds qui se disputent le lectorat populaire de la ville, relayés par les chaînes locales de télévision, s'attachent à la personnalité des inculpés - deux Noirs et un Hispanique, âgés de quatorze et quinze ans - et aux motifs qui ont conduit une bande de trente-trois gamins, venus du quartier voisin de Harlem, à s'en prendre d'abord à une dizaine de personnes, rencontrées au hasard de leur expédition, avant de permettre à six d'entre eux de s'acharner sur leur victime.

Depuis trois semaines, on sait tout sur cette dernière. Son âge au moment des faits (vingt-neuf ans), ses origines (la région de Pittsburgh, en Pennsylvanie), ses études (l'université de Yale), sa profession (cadre chez Salomon Brothers) et sa passion pour le jogging qui la conduisait plusieurs fois par semaine dans les allées du parc, souvent tard le soir. On sait tout, sauf une chose : son identité. Aucune photo d'elle dans la presse, aucune caméra autorisée à la filmer dans la salle d'audience où elle est apparue pour la première fois le 16 juillet. Une fois n'est pas coutume, en dépit de la dure concurrence qu'il a livrée pour la chasse

au sensationnel, les médias new-yorkais ont accepté de se plier à une règle non écrite, celle de ne pas désigner à l'opinion les victimes de crimes sexuels.

Seuls deux organes ont rompu le silence après le viol de cette jeune femme que l'opinion publique ne connaît que sous le nom de « la joggeuse de Central Park ». La chaîne locale WNCN-TV, qui s'est excusée par la suite auprès des ses téléspectateurs, et le Amsterdam News, un hebdomadaire de la communauté noire, considéré comme radical. Celui-ci a fait de cette affaire un cas exemplaire pour dénoncer, à sa façon, les tensions raciales qui empoisonnent en ce moment les relations entre les diverses communautés à New-York.

#### Fleurs anonymes

Pour le directeur de ce journal, si la presse cache l'identité et le visage de la « joggeuse », c'est parce qu'il s'agit d'une « golden girl » de Wall Street et, qui plus est, parce qu'elle est blanche. Il cite le cas de cette femme noire violée sur les « jets » de Harlem : deux jours après le drame de Central Park et dans la presse, affirme-t-il, a révéillé le nom ; tout comme la police.

Comme à l'occasion d'autres récents procès à sensation, eux aussi transformés en cascade de résonance ethnique, des membres de la communauté noire ont cherché à nier l'évidence. Et à dénoncer le « complot ». Régulièrement, des dizaines de manifestants viennent crier le nom de la victime autour du tribunal. Pendant ce temps, chaque jour, des mains anonymes viennent déposer des bouquets de fleurs à l'endroit où elle a été agressée. Sur l'herbe, une pancarte. Pas de nom, bien sûr. Mais une mention : « A notre joggeuse. Pour son courage... ».

SERGE MARTY

### TÉMOIGNAGE

#### Les mineurs délinquants

Après la publication dans le Monde du 25 juillet d'un article de Nathaniel Herzberg intitulé « Ces « incassables » qui désespèrent juges et éducateurs », et consacré aux problèmes des adolescents délinquants multirécidivistes, M<sup>me</sup> Marielle Luxardo, juge des enfants au tribunal de grande instance du Havre, nous écrit :

Je désire exprimer publiquement ma plus profonde désapprobation à l'égard d'un responsable éducatif qui aurait affirmé que le juge serait l'entier responsable de l'échec d'Oliver, ce jeune Havrais en grande difficulté, incarcéré alors qu'il n'avait que quatorze ans.

Outre le fait que le juge dispose d'un pouvoir bien plus modeste, qui ne lui permet pas de revendiquer les réussites ou les échecs des jeunes en difficulté dont il a la charge, je trouve infiniment regrettable que la compétence des juges et de la justice soit encore une fois mise en cause alors que nous sommes confrontés, dans le cas d'Oliver, à un problème humain extrêmement complexe. Ces propos réducteurs sont d'ailleurs plus pénibles lorsqu'ils proviennent d'un responsable éducatif, partenaire privilégié de la justice.

Aussi, à tous ceux qui veulent se rassurer en apportant une explication rationnelle à ce qu'ils qualifient d'échec, je souhaiterais répondre qu'effectivement tout n'a pas été fait pour Oliver parce que nous tous, juges, éducateurs, psychologues et tous autres intervenants institutionnels, école, patron, avocats, nous avons tous fait tout ce que nous avons pu pour faire tout ce que nous pouvons. Oliver ne doit pas être considéré comme un échec parce que ses échecs ne sont que provisoires. Il est sorti de prison et notre travail d'accompagnement doit se poursuivre.

### SPORTS

FOOTBALL : Marseille s'impose à Metz 2-0. L'Olympique de Marseille a battu le FC Metz sur le score de 2 à 0, vendredi 27 juillet à Metz, dans un match avancé de la deuxième journée de première division, grâce à deux buts, de Stojkovic sur coup franc (65 minutes) et Papin sur penalty (65 minutes).

### EN BREF

Trois jeunes gens inculpés de violation de sépultures à Marseille. - Trois jeunes gens, dont deux mineurs, ont été inculpés vendredi 27 juillet de violation de sépultures et de vol pour avoir dégradé une quarantaine de tombes dans un cimetière de Marseille (le Monde des 27 et 28 juillet). Le plus âgé a été écroué alors que les deux mineurs ont été laissés en liberté sous contrôle judiciaire. Interrogés par les enquêteurs du SRPJ de Montpellier, chargé de l'enquête sur la profanation du cimetière de Carpentras, les jeunes gens ont été mis hors de cause dans cette affaire.

Inculpation après le meurtre d'un immigré en Corse. - Un agriculteur de Serra-di-Scopamène, âgé de soixante et un ans, a été inculpé de meurtre et tentative de meurtre après qu'il a reconnu avoir tiré des coups de feu tuant un mason tunisien et blessant son passager jeudi 26 juillet sur une route près de Sartène (Corse-du-Sud). L'agriculteur, qui avait embauché les deux hommes, a expliqué les avoir suivis après une dispute et avoir fait feu sur leur voiture (le Monde du 28 juillet). Tjani Tabli, trente-sept ans est décédé à l'hôpital d'Ajaccio.

Un convoyeur de fonds tué près de Lyon. - Un convoyeur de fonds de la société Transval a été tué et un autre grièvement blessé lors de l'attaque de leur fourgon, vendredi 27 juillet, à Eculluy, dans la banlieue nord de Lyon (nos dernières éditions du 28 juillet). Les malfrats ont fait feu au moment où les transporteurs de fonds descendaient de leur véhicule garé devant la succursale de la Caisse d'épargne. L'agent qui tenait un sac contenant des fonds évalués entre 50 000 francs et 100 000 francs a été tué. Les agresseurs se sont enfuis dans une voiture blanche par une bretelle d'accès à l'autoroute.

Une dix-septième inculpation dans le trafic d'armes entre le Liban et la France. - Bruno Saccamano, vingt-neuf ans, membre du « gang des Alpes du Sud », écroué pour assassinat et tentative d'assassinat après le démantèlement de cette bande soupçonnée de plusieurs meurtres et hold-up, a été

inculpé d'infraction à la législation sur les armes et association de malfaiteurs par le juge marseillais Patrick Ardid, chargé du dossier du trafic d'armes de guerre entre le Liban et la France. C'est la dix-septième inculpation dans cette affaire.

Deux adolescents écrasés par une benne à ordures. - Un garçon de treize ans et une adolescente de seize ans ont été tués vendredi 27 juillet par une benne à ordures qui reculait sur la décharge publique du Bois de l'Aumône à Lezoux, à une dizaine de kilomètres de Clermont-Ferrand (Fuy-de-Dôme). Une jeune fille de dix-sept ans a également été grièvement blessée. Les jeunes gens, trois jeunes tiganes d'un campement itinérant, se trouvaient à proximité d'une bascule qui sert à peser les camions pour déterminer le poids

des marchandises déchargées. Ils étaient venus récupérer chiffons et métaux non ferreux. Le conducteur de la benne, un employé municipal de la commune de Clerzat, ne pouvait pas les voir, selon les premières constatations des gendarmes.

Veto du gouverneur de Louisiane à une loi interdisant l'avortement. - Le gouverneur démocrate de Louisiane, M. Buddy Roemer, a mis, vendredi 27 juillet, son veto à une loi de cet Etat qui aurait été la plus restrictive du pays sur l'avortement (le Monde du 30 juin). Ce texte interdisait l'interruption volontaire de grossesse, sauf en cas de danger pour la vie de la mère, d'inceste ou de viol. Il estimait que les dispositions de cette loi étaient « insatisfaisantes », en particulier celle stipulant que le viol doit être déclaré dans les sept jours. - (AFP).

### CORRESPONDANCE

### Alvityl et l'équilibre vitaminique

Après la publication, dans le Monde du 1<sup>er</sup> août 1989, d'un article intitulé « Médicaments : publicité à l'afrique », nous avons reçu de M. J.-F. Yaker, pharmacien des Laboratoires de thérapeutique moderne, LTM, le droit de réponse suivant :

L'alimentation moderne, bien que variée et abondante, peut être déficiente dans l'apport quotidien de certains éléments, en particulier les vitamines, indispensables au fonctionnement de l'organisme. En effet, les déficiences vitaminiques sont plus fréquentes qu'on ne le croit, y compris chez les sujets en bonne santé apparente, et peuvent être à l'origine de troubles organiques et physiologiques plus ou moins graves.

La réponse logique à la carence, c'est la prise régulière d'une association équilibrée de polyvitamines en complément des conseils nutritionnels, polyvitamines qui sont des médicaments et non pas des friandises ni des fortifiants.

Alvityl, médicament mis au point et développé par les Laboratoires de thérapeutique moderne, LTM, par son association complète et équilibrée en vitamines apporte une réponse thérapeutique particu-

lièrement adaptée aux états carenciels provoqués par : des régimes alimentaires déséquilibrés ou restrictifs ; une malabsorption digestive ; des états d'alcoolisme chronique.

Alvityl est également utile chez les sujets non carencés d'apport dans le traitement symptomatique de l'asthénie fonctionnelle. En effet, Alvityl est composé de 12 vitamines essentielles : vitamines A : vitamines B1, B2, B5, B6, B8, B9 (dragees), B12 ; vitamine C ; vitamine D3 ; vitamine E ; vitamine PP.

D'autre part, Alvityl a l'avantage de se présenter sous deux formes : dragees et sirop. Si Alvityl dragees s'adresse plus particulièrement à la population active, Alvityl sirop s'adapte parfaitement aux deux extrêmes de la vie : les enfants bien évidemment, mais aussi les personnes âgées qui sont souvent polymédicamentées ou qui ont du mal à avaler.

Ainsi, Alvityl chez l'enfant, chez l'adulte et chez le vieillard assure un potentiel vitaminique équilibré et combat les carences alimentaires et vitamines que l'on peut rencontrer dans tous les modes et à tous les stades de la vie.



# CULTURE

Avignon 90

## Regard

Ce regard est celui du maître. Ce regard secret qui laisse deviner le sourire, ce regard clair qui ne laisse rien échapper est donc celui d'Alain Crombecque. Silencieusement il surveille et règne, construisant l'avenir, rêvant des destinées d'Avignon. Le Festival va s'interrompre pour un an, le compte à rebours est commencé, le temps des bilans est arrivé, le nombre de spectateurs a augmenté, le programme de 1991 est pratiquement bouclé. Alain Crombecque dit qu'il est serein et se ronge les ongles.



MARC ENGBERAND

## Avignon, capitale

Aux derniers jours du Festival, la question se pose : que faire de plus ? Réponse : des activités permanentes !

### AVIGNON

de notre envoyée spéciale

A la fin de chaque Festival, il faut bien tenter de dresser un bilan. On peut juste donner des résultats qu'il est trop tôt pour analyser. D'une année sur l'autre ils se ressemblent, avec quelques variations de chiffres. L'arrivée des spectateurs s'est concentrée sur une dizaine de jours. Réduire la durée est impensable. Le public attend beaucoup d'Avignon. En qualité et en quantité. Seulement, aller au-delà d'une petite vingtaine de représentations simultanées ne serait plus contrôlable.

1990 a été faste, avec un nombre d'entrées qui oscille entre 145 000 et 150 000, grâce notamment aux deux spectacles «porteurs» : le

Songe d'une nuit d'été, qui se poursuit jusqu'au 1<sup>er</sup> août, et les Fourberies de Scapin, qui ont fait exploser la jauge de la Cour d'honneur. On n'a pas toujours un classique bien aimé des spectateurs, avec une star qui est aussi un enfant du pays. En 1991, la Cour joue davantage le rôle que avec les Comédies barbares de Valle-Inclán, spectacle en deux soirées mis en scène par Jorge Lavelli, puis le chorégraphe William Forsythe - grâce au Châtelet qui le prend en résidence. Enfin, les projections de grands films muets accompagnées d'un orchestre symphonique vont reprendre, avec la Salammbô de Meringon, donnée pour la première fois en 1925 au Palais-Garnier en séance spéciale.

De toute façon, le succès n'est

jamais à coup sûr là où on l'attend. L'opération Ramayana n'était pas évidente. Certains avaient conseillé à Alain Crombecque, directeur du festival, de jouer modeste. Il a préféré faire venir un ensemble, monter les interprétations de plusieurs pays, confier des formes différentes. Il a eu raison, le ballet de cour de Java comme les marionnettes à fil ont fait le plein, les danseurs de Bali doivent tourner en France et donner quarante-trois représentations.

### Le prestige et les surprises

A côté des grosses machines de prestige, Alain Crombecque privilégie les «petites formes» comme la

trilogie de Jean-Marie Patte ou Dido Lykoudis - Io en grec ancien - Un prénom d'archiduc, d'après Ramuz, les programmes de films rares qui d'année en année retracent la naissance du cinéma. Ces spectacles se donnent pour un nombre limité de spectateurs, et n'entrent pas pour beaucoup dans le décompte des entrées, mais sont au moins aussi importants que les autres.

Finalement, la surprise est venue de Royal de Luxe qui a ramené trois mille personnes et aurait doublé ou triplé la mise si la Véritable Histoire de France avait pu accepter d'être spectacle de rue. Autre réussite imprévue, O douce nuit, le spectacle de Kantor avec ses stapes. Ce type de proposition porte les espoirs d'Alain Crombecque.

Tout comme le projet d'aménagement de l'hospice Saint-Louis pour y installer un Centre international du théâtre. Il souhaite développer de façon permanente les activités pédagogiques autour du Festival, le prolonger, faire d'Avignon une capitale internationale du théâtre.

Il retrouve ainsi la ligne de son prédécesseur, Bernard Faivre d'Arzier, directeur du théâtre au ministère de la culture, et qui a d'ailleurs négocié l'augmentation des subventions de la part de l'Etat et de la ville. Il trouve également l'accord de la municipalité, avec qui les relations ont été tendues l'an dernier. «Par maladresse de ma part, reconnaît Alain Crombecque. J'ai essayé de ne plus me replier sur moi, j'ai écouté les reproches. Je suis allé dans

des quartiers excentrés, j'ai entendu des jeunes. J'ai vu qu'un jour les portes dans les murailles seraient fermées pour eux... Je pense collaborer avec les travailleurs sociaux. Il ne s'agit pas de démagogie, mais d'ouverture. Si on veut utiliser à plein le potentiel d'Avignon, coopérer efficacement avec la Charente et le Centre Acanthes, faire venir des artistes qui s'installent pendant quelques semaines, on a beaucoup à faire, aménager des lieux, organiser l'intendance. La municipalité est d'accord.»

Le contrat d'Alain Crombecque le conduit jusqu'en 1992. Que fera-t-il alors ? Il n'en dit pas un mot.

COLETTE GODARD

## MODE

### Yves Saint Laurent : à fleur de peau

Une énigme moderne : comment concilier la permanence et la surprise, la fidélité à soi-même, à sa maison et l'envie d'aller toujours plus loin dans l'épure ? Voilà près de trente ans qu'Yves Saint Laurent joue le jeu : être le même et le différent à chaque fois. Car hiver, tout est dans la poche ou plutôt dans la nouvelle aisance de ses manteaux aux courbes circulaires qui se prolongent jusqu'à la manche. Façon qu'a le maître d'aimer encore et toujours ses modèles, tel Balenciaga, l'architecte des manteaux Kabuki pour donner le meilleur de lui-même. Car les couleurs éclatent, rouges et violets, dorés et blancs, sable, marbrés lumineux. Car l'équilibre dans la construction au millimètre riment ici avec la plus grande simplicité.

Une saison féminine, à fleur de peau, thème cher à Yves Saint Laurent depuis sa première collection africaine, en 1967, annoncée ici par un tailleur pantalon à boutons d'éclat, un ensemble de pyjama et sa blouse de mousseline tigrée, et puis cette robe de paillettes brodée panthère. Il y a des accessoires qui ensorcellent : gris-gris de strass, ces dorés géants plantés comme des fleches dans les chignons. Le vertige se retrouve plus difficilement sur les garnitures de guipure, les flocs de chantilly, les «coquetteries à noeuds, un seul smoking sur cent trente sept modèles.

Loin des amantes inquiètes, l'émotion naît ici et là dans le silence noir d'une cape en gaze, dans les drapés de satin et puis dans ces jeux de fantaisie et d'asymétries, ces échantillons, ces décolletés secrets qui mettent en valeur innocemment la naissance d'une hanche, le rebondi d'un sein, le mouvement des jambes, une chute de reins. Les mousselines colorées se fondent autour des corps, s'enroulent sans faire de noeuds. Sur une robe, un fourreau de velours noir dessiné les courbes d'un côté et de l'autre. C'est un saut, quand elles marchent, les femmes ont l'abandon et l'air des amoureuses.

Rendez-vous biennal (janvier et juillet), la couture et ses vingt-deux défilés en cinq jours draine un autre public plus mondain que celui du prêt-à-porter (mars et octobre à la Cour carrée du Louvre). On s'habille, on se poudre : robes à pois, tailleurs trois-quarts et sacs à bandoulière dorée, les belles Américaines de Park Avenue continuent de porter des bas noirs malgré la canicule.

C'est toute une ambiance remplie de petits fous et de visions désuètes : chez Balmain, une grosse dame étend son ventilateur de poche pour rafraîchir la collection grand défilé d'Eric Mortensen (dont on apprendrait, deux jours après le défilé, la succession par Hervé Pierre, son assistant âgé de vingt-quatre ans) ; chez Dior, Ivana Trump, baby-doll orange et blonde, et son amie, bonbon jaune citron et violet, irradiant sous les flashes des photographes.

Les collections reflètent la bataille financière que se livrent les nouveaux entrepreneurs de la couture comme Arnaud (Dior), Lacroix, Chevalier (Balmain), Racamier (Lanvin). Elle justifie les stratégies assez agressives de cette saison : les tendances ont des allures de recettes. Tout consiste à débarrasser ses mannequins parmi les «top models» empruntés aux créateurs comme Thierry Mugler.

Il s'agit également de dévoiler les jambes au maximum, de raccourcir à tout prix même si on alourdit le reste de parures, de chichis, raccourcir pour se donner un air de jeunesse, argument d'une parution dans un magazine de mode aujourd'hui. Attitude dont s'abstiennent d'ailleurs les plus modernes, attentifs à l'époque : ainsi l'a prouvé pour le jour Gianfranco Ferré chez Dior, avec ses beaux tailleurs d'ottoman, ses trench en cachemire camel coupés pour des femmes susceptibles d'exister en marge du prêt-à-photo-graphier.

L'important est également de défendre, à la veille de l'Exposition universelle de 1992, le concept de patrimoine. Ainsi, à côté de luthiers allemands, de souffleurs de verre italiens, le brodeur parisien Lesage vient d'être choisi par la Communauté euro-

## Femmes fin de siècle

Après cinq jours de défilés hiver 1990-1991 Haute Couture conclus par un Dé d'or à Claude Montana chez Lanvin, le patrimoine, l'art et l'histoire restent des valeurs sûres

peenne comme représentant de l'artisanat de luxe en France. Un film produit à cette occasion sera présenté à la fin de l'année au président de la République et montré en 1992 à Séville.

Sur les traces de la maison Saint Laurent, la première à constituer un musée pour les modèles de couture, chacun s'attache aujourd'hui à redorer son histoire, à retrouver les codes qui ont alimenté le succès et la notoriété de la marque à l'étranger.

### Opéra bouffe

Coïncidence : les premiers résultats de l'enquête réalisée dans le cadre du Lander image power survey 1990 auprès de 1 500 consommateurs d'Europe de l'Est

(Hongrie, Pologne, URSS) viennent de paraître : en termes d'estime et de familiarité, Christian Dior, Pierre Cardin, Chanel figurent dans le peloton de tête des 400 marques soumises au questionnaire. Retour à Paris. Pour mettre en scène les nouvelles montres «Mademoiselle», Chanel Joaillerie avait même reconstitué la suite 302 de Coco au Ritz : des tapis de Béatrice et de Coteau, paravent en laque de Coromandel, photos d'Hoyningen Huene, lit tapissé, tentures de taffetas crème et même faux mégal taché de rouge à lèvres dans le cendrier.

Dans son défilé Karl Lagerfeld pousse le stylisme jusqu'au kitsch en criant ses silhouettes mini-maxi de pierrieres, de camélias, de cabochons. Les cuissardes (de

weed, de daim ou de satin) escaladent les jambes du matin au soir. Les Parisiennes de Kiraz tombent dans la fosse d'orchestre d'un vilain opéra bouffe.

Fétichisme ? En cette fin de siècle, l'histoire demeure encore la grande muse, même si les écarts temporels se resserrent : voir le nombre de combinaisons lingerie et de plumes Années folles cette saison. Le substitut culturel c'est l'art ou plutôt son succès médiatique qu'on célèbre dans un déluge de robes tableaux.

### «La mode meurt jeune»

Réquisitionnant le Ritz pour son défilé et le photographe Herb Ritts (pour son catalogue), le Milanais Gianni Versace conçoit ses imprimés comme «une intervention picturale» : damiers optiques à la Vasarely, caleçons brodés de Marilyn de Warhol, en paillettes. Christian Lacroix, lui, se souvient de l'exposition Velazquez au Prado de Madrid (qui a attiré 500 000 visiteurs) et de Franz Hals à Londres. Ungaro courtise le Titien.

Chez Jean-Louis Scherrer (où le Japonais Seibu vient de prendre une participation) les références sont peut-être plus téléphonées. La future année du Maroc (expositions au Petit et au Grand Palais...) justifie des broderies en patchwork, des tapis «Chichaoua», des peintures façon céramiques de Meknès, ses gaudouilles bleu Hoggar.

Le temps presse, les contraintes se multiplient, les enjeux deviennent plus artificiels : voici la couture à l'heure de paris, de compétitions, dont les juges ne sont plus les femmes, mais les investisseurs. «La mode meurt jeune et cet air condamné qu'elle a lui donne de la noblesse. Elle ne peut compter sur une justice tardive, sur des procès gagnés en appel, sur des remords. C'est à l'instant où elle s'exprime qu'il lui faut atteindre le but et convaincre», disait Coteau, soulignant toute la difficulté de la mode. La vraie.

LAURENCE BENAIM

### Christian Lacroix : changement de décor

Le premier modèle s'appelle Je n'ai plus rien à me mettre. D'ailleurs, ils ont tous des petits noms : l'Arrière du Cheikh, l'Enquiquineuse, Amor Amor. C'est la couture dans tous ses états, Lacroix promène ses princesses dans des villes en papier de soie. Il les protège dans des manteaux de cuir vieil or et de crêpe rouge, des ponchos de vision et les emballe dans des trois-quarts-étoiles en tweed.

Pour ce nouveau coup d'éclat où l'accessoire règne en maître (sacs reliquaires en reptile, bijoux de malles aux trésors), le couturier renonce à quelques images fétiches. Les silhouettes s'allongent et l'idée du contraste franc entre trois couleurs l'emporte donc sur les mélanges barbares, les assemblages décalés.

Christian Lacroix délaisse le folklore disqualifié par la marée «Gipsy King» et fait son cinéma. Cette simplification ne va pas sans quelques hommages rendus à Yves Saint Laurent (les tailleurs-pantalon, les mariages satinés de noir, de rouge et de rose).

Voilà Christian Lacroix conquis par le classicisme du dix-septième siècle : manteau confessionnel en organza bouillonné, vastes broderies aux motifs graphiques, balons de faille dégonflés et drapés comme chez les saints de Zurbaren. Christian Lacroix épingle les chipies, devance leurs caprices : robes-manteaux de vision à col de satin brodé, petits boléros, petites tailles, petits souliers, bagatelles de dentelle à fines bretelles.

Il s'amuse et, loin de l'Escorial, tourne son film dans une arène technicolor peuplée de starlettes et d'aventuriers de la MGM : Carmenécitas de mousseline, Belles de Cadix en corsage de satin et jupe retroussée de brocart, des pétroleuses de saloons miniatures en maillots de satin peints et rebrodés. Tournent les manéges. C'est le septième défilé de Christian Lacroix. Allegro vivace. Le style s'efface dans un exercice de style insolent : «Savoir remettre en question ses amours est encore la meilleure façon de leur être fidèle».

### Claude Montana pour Lanvin : éloge du mystère

En cinquante-huit modèles, soit le «minimum» toléré par le règlement de la Chambre syndicale, Claude Montana, qui signe sa deuxième collection chez Lanvin, a offert au Théâtre de Chaillot un spectacle bref et intense. Il a été récompensé par un Dé d'or.

Peu de scintillements, aucun imprimé. Une coupe, une ligne davantage qu'un décor. Métalliques, pâles ou acides, les couleurs repoussent la lumière ou l'accrochent mais ne masquent jamais les volumes, manteau trapèze de faille, boule d'hermine noire, long tracé de grain de poudre pour une combinaison-bustier du soir. Là où les autres en rajoutent, Claude Montana supprime et préfère les espaces vides à l'histoire. Au-delà des constructions à la Cardin, des grands cols de gaze dignes de Jacques Fath, il y a un style qui s'affirme dans l'exaltation de la matière, les mélanges très purs du mat et

du brillant (une redingote de drap blanc doublée de faille vert électrique et noir) et tous ces tissus coupés à vif, tranchés sans concession comme des toiles, même si s'agit d'une jupe en galuchat ou d'un cardigan de vision nacre.

Un dos s'incline en auvent, un col-écharpe se dresse tendu par une force immobile. En cuisardes ou en escarpins, elles avancent, s'immobilisent, la hanche en avant, la tête rejetée, le gant interminable. Bref, des poses à la manière des photos d'Henry Clarke ou de Willy Maywald. On a encore un peu peur de se prendre un coup de bec en satin. Pourtant, Claude Montana insufflé ici une élégance, une rareté nouvelle à ses intouchables. Son noir n'est plus celui des années 80, violent, cuirassé, mais le noir mystérieux, presque charnel des stars de toujours.

L. B.

سكنى من الامم



سنة ١٤١١ هـ

# AGENDA

SAMEDI 28 - DIMANCHE 29 JUILLET

## CINÉMA

### LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOT**  
(47-04-24-24)

#### SAMEDI

Gosselte (1923), de Germaine Dulac, 15 h ; Cinéma d'horreur et d'angoisse : le Métré de la mort (1972), de Gary Sherman, 19 h ; The Blob (1985), d'Ivan S. Yeaworth Jr., 21 h.

#### DIMANCHE

Le Fantôme du Moulin rouge (1924), de René Clair, 15 h ; Cinéma d'horreur et d'angoisse : la Marque du vampire (1935, v.o.), de Tod Browning, 17 h ; Cinéma d'horreur et d'angoisse : Shogun (1980), de Stanley Kubrick, 19 h ; Cinéma d'horreur et d'angoisse : Psychose (1980), de Alfred Hitchcock, 21 h.

### CENTRE GEORGES POMPIDOU

**SALLE GARANCE** (42-78-37-29)

#### SAMEDI

Le Cinéma des pays nordiques : le Chant de la fleur écarlate (1918), de Mauritz Stiller, 14 h 30 ; Amour 65 (1985, v.o., s.t.f.), de Bo Widerberg, 17 h 30 ; Harry Munter (1989, v.o., s.t.f.), de Kjell Grede, 20 h 30.

#### DIMANCHE

Le Cinéma des pays nordiques : A bas les armes (1914), de Holger-Madsen, 14 h 30 ; Vous mentez (1989, v.o., s.t.f.), de Vilgot Sjöman, 17 h 30 ; les Voyous (1949, v.o., s.t.f.), d'Arne Skouen et Ulf Greber, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles  
(40-26-34-30)

#### SAMEDI

Si vous avez manqué le début : les Métrés de Paris : la Rue de papier (1937) de Jean-Claude Bernard, 125, rue Montmartre (1959) de Gilles Grangier, 14 h 30 ; Café, cafés : Bande annonce : Masculin Féminin (1986) de Jean-Luc Godard, Actus Tilt (1991) de J. Herman, Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, 16 h 30 ; La Parisienne : Fait divers (1923) de Claude Autant-Lara, les Dames du bois de Boulogne (1944) de Robert Bresson, 18 h 30 ; La Forme d'une ville : Cités-concils la ville du septième arr. 20 h 30.

#### DIMANCHE

Si vous avez manqué le début : Rita Mitsouko chante Marcia Baila (1987) de Philippe Gautier, Alphaville (1985) de Jean-Luc Godard, 20 h 30 ; le Paris des écrivains : Encyclopédie du cinéma français : Jacques Prévert (1973) de Claude-Jean Philippe, les Portes de la nuit (1942) de Marcel Carné, 14 h 30 ; Café, cafés : la Maman et le Putain (1973) de Jean Eustache, 16 h 30 ; Au-delà du périph : Ici, ailleurs (1986) de C. Villard, l'Après-midi (1972) d'Eric Rohmer, 18 h 30 ; le Paris des écrivains : Césarée (1975) de Marguerite Duras, une aussi longue absence (1980) d'Henn Coupi, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**AFFAIRES PRIVÉES** (A., v.o.) : UGC Emittage, 8 (45-63-16-16).

**ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS** (Fr.-Ég., v.o.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).

**ALLO MAMAN ICI BÉBÉ** (A., v.o.) : UGC Emittage, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-84-95).

**ALWAYS** (A., v.f.) : Miramar, 14 (43-20-39-52).

**L'AMOUR** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

**ATTACHE-MOI** (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-19) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

**AUX SOURCES DU NIL** (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

**BAGDAD CAFÉ** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

**BEST OF THE BEST** (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31).

**BLACK RAINBOW** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).

### PARIS EN VISITES

**LUNDI 30 JUILLET**  
« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Versailles : les bosquets du parc du château », 14 h 30, cour du Château, sous la statue de Louis XIV (Office du tourisme).

« Les salons de l'Hôtel de Ville » (nombre limité. Carte d'identité), 14 h 30, entrée rue Lobau (D. Bouchard).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie Résurrection du passé.

### LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.)

Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS** (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-09).

**CHARLIE** (A., v.f.) : Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**CHÉRIE, J'AI RETRÉCI LES GOSSES** (A., v.f.) : République Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**CHET BAKER, LET'S GET LOST** (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

**CINÉMA PARADIS** (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6 (44-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).

**CONTE DE PRINTEMPS** (Fr.) : Les Trois Lumières, 6 (46-33-97-77).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Maillo, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94).

**CRIMES ET DÉLITS** (A., v.o.) : Reflet Logos II, 6 (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8 (45-74-94-94).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-84-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Maillo, 17 (40-68-00-16) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOULERAS PAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

**DÉLIT D'INNOCENCE** (A., v.o.) : UGC Emittage, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-84-95) ; Miramar, 14 (43-20-39-52).

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

**EINSTEIN JUNIOR** (Autr., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 8 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

**LE FESTIN DE BASETTE** (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

**LA FILLE AUX ALLUMETTES** (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

**LE GRAND BLEU** (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14).

**HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES** (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86).

### IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.)

George V, 8 (45-62-41-46).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

**JE T'AIME À TE TUER** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

**KILL ME AGAIN** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

**LE LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA** (Fin., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65) ; Studio 28, 18 (46-06-38-07).

**LES LIABSONS DANGEREUSES** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**MANIAC COP 2** (A., v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-84-95) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (45-22-47-84).

**MAUVAIS SANG** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

**MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-87) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, 6 (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-84-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-84).

**MUSIC BOX** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 15 (45-54-46-85) ; Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

**MY LEFT FOOT** (Irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6 (44-44-57-34).

**MYSTERY TRAIN** (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (A., v.o.) : Studio Galandé, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

**NIGHTS** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-39-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**LES NOCES DE PAPIER** (Can., v.o.) : La Pagode, 7 (47-05-12-19).

**NOUVELLE VAGUE** (Fr.-Suis., v.o.) : Studio 28, 18 (46-06-38-07) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14).

**L'ORCHÉE SAUVAGE** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Maillo, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-84-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-84) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**LES PETITS VÉLOS** (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86).

**LE PETIT DÉSOLÉ ET LA VALLEE DES MERVEILLES** (A., v.f.) : Sagode, 7 (47-05-12-19).

**POTINS DE FEMMES** (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94).

**QUAND HARRY RENCONTRE** (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14).

**QUELLE HEURE EST-IL** (It., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-40-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

**LE RETOUR DE FLESH GORDON** (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10 (47-07-21-71).

**RETOUR VERS LE FUTUR 3 : PARTIE** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillo, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pascualier, 8 (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-84-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (45-22-47-84) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**REVES** (Jap., v.o.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnos, 14 (43-27-84-50).

**LA SERVANTE ÉCARLATE** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30).

### SIDEWALK STORIES (A.)

Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

**SUPERSTAR** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).

**SUSIE ET LES BAKER BOYS** (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

**TATIE DANIELLE** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**LE TEMPS DES GITANS** (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6 (44-44-57-34).

**THE KING OF NEW YORK** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 14 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-84) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**THE MAHABHARATA** (Fr., v.o.) : Panthéon, 8 (43-54-15-04) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

**TOUCHE PAS À MA FILLE** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Pathé Français, 14 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-84) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**TU MI TURBI** (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-40-40).

**TUMULTES** (Fr.-Bel.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-40-40).

**UN MONDE SANS PITIE** (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8 (45-74-94-94).

**LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE** (Fr.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

## LES FILMS NOUVEUX

**COUPABLE RESEMBANCE**. Film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Pathé Français, 14 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-84) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**LA NURSE** (A., v.o.) : Film américain de William Friedkin, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-84) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**UN ANGE DE TROP**. Film américain de James D. Parrott, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Les Montparnos, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-84) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**DOUBLE JEU**. Film américain de Sandra Locke, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46)







## RÉGIONS

Après l'annonce des suppressions d'emplois chez Michelin

### L'Etat va aider l'industrialisation de l'Auvergne

Possible attribution pour Clermont-Ferrand de la prime d'aménagement du territoire « à titre dérogatoire », création d'un fonds d'intervention pour le développement industriel en faveur de l'Auvergne, mise en place pour cette région d'un responsable à l'industrialisation, telles sont les assurances qu'ont obtenues les élus auprès du gouvernement.

CLERMONT-FERRAND  
de notre correspondant

Une délégation d'élus, conduite par Roger Quilliot, sénateur et maire de Clermont-Ferrand (1), a rencontré fin juin Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, et Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire. La même délégation avait auparavant été reçue par Michel Rocard, avant même que la direction de Michelin ait annoncé la suppression de 2 260 emplois sur le site industriel clermontois. Au terme de cette rencontre, le premier ministre avait admis, avec les élus, que l'Auvergne faisait figure de « région sinistrée ».

Roger Quilliot avait pour sa part déclaré : « Nous devons obtenir de l'Etat, en faveur de l'Auvergne, un effort identique à celui qui est accompli pour d'autres régions... ». Il pensait à la Lorraine. Aujourd'hui, il peut légitimement être satisfait. Le maire socialiste de Clermont-Ferrand, après avoir rencontré Valéry Giscard d'Estaing, président du conseil régional d'Auvergne, et Pierre Bouchaudy, président du conseil général du Puy-de-Dôme, avait estimé que « le choc néfaste suscité par les suppressions d'emplois à la manufacture clermontoise Michelin » pouvait être considéré comme « salutaire » du seul fait qu'il avait permis à tous de prendre conscience de la gravité de la situation dans laquelle se trouvent l'Auvergne et sa capitale régionale ».

Les deux ministres ont répondu à l'attente de la délégation, qui, a souligné Roger Quilliot, « enregistre avec satisfaction la volonté de l'Etat de conforter l'image et les infrastructures, les transports, les logements et l'enseignement supérieur de la région ». Il faut surtout ajouter quatre décisions qui constituent, à elles seules, une thérapeutique de choc pour sauver une région en péril.

• **Prime d'aménagement du territoire.** - Le ministre de l'Industrie étudiera la possibilité de modifier la carte d'attribution de la prime à l'aménagement du territoire au bénéfice de l'agglomération cler-

montoise, selon Roger Quilliot, qui n'en a pas caché l'extrême difficulté, puisqu'une telle décision procède d'un accord des instances européennes. Pour autant, il a annoncé que la prime sera attribuée à titre dérogatoire à tous les projets d'implantation industrielle qui le justifieraient. Il a rappelé que cette prime pouvait d'ores et déjà être attribuée à des projets tertiaires. Tout projet présenté dorénavant sur l'agglomération clermontoise fera l'objet d'un même traitement de la part de l'Etat que dans les zones prioritaires, au titre de l'aménagement du territoire.

• **Création d'un fonds d'intervention pour le développement industriel.** - Dès 1990, et pour quatre ans, l'Etat apportera 15 millions de francs par an ; 10 provenant du fonds de recouvrement et 5 du fonds interministériel pour l'aménagement du territoire. Il est proposé que la région, le département et Michelin alimentent ce fonds, qui pourrait permettre de dégager 30 à 60 millions de francs par an, soit 200 à 240 millions de francs en quatre ans. Les com-

munes interviendraient pour les terrains d'accueil des entreprises.

• **Mise en place d'un responsable à l'industrialisation.** - Roger Fauroux et Jacques Chérèque ont obtenu le soutien de Michel Charasse, ministre du budget, mais aussi maître de Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme), pour le financement d'un responsable, ou le dédoublement d'un haut fonctionnaire « au profil et à l'efficacité adaptés à la situation ».

• **Constitution d'un « groupe de pilotage ».** - Sous la responsabilité des deux ministres, ce groupe devra arrêter la stratégie d'intervention, notamment en termes d'agglomérations, et étudier tous les dossiers.

JEAN-PIERRE ROUGER

(1) Cette délégation était composée de Pierre Bouchaudy (PS), président du conseil général du Puy-de-Dôme, Claude Liebermann (CDS), vice-président du conseil régional, Michèle André (PS), secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes et élue de Clermont-Ferrand, Alain Neri (PS), Maurice Pourchon (PS), et Claude Wolff (PR), députés du Puy-de-Dôme.

Aquitaine

### Une charte de développement pour le port de Bordeaux

En perte de vitesse depuis la fermeture des raffineries pétrolières de l'estuaire de la Gironde au début des années 80, le port de Bordeaux enregistre un regain d'activité. En 1989, on note pour la première fois depuis le début de la décennie une remontée du trafic : 3,15 millions de tonnes, soit 3,4 % de plus qu'en 1988, où le trafic était tombé à 2,9 millions de tonnes. L'exercice 1989 a également confirmé le redressement financier. En outre, l'évolution du trafic de janvier à mai 1990 atteint + 17 %.

BORDEAUX

de notre correspondant

La presqu'île d'Ambès, en friche depuis le départ des raffineries, va accueillir des implantations industrielles nouvelles : les engrais Norsk Hydro et une usine de chlorure de sodium d'Eka Nobel. Dans cette conjonction plus favorable lui lance une étude « Port avenir 2 000 », qui aboutit à une charte de développe-

ment signée fin juin par sept partenaires : Etat, région Aquitaine, département de la Gironde, ville de Bordeaux, chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux, fédération maritime et, bien sûr, Port autonome de Bordeaux.

Sept objectifs ont été retenus dans la perspective de conforter l'amélioration conjoncturelle et de permettre à ce port d'estuaire de surmonter deux handicaps : son accessibilité difficile et un arrière-pays peu peuplé et peu industrialisé. Dans l'espoir de lui rendre sa notoriété dans un contexte international de vive concurrence, des investissements ont été décidés. Trois millions de francs par an pendant quatre ans seront consacrés au développement de l'action commerciale. Parallèlement, le port s'efforcera de valoriser ses points forts (trafic traditionnels de maïs, d'engrais, de bois) et de renforcer aussi des activités d'ingénierie et de design. Le site de Bassens - qui constitue avec celui d'Ambès sur la rive droite de la Garonne le principal point de développement portuaire - bénéficiera de 84 millions de francs pour des aménagements et équipements. Le plus gros effort financier portera sur l'amélioration des liaisons terrestres et le désenclave-

ment routier et ferroviaire. Près de vingt ans après sa mise en service à l'entrée de l'estuaire de la Gironde, l'avant-port du Verdon n'a pas connu le développement escompté. On se rend compte aujourd'hui qu'il est urgent de le relier correctement par route et par fer à la capitale bordelaise. Une centaine de millions de francs seront donc investis dans la modernisation des 100 kilomètres de voies ferrées, le Verdon-Bordeaux. D'ici à 1995, un investissement de 375 millions de francs devrait permettre la mise à quatre voies de la RN 215, qui relie également le Verdon à Bordeaux. Et l'on évoque de nouveau la nécessité d'un pont sur l'estuaire, reliant la rive girondine et la rive charentaise de la Gironde. « Sans ce pont, le site du Verdon ne pourra pas jouer son rôle de port majeur de développement », affirme M. Bernard Hanquez, le président du Port autonome de Bordeaux. L'ouvrage devrait cependant être pris en charge par un promoteur privé, qui reste à trouver. Dernier investissement enfin : 88 millions de francs pour relier par route la zone industrielle-portuaire de Bassens et l'autoroute A 10 Paris-Bordeaux.

GINETTE DE MATHA

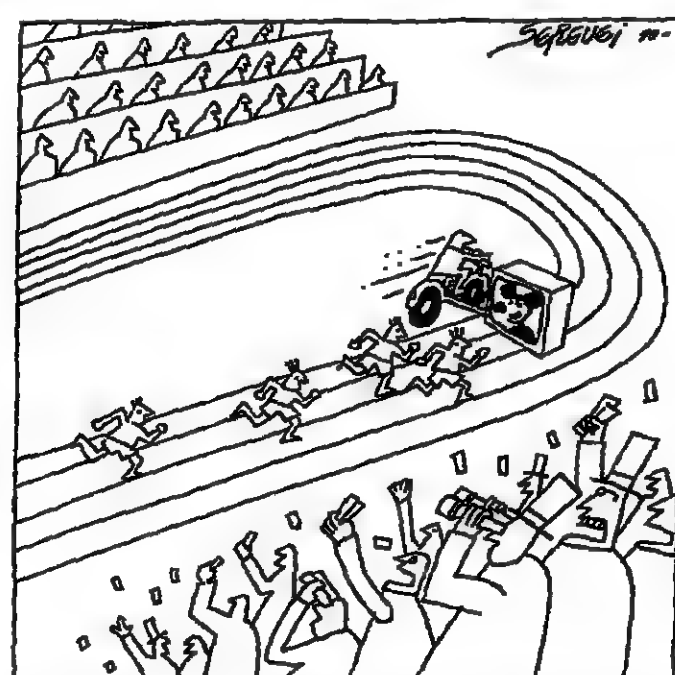
### La Loire-Atlantique encourage la pratique sportive chez les jeunes

Cinquante-trois animateurs sportifs (plus d'un par canton) ; 12 000 enfants qui pratiquent un sport chaque semaine ; 10 000 inscrits dans les centres d'été ; 20 disciplines enseignées... Le département de Loire-Atlantique a mis en place en quelques années une organisation exemplaire en matière de sport de masse.

NANTES

de notre correspondant

C'est un effet de la décentralisation. Edouard Landrain, député, président de la commission des affaires sportives et culturelles du conseil général, est fier de l'œuvre réalisée. « Chaque jour, dit-il, dans chaque canton, des garçons et des filles entre huit et quatorze ans vont à l'école de sport. Ceux et celles qui choisissent une spécialité viennent apprendre le geste sportif. En dehors de l'animation (et de la formation des cadres sportifs) nous menons aussi une politique d'aide à l'investissement. Enfin nous aidons le sport de haut niveau. » Le



département consacre 43 millions de francs au sport en 1990, soit 1,7 % de son budget. Le service des sports, dirigé par Yves Seiller, emploie soixante-dix per-

sonnes au total. Les animateurs recrutés sur diplômes (brevets d'Etat et formation de professeurs d'EPS) sont sur le terrain. Ils interviennent dans les com-

munes les plus reculées et dispensent vingt-deux heures d'enseignement de sport par semaine, en dehors du cadre scolaire.

Au cours de stages pris en charge par le département, ils préparent aussi des jeunes, à partir de dix-sept ans, au métier d'entraîneur dans les sports les plus pratiqués (football, basket, handball et tennis). L'objectif assigné - le développement de la pratique sportive en milieu rural, mais aussi l'éveil des enfants aux différentes disciplines - est largement atteint : les effectifs ont progressé de plus de 10 % en deux ans.

L'effort financier le plus important (50 % du budget) est consacré au développement des équipements sportifs. Là encore, le conseil général a décidé de financer l'ensemble des terrains de plein air, des piscines et des salles couvertes. Le taux de subvention varie entre 20 % et 40 % de l'investissement, selon le potentiel fiscal de la commune. Une subvention qui ne peut être obtenue sans l'agrément technique délivré par le service des sports (un petit bureau d'études

permet aussi d'apporter l'assistance technique aux communes ayant peu de moyens).

« Actuellement, ce sont les communes de deux mille habitants et moins qui s'équipent », note Yves Seiller. A terme, la moindre bourgade aura une salle couverte. Et l'on s'oriente vers la construction de petits bassins (12 x 7,5 mètres) pour l'apprentissage de la natation. Ce budget a doublé en trois ans.

Le troisième volet de l'action du conseil général concerne l'aide au sport de compétition. C'est une politique qui se veut complémentaire, et non concurrente, de celle des communes de la région et de l'Etat. Bien qu'il soit très sollicité, le département n'apporte donc pas d'aide directe aux clubs, le sport de masse étant déjà soutenu dans le cadre de l'animation sportive. L'aide financière est apportée aux clubs qui évoluent au plus haut niveau national (FC Nantes, Nantes Basket Club) et aux grandes manifestations comme le championnat d'Europe féminin de tennis.

YVES ROCHONGAR

BOURGOGNE

#### Chalon-sur-Saône installe sa Maison de l'environnement

Le premier coup de pioche de la future maison de l'environnement, qui ouvrira ses portes au printemps prochain à Chalon-sur-Saône, a été donné récemment. Installée en bord de Saône, place Sainte-Marie, dans un lieu symbolique puisque c'était autrefois là que se trouvait le quai des Pêcheurs, cette maison, d'un coût total de 2 500 000 francs, est financée par la ville de Chalon, en association avec le conseil régional, le conseil général et le ministère de l'environnement.

Si l'ambition avouée qui accompagne sa création est de concilier la ville et la nature, cette Maison de l'environnement a toutefois un objectif plus précis. Elle regroupera dans ses murs un bureau de la qualité de la vie, qui aura à la fois une mission d'animation, d'information, d'organisation d'opérations et d'accueil du public, pour tous les problèmes liés à l'environnement. Elle abritera également une école nationale de documentation et d'exposition sur l'environnement, une brigade verte - cellule de prévention et de lutte contre la pollution - ainsi qu'un « point jardin ».

Cette réalisation s'inscrit dans l'action menée par la ville de Chalon dans le domaine de l'environnement et dont l'autre point fort est le plan d'aménagement des bords de Saône sur un parcours de 7 kilomètres.

HAUTE-NORMANDIE

#### L'ouverture du pont de Normandie retardée de deux ans

L'ouverture du pont de Normandie - qui franchira l'estuaire de la Seine entre Le Havre (Seine-Maritime) et Honfleur (Calvados) - se fera avec deux ans de retard. Prévue pour la fin de l'année 1992, l'inauguration n'est maintenant annoncée que pour la fin de l'année 1994. Le retard de la Banque européenne d'investissement (BEI) et la rupture des négociations avec la société Eiffel Construction Métallique, pressentie pour la livraison du tablier métallique, placent les promoteurs du projet dans une situation délicate.

Après plus d'une décennie de discussions sur l'opportunité de relier les deux rives de la Seine à 20 kilomètres en aval du pont de Tancarville, la construction de cet ouvrage spectaculaire a démarré en mars 1988. Son coût prévisionnel : 1 100 millions de francs 1987.

Deux contretemps viennent de briser le déroulement de l'opération. D'abord, la direction régionale du Crédit local de France (CLF) a révélé que le plan de financement du projet porté aujourd'hui à 1 480 MF (valeur 1987) n'était toujours pas bouclé. Il reposait sur l'autofinancement des excédents du péage du pont de Tancarville pour 280 MF, les prêts du CLF et de la Banque européenne d'investissements pour 950 MF, les prêts de banques régionales pour 250 MF. Or la BEI, attendue pour un prêt de 300 MF, vient de confirmer son retrait, ne pouvant

assurer les reports d'amortissement nécessaires. Le directeur régional du CLF, M. Jacques Braun, se veut toutefois rassurant : « Ce n'est pas dramatique car le trafic sur le pont de Tancarville continue de croître (+ 6 %) et augmente d'autant l'autofinancement. Nous cherchons d'autres partenaires. Ce pourrait être des banques locales ou des prêteurs spécialisés. »

Deuxième contretemps, l'attribution pour 310 millions de francs du lot « tablier métallique » avec sa travée centrale de 856 mètres (record mondial) est remise en cause. Il échappera à Eiffel CM, pour des raisons que ni la CCL du Havre, maître d'ouvrage, ni la société ne veulent préciser. La seule entreprise européenne capable de répondre à l'appel d'offres serait maintenant le danois Monberg et Thorsen. La perte de temps provoquée par les négociations devrait donc entraîner un retard de dix-huit à vingt-quatre mois.

A ces difficultés s'ajoutent la persistance d'un désaccord entre l'administration et deux entreprises de la zone industrielle du Havre, qui refusent le passage de la voie d'accès autoroutière à proximité de leurs installations pour des raisons de sécurité.

PROVENCE-ALPES  
COTE D'AZUR

#### Débroussaillage autoritaire près d'Aix-en-Provence

Les premières opérations de débroussaillage autoritaire se sont déroulées près d'Aix-en-Provence par décision préfectorale.

Dix bûcherons d'une entreprise spécialisée de La Barque (Bouches-du-Rhône) accompagnés du sous-préfet de l'arrondissement d'Aix, M. Pierre Lise, et du directeur départemental de l'agriculture, M. Claude Laurain, ont pénétré, il y a quelques jours - en vertu de la circulaire 322-1 du code rural et forestier qui autorise les préfets à se substituer aux particuliers récalcitrants - dans trois propriétés du quartier des Planchettes, dont deux appartiennent à des Parisiens et une à un Marseillais. Elles représentent 15 000 mètres carrés.

« Ceux-ci n'avaient pas été pris en compte », a souligné M. Pierre Lise. « Ils ont quatre mois, des lettres recommandées leur avaient été expédiées ainsi qu'à quinze autres propriétaires remarqués par les agents de la direction départementale de l'agriculture. »

Pour l'instant, on ne prévoit pas de poursuites pénales mais, à 3 francs le mètre carré, la note que vont recevoir les intéressés constitue un début de sanction.

#### Dépistage du cancer du sein

Une fringante maminie qui est passée chez son coiffeur avant de poser nue, les mains chasteusement croisées sur la poitrine et qui dit, par 4 mètres sur 3, à ses vieilles copines : « Ne laissez pas vos seins au cancer » : telle est l'affiche choc que l'on peut voir sur tous les murs des Bouches-du-Rhône. C'est l'image que lancent en direction des 150 000 Bouches-du-Rhône (habitantes des Bouches-du-Rhône) âgées de cinquante à soixante-neuf ans, le conseil général de ce département, la Caisse primaire départementale d'assurance-maladie et l'Association Arcades (Association

de recherche et de dépistage des cancers du sein). L'affiche propose un dépistage gratuit par mammographie dans un établissement hospitalier public ou privé tandis que les mutuelles relancent leurs adhérents par voie postale fournissant la liste des établissements qui ont accepté de participer à la campagne.

Avant de choisir les Bouches-du-Rhône comme département pilote, l'Association Arcades, que préside le professeur Lucien Piana, a mené l'an dernier une enquête auprès de 5 000 femmes afin de connaître leurs freins et leurs motivations vis-à-vis de ce type de cancer, dont on recense 600 à 800 nouveaux cas chaque année dans le département. L'enquête a révélé que 75 % des femmes sont persuadées que le cancer du sein est « moins grave » que les autres (ce qui est faux) et 60 % pensent qu'il ne faut s'en inquiéter qu'au moment de l'apparition des symptômes (fatigue, grosseurs, perte de poids), alors qu'un dépistage précoce permet 80 % de survie à quinze ans et évite l'ablation dans 85 % des cas.

Depuis le lancement de la campagne, 40 000 femmes des Bouches-du-Rhône ont reçu une incitation au dépistage. Le taux de réponse est de 30 %. L'opération va durer trois ans.

#### Prix littéraire du Levant

Le conseil général du Var vient de lancer le Prix littéraire du Levant, qui sera attribué lors des Rencontres littéraires de Toulon, du 23 au 25 novembre. D'un montant de 300 000 F, il sera décerné

#### Réussissez votre implantation en France

Le guide Réussissez votre implantation en France est destiné aux investisseurs français ou étrangers qui cherchent à comparer les avantages et les inconvénients des régions et principales villes. Rédigé en français et en anglais, il fournit des cartes et des indications statistiques, et décrit les principaux traits de l'économie des régions par grands bassins (espaces Nord, Est, Centre-Est, Méditerranée, Sud-Ouest et espace Centre), c'est-à-dire l'Ile-de-France, à laquelle est rattachée la région Centre. Réussissez votre implantation en France, 265 pages. Carrefour BD, 12, av. de la Grande-Armée, 75017 Paris.

Cette page a été réalisée avec nos correspondants : Etienne Bauxet, Jean Contrucci, Christine Duret et José Luzzini.

Coordination : Yves Agnès.



# ÉCONOMIE

## TRANSPORTS

La déréglementation aérienne aux Etats-Unis

### Eastern Airlines inculpée pour fraude et dissimulation d'informations

La compagnie aérienne américaine Eastern Airlines et neuf de ses salariés ont été inculpés de fraude et de dissimulation d'informations à l'égard de l'Administration fédérale de l'aviation (FAA), a-t-on appris mercredi 25 juillet (nos dernières éditions du 28 juillet).

Selon l'accusation, la compagnie et ses salariés ont falsifié des documents d'entretien pour permettre le décollage d'appareils sans que ceux-ci aient subi les vérifications prévues, évitant ainsi des retards ou des annulations de vols.

Ils risquent jusqu'à 250 000 dollars d'amende et cinq ans de prison, la compagnie elle-même une amende pouvant atteindre 30 millions de dollars. L'affaire a été connue il y a une dizaine de jours, mais les inculpations n'ont été confirmées que le 25 juillet, la compagnie ayant refusé une transaction avec la justice.

Les faits incriminés se sont produits entre juillet 1985 et octobre 1989 sur les aéroports de New York (Kennedy et La Guardia) et d'Atlanta, et au siège de la compagnie à Miami (Floride). Ils n'ont, selon l'enquête, pas eu de conséquences. Mais, à plusieurs reprises, à l'occasion d'accidents survenus en vol à des appareils américains, on a évoqué des défauts d'entretien et de maintenance autant que des erreurs de construction.

#### Bataille tarifaire et réduction des coûts

Ainsi, en avril 1988, un vieux Boeing 737 d'Aloha Airlines avait perdu six mètres de fuselage parce qu'Aloha n'avait pas remplacé des rivets usés par la corrosion. Le 26 décembre 1988, un 727 d'Eastern Airlines avait perdu un morceau de fuselage au décollage. Il n'y avait heureusement pas eu de victime, le pilote ayant réussi à poser l'appareil en catastrophe.

Eastern n'est d'ailleurs pas la

seule compagnie en cause. En février 1989, Northwest, dont le président, M. Cichci, a proposé récemment de racheter 80 % d'Eastern, s'est vu infliger une amende de 800 000 dollars par la FAA pour n'avoir pas réparé convenablement certains avions. La même année, la FAA a décidé de renforcer les règles d'entretien des appareils anciens.

Depuis la déréglementation des prix et des droits de trafic aux Etats-Unis, les compagnies américaines se livrent à une bataille féroce sur les tarifs ont cherché à réduire leurs coûts par tous les moyens et utilisé au maximum leur flotte, sacrifiant quelquefois la maintenance sur l'autel de la compétition. La FAA a dû plusieurs fois intervenir pour y mettre bon ordre.

Eastern, pourtant douzième compagnie mondiale par le nombre de passagers-kilomètre transportés, est particulièrement mal en point. Elle a perdu 187 millions de dollars en 1987, 149 millions en 1988 et, depuis mars 1989, elle

n'est maintenue en survie que par l'application de la loi sur les faillites. Elle a été rachetée en 1986 par le patron de Texas Air Corp., Frank Lorenzo, qui a voulu lui appliquer les remèdes de cheval utilisés aussi pour Continental Airlines. Il a supprimé 4 000 emplois en 1988, puis 9 500 au printemps 1989 et tenté d'imposer des réductions de salaires de 15 % à 28 % notamment aux mécaniciens et aux bagagistes comme aux navigants, entraînant des conflits féroces.

En 1988, de nombreuses plaintes du personnel et des passagers avaient entraîné une enquête du département américain des transports sur Eastern et sa compagnie sœur Continental. Après vérification de 650 avions du groupe, les enquêteurs avaient estimé que leur exploitation était effectuée dans des conditions satisfaisantes et que les deux compagnies n'avaient pas de problèmes de sécurité. Apparemment, il y avait un mais...

GUY HERZLICH

#### Malgré la grève

### Air Inter a pu assurer 60 % des vols

Finalement, la grève lancée par quatre syndicats d'Air Inter (CGT, CGT-UGICT, SNPT pour le personnel au sol, USPNP pour les navigants) pour obtenir des augmentations de salaire, un accroissement d'effectifs et de meilleures conditions de travail et de carrière, a entraîné moins de difficultés que prévu. Vendredi 27 juillet, Air Inter a pu assurer 60 % de ses vols, le lien des 40 % annoncés la veille, et devait en faire autant samedi.

Contre toute attente, les grévistes ont été moins nombreux que le week-end précédent (10 % à 11 % des 11 000 salariés, selon la direction), en particulier parmi les navigants, dont le rôle, en l'absence, est décisif. La CGT, elle, parle d'un « très fort » taux de grévistes, mais reconnaît « une grande diversité » selon les catégories. Le SNPT donnait pour sa part un chiffre de 60 % pour le personnel de piste.

Ce sont surtout les liaisons Paris-province qui ont été affectées plutôt que celles entre villes de province, celles avec l'étranger ayant été préservées. Il n'y a eu d'autre part, ni boussolades ni agitation vendredi dans les aéroports. Beaucoup de passagers inscrits ne s'étaient pas présentés (on parle de 20 % à 25 %) ou avaient annulé

leur départ : le Syndicat national des agents de voyage s'est d'ailleurs plaint des efforts qu'ont dû faire ses adhérents (assurant 70 % des ventes d'Air Inter) pour « recaser » leurs clients. La compagnie, de son côté, avait multiplié les coups de téléphone pour prévenir les passagers et les aider à trouver des solutions. En revanche, les négociations qui ont eu lieu vendredi entre la direction et les syndicats n'ont pas abouti, malgré de longues discussions jusque tard dans la soirée.

La direction, en particulier, n'entend pas remettre en cause l'accord salarial signé pour 1990. Elle a proposé une prime de 80 francs par agent pour les journées particulièrement chargées, une dizaine sur l'année.

Un représentant de la CGT a qualifié les propositions de « dérisoires ». Aucune nouvelle réunion n'est prévue pour l'instant, et les syndicats ont annoncé un nouvel arrêt de travail pour jeudi 2 août. Les mécaniciens navigants de l'USPNP, en particulier, qui avaient perdu la longue bataille du pilotage à deux des Airbus A 320 contre le président d'Air Inter, M. Pierre Eelsen, paraissent engager une deuxième manche.

G. H.

## INDUSTRIE

Confirmant son intérêt pour la chimie

### M. Gardini annonce la fusion de Montedison et Agricola Finanziaria

M. Raul Gardini, président du groupe italien Ferruzzi a annoncé vendredi 27 juillet l'incorporation de Montedison dans Agricola Finanziaria. La nouvelle société, qui s'appellera Montedison et dont le siège sera à Milan, représente un chiffre d'affaires de 35 000 milliards de lire (158 mil-

liards de francs). Ses activités directes dans la chimie et son contrôle sur Eridania (huiles) et Beghin-Say (sucre) devraient en faire un des leaders mondiaux de la chimie et de l'agro-industrie. « Cette société est destinée à affronter les défis des années 90 et à pour but de réaliser une intégration toujours plus forte entre la chimie et l'agrochimie », a précisé M. Gardini.

## DISTRIBUTION

### Co-op (RFA) vend une chaîne de magasins à Promodès

Le groupe de distribution allemand Co-op, en difficulté depuis plusieurs années, a annoncé vendredi 27 juillet avoir vendu sa filiale SB Warenhaus et Fachmarkt au groupe français de distribution Promodès, pour un prix non précisé. Warenhaus possède 47 magasins Plaza d'une surface moyenne de 6 700 mètres carrés et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 2,2 milliards de francs (environ 6,7 milliards de francs). Le groupe surnommé Promodès (enseignes Continent, Champion, Shop), qui emploie 69 hypermarchés, emploie 33 000 personnes et a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 51,9 milliards de francs, dont 46 % à l'étranger (notamment en Espagne et aux Etats-Unis), va ainsi pouvoir pénétrer sur le marché allemand, particulièrement difficile.

Cette opération représente par ailleurs une simplification et un allègement des structures du groupe. Jusqu'ici en effet, Ferruzzi Agricola Finanziaria possédait 46 % de Montedison et constituait un étage intermédiaire entre Ferruzzi Finanziaria, holding du groupe et Montedison. Les responsables de Ferruzzi espèrent de ce nouvel organisme un renforcement de la position du groupe sur les marchés financiers internationaux.

En outre cette réorganisation est l'occasion pour M. Gardini de réaffirmer « l'engagement stratégique de Ferruzzi dans le secteur de la chimie » alors qu'il poursuit sa bataille contre l'Etat italien pour le contrôle d'Enimont.

Au plan technique, l'opération sera réalisée en deux temps : une augmentation gratuite du capital de Ferruzzi Agricola Finanziaria précédera la fusion par incorporation de Montedison au sein de Ferruzzi Agricola Finanziaria.

La mort de l'auteur des « Trente Glorieuses »

### Jean Fourastié un grand honnête homme

par Jacques Lesourne

Jean Fourastié vient de s'éteindre à l'âge de quatre-vingt-trois ans (le Monde du 28 juillet). Avec lui disparaît un homme qui, par son action, son enseignement et ses écrits, a profondément marqué le dernier demi-siècle.

C'est au lendemain de la guerre que devait prendre forme la carrière de cet ingénieur de l'Ecole centrale devenu contrôleur général des assurances. Une carrière qui le conduisit au fauteuil des honneurs puisqu'il fut élu, en 1962, à l'Académie des sciences morales et politiques.

Son action eut pour cadre le Commissariat au plan, où il fut successivement conseiller économique et technique puis, pendant de longues années, président de la commission de la main-d'œuvre. Ayant la confiance des partenaires sociaux, il contribua à faire comprendre aux premières élites d'après-guerre, encore marquées par la stagnation et les conflits internes des années 30, le rôle central de la productivité dans la croissance d'une économie de plein emploi. Aussi la rue de Marignac fut-elle toujours chère à son cœur, et c'est en ces lieux qu'il tint à recevoir, au cours d'une cérémonie chaleureuse et discrète, le livre collectif que lui offrirent ses amis à l'occasion de son départ à la retraite.

Jean Fourastié fut aussi un passionné d'enseignement, à l'Ecole pratique des hautes études, à l'Institut d'études politiques de Paris et enfin au Conservatoire national des arts et métiers, où il fut titulaire de la chaire d'économie et de statistiques industrielles. Dans ces dernières fonctions il a profondément influencé, je peux en témoigner, des générations d'élèves qui accablèrent grâce à lui la compréhension du monde économique et social dans lequel ils vivaient et qui lui en furent très reconnaissants.

#### Economie, sociologie, éthique

Mais c'est en fin de compte l'écrit qui a permis à la pensée de Jean Fourastié de connaître un immense rayonnement. Une quarantaine de livres, rédigés parfois en collaboration avec sa femme et sa fille ou des amis. Plus d'un million de lecteurs en français. Des traductions dans de multiples langues. Des titres que l'on ne peut oublier : *Le Grand Espoir du XX<sup>e</sup> siècle*, *Le Long Chemin des hommes*, *les Trente Glorieuses*, une œuvre immense et diverse qui traite d'économie, de sociologie, d'éthique.

Il n'est guère facile d'en esquisser le contenu en quelques lignes. Il me semble néanmoins que l'on peut y distinguer quatre composantes.

La première relève de la science économique. Jean Fourastié a consacré de nombreuses heures à élaborer et analyser des séries longues de prix, de salaires. Dans *L'évolution des prix à long terme* (1969), *Pourquoi les prix baissent ?* (1984) et dans d'autres ouvrages, il a montré l'importance des hausses de revenus réelles permises par le progrès technique et la croissance de la productivité.

L'habileté de Jean Fourastié a été de définir et d'appliquer systématiquement un instrument simple et permanent de mesure du niveau de vie : le salaire horaire du travailleur non qualifié rapporté aux principaux prix. Grâce à cet instrument, il peut répondre à des questions concrètes : combien fallait-il d'heures de salaire pour payer à telle date un kilo de pain, une automobile, une paire de chaus-

sures ? Avec le même instrument, Jean Fourastié a mis en évidence la réduction considérable de l'éventail des salaires réels sur le dernier demi-siècle. Les économistes lui sauront gré de cet attachement obstiné à la mesure des phénomènes.

La deuxième composante, aux limites plus floues, se rattache à la longue suite d'essais que Jean Fourastié a consacrés à l'évolution économique et sociologique de la France, dans l'admirable *Grand Espoir du XX<sup>e</sup> siècle*, où il expliquait dès 1949, en s'inspirant de Colin Clark, pourquoi la croissance était indissociable de la redistribution de la main-d'œuvre entre les secteurs, et dans *D'une France à l'autre*, écrit en 1987 avec sa fille Jacqueline, un livre qui souligne l'ampleur des changements survenus au cours du demi-siècle, et qui propose une vision morose, voire tragique, de l'avenir, même s'il s'achève sur un « nous sommes convaincus que le renouveau viendra de l'exercice du mal ».

En passant par les *Trente Glorieuses*, où il fait prendre conscience de l'importance de la révolution invisible des années 1945 - 1975, en comparant deux villages, l'un de type sous-développé, l'autre de haut niveau de vie, et en révélant ensuite qu'il s'agit du même, mais photographié une première fois en 1946, la deuxième en 1975.

Sous-jacente dans la plupart des œuvres, mais au centre de certaines d'entre elles, la troisième composante est tout entière inspirée d'interrogations éthiques et de certitudes religieuses. Je me rappelle combien j'avais été frappé en leur temps par les *Exercices de morale prospective* (1967), qui soulevaient des problèmes devenus, depuis, d'une impérieuse actualité. Moins évident fut pour moi *Ce que je crois* de 1981, ce livre construit sur le surréel (le réel inobservé ou inobservable, le réel du devenir), et qui faisait du catholicisme « la moins mauvaise des écoles de surveillance ».

Enfin, et c'est la dernière composante de son œuvre, Jean Fourastié est toujours resté disponible pour des sujets divers qui stimulaient la curiosité de son esprit. Quatre titres parmi d'autres (les deux premiers en collaboration avec sa femme) illustrent cette ouverture au monde : *Les Exercices de morale du peuple* (1965), *Voyages des voyageurs d'aujourd'hui* (1972), *Comment mon cerveau s'informe* (1974), le *Rire* (1983).

Pour sommaire qu'il soit, ce rappel des livres de Jean Fourastié nous donne à saisir ce qu'il y eut d'essentiel dans son message et la portée humaine de son témoignage. Par la transparence et la solidité de sa pensée, Jean Fourastié a contribué de manière décisive à initier les Français, dont la culture économique fut longtemps défectueuse, à la compréhension des mécanismes économiques à long terme. Il a pu le faire grâce à sa prose alerte et simple, son sens des images, son aptitude à trouver des formules claires, son souci constant de se référer à des chiffres significatifs.

Mais jamais pour lui le niveau de vie ne fut le but ultime. Héritier d'une longue tradition humaniste française, il s'est constamment interrogé sur les fins et n'a jamais accepté de réduire le social à l'économique. Aussi fut-il à la fois de son temps, d'hier et de demain.

► Jacques Lesourne est professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

## ÉTRANGER

Pour financer l'aide à l'Est et l'agriculture

### Les ministres européens favorables à une forte augmentation du budget de la CEE

Réunis à Bruxelles vendredi 27 juillet, les ministres européens du budget ont proposé de doter la CEE d'un budget de 52,4 milliards d'écus (360 milliards de francs) pour 1991. L'augmentation prévue des crédits, de 12,2 % par rapport à 1990, est la plus forte depuis le début des années 80. Elle est cependant inférieure à celle contenue dans l'avant-projet de la commission.

La hausse des dépenses budgétaires souhaitée par les ministres résulte de l'effort important en faveur de l'Europe de l'Est (838

milliards d'écus), ainsi que du gonflement des dépenses agricoles. Celles-ci, qui représentent près de 55 % du budget des Douze, progresseront de 13,3 % en un an.

Le Parlement européen doit maintenant examiner le projet qui sera définitivement adopté en décembre. Par ailleurs, les ministres du budget ont décidé vendredi d'intenter une action contre le Parlement devant la Cour européenne de justice. Ils l'accusent d'outrepasser ses compétences budgétaires, en procédant à des votes sur les recettes.

Carte de développement  
et le port de Bordeaux

Musique N°1011

50 من الاجل



صكزا من الاصل

# REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 23 AU 27 JUILLET

## PARIS

### Secouée par Wall Street

INDICE CAC 40

-3,2%

Lorsque Wall Street, le Palais Brongniart s'enthousiasme, l'adage boursier s'est, à nouveau, vérifié avec la chute de la bourse new-yorkaise lundi. Cette secousse a eu pour conséquence en France de réduire à néant l'annonce de reprise ébauchée au milieu du mois (+ 1,8 % du 16 au 20 juillet) et de réorienter le mouvement de baisse. Les cinq séances s'achèvent sur une perte de 3,2 %, la plus mauvaise performance depuis la glissade de 3,6 % enregistrée à l'issue de la période du 19 au 23 février. A cette époque, la Bourse était au plus bas. L'indice CAC 40 en terminant, vendredi 27 juillet, à 1985,79 est maintenant revenu nettement en dessous de son niveau du 31 décembre 1989 (- 1,76 %).

Lundi, la journée consacrée aux opérations de liquidation du terme boursier de juillet se déroula de manière tranquille jusqu'en milieu d'après-midi. L'indice affichait un léger gain avant de réagir fortement à la glissade du Dow-Jones de l'autre côté de l'Atlantique. Le baromètre de la place parisienne perdait alors jusqu'à 3 % avant de revenir à - 2 %. Conséquence, le terme de juillet s'est achevé sur une note négative (- 0,89 %), et la place a vécu sa troisième liquidation consécutive perdante

(- 5,06 % en juin et - 0,67 % en mai) après l'envolée de 11,24 % en avril. Les séances suivantes sont alors marquées par l'hésitation et la faiblesse des transactions. Si, dans un premier temps, l'indice CAC 40 s'est légèrement apprécié (+ 0,28 % mardi et + 0,15 % mercredi) il revint au rouge en fin de semaine (- 0,71 % jeudi et - 0,94 % vendredi). A l'exception de la progression des valeurs pétrolières dopées par la hausse des cours de l'or noir, l'activité a été très calme. Les investisseurs sont restés en retrait, attendant, pour revenir, la concrétisation d'une baisse des taux évoquée régulièrement ces derniers temps par M. Pierre Bérégovoy. Mais, le ministre de l'économie les a déçus par son offensive, mardi, sur TF1, contre l'« enrichissement sans cause ». Le grand argentier a rappelé que les placements financiers n'étaient pas la vocation des entreprises et a suggéré de les taxer lourdement.

La parution de deux études sur la situation des firmes françaises confirmant la fin de l'accroissement spectaculaire des profits a contribué à la réserve du marché. L'enquête annuelle du ministère de l'Industrie et l'analyse réalisée par l'INSEE en juin, montrent un retournement de la situation des entreprises. L'amélioration régulière des marges constatée depuis 1983-1984 s'est arrêtée pour laisser place à un mouvement inverse.

Si beaucoup d'analystes estiment, comme le Britannique James Capel, que le « CAC 40 est à son équilibre autour de l'indice 2 000, sauf à constater une baisse significative des taux à long terme », quelques-uns malgré la morosité ambiante voient toujours l'avenir avec confiance. Ainsi, chez Nivard Forno, société de Bourse du groupe américain Morgan, l'heure est à l'optimisme. « Pour notre part, nous croyons que l'occurrence sur les taux d'intérêt qui s'annonce pourra être le catalyseur du retour de l'investisseur international sur le marché français. Mais pour être tout à fait clair, ce ne devrait même pas être nécessaire tant la sous-évaluation relative de Paris nous paraît flagrante. » La société Pinatton n'exclut pas de voir le CAC 240, l'autre indice de la Bourse parisienne, évoluer vers les 600-610 points d'ici à la fin de l'année et voire les 700 points en cas de nette détente monétaire. Cet indicateur s'inscrivait à 528,9 points, vendredi.

#### La guerre des rumeurs

En cette période de sous-activité, la concurrence que se livrent les quarante-quatre intermédiaires financiers parisiens pour conquérir des parts de marché a tendance à s'accroître. Cette « guerre sourde », comme

## NEW-YORK

### Crainte de récession

INDICE DOW JONES

-2,1%

Wall Street, qui volait de record en record jusqu'à la semaine dernière, est revenue aux dures réalités de l'économie américaine, avec une récession qui menace et des résultats trimestriels d'entreprises plus que médiocres. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi en retrait de 62,63 points (- 2,1 %) par rapport à la période précédente. Lundi, la Bourse enregistrait une forte secousse, l'indice Dow-Jones perdant plus de 108 points (- 3,6 %) en début de séance. Au fil des heures, Wall-Street se ressaisissait et le célèbre baromètre américain parvenait à réduire ses pertes. Il terminait la journée sur une baisse de 1,94 % (- 56,44 points), la plus forte depuis le 22 janvier. La bourse new-yorkaise tentait de reprendre du terrain au cours des séances suivantes mais sans succès. Elle repartait même à la baisse en fin de semaine.

La déception provoquée sur le marché par la médiocrité des résultats financiers de nombreuses entreprises américaines au second trimestre 1990, comme Dow Chemical, General Motors et Ford cette semaine, continue à donner le

ton, tandis que les dernières statistiques économiques publiées vendredi aux Etats-Unis relancent les craintes de récession. L'annonce d'une croissance américaine limitée à 1,2 % au second trimestre (rythme annuel), a provoqué la surprise car les experts prévoyaient une progression de 1,8 %. Le gouvernement a en outre révisé en baisse ses estimations de croissance au cours des deux trimestres précédents.

Indice Dow Jones du 27 juillet : 2 898,51 (contre 2 961,14)

	Cours 20-7	Cours 27-7
Alcoa	66 1/4	68 3/8
AT&T	37 5/8	36 3/8
Boeing	58	58 1/4
Chase Man. Bank	20 1/4	19 5/8
Du Pont de Nemours	40 3/8	41
Eastman Kodak	39 7/8	38 3/4
Exxon	48 5/8	49 1/4
Ford	43 1/8	41 1/4
General Electric	74	72
Goodyear	49 5/8	47
IBM	117 5/8	111 1/4
ITT	58 1/4	56 3/8
Mobil Oil	65 1/4	64 1/8
Pfizer	73 1/4	74 1/2
Schlumberger	64 1/4	62 5/8
Tesco	66 5/8	61 3/4
Ual Corp. (ex-Allegis)	161 1/8	163
Union Carbide	19	19 7/8
USX	38 1/4	34 3/8
Westinghouse	34 1/4	34 1/8
Xerox Corp.	47	44 1/2

## TOKYO

### La baisse s'accélère

INDICE NIKKEI

-4,8%

Rude semaine pour le Nikkei. Celui-ci n'a pas affiché une seule hausse ces derniers jours, venant tout juste à marquer une pause mercredi, l'indice Nikkei ne cédant cette séance-là qu'un peu plus d'un point. Au bout du compte, l'indice Nikkei a abandonné 1558,04 points (-4,8 %) cette semaine pour s'établir, vendredi en clôture, à 30 863,48.

La Bourse tokoyote n'a été que très peu ébranlée par le mini-séisme de Wall Street de lundi. D'autres raisons, en revanche, ont à l'origine de cette tendance baissière : l'inévitable tension régnant sur le front des taux d'intérêt japonais ; la spéculation sur le relèvement du taux d'escompte de la Banque du Japon ; le regain de faiblesse du yen et, surtout, l'accumulation de scandales boursiers.

La semaine dernière, deux ex-agents de changes soupçonnés d'avoir manipulé les cours de Fujita Tourist Enterprises étaient arrêtés. A présent, d'importantes maisons de titres comme Daiwa et Yamachi se retrouvent dans le collimateur du fisc japonais. Ces deux sociétés et quelques autres sont

accusées d'avoir fraudé en spéculant sur des warrants pour couvrir les pertes subies lors du krach boursier de 1987 (le Monde du 28 juillet). Ces affaires créent un climat de défiance chez les investisseurs qui, malgré tout, ont conservé leur calme et n'ont pas cédé à la panique. Il faut ajouter que le faible volume de transactions ne pouvait que fragiliser le marché.

Quelques valeurs ont toutefois résisté à la secousse, comme les titres de l'électronique. En revanche pour NTT, le géant des télécommunications nippones, la semaine fut éprouvante. Son titre est tombé pour la première fois en dessous du million de yens.

Indices du 27 juillet : Nikkei 30 863,48 (contre 32 421,52) ; Topix 2249,26 (contre 2363,43).

	Cours 20 juillet	Cours 27 juillet
Akai	1 830	1 000
Bridgestone	1 530	1 430
Casio	1 870	1 800
Fuji Bank	2 580	2 330
Honda Motor	1 760	1 680
Matsushita Electric	2 100	2 040
Mitsubishi Heavy	971	900
Sony Corp.	8 890	8 730
Toyota Motors	2 260	2 200

## LONDRES

- 2,9 % Agitée

La bourse de Londres a subi des pertes sensibles durant la semaine écoulée, ébranlée lundi par la chute de Wall Street puis troublée par la révélation de difficultés imprévues chez Reuters Holdings et Imperial Chemical Industries, deux des principales valeurs vedettes. L'indice Footsie des cent grandes valeurs, qui avait commencé la semaine sur la barre des 2 400, a abandonné 70 points (-2,9 %). La seule statistique publiée, une augmentation du déficit de la balance des paiements inférieure aux prévisions, à 1,36 milliard de livres en juin, n'a pas eu le temps de stimuler le marché.

Indices « FT » du 27 juillet : 100 valeurs, 2 330,1 (contre 2 400,1) ; 30 valeurs 1 842,1 (contre 1 898,1) ; Fonds d'Etat, 79,71 (contre 79,3) ; Mines d'or 187,1 (contre 181,9)

	Cours 20 juillet	Cours 27 juillet
Bovater	549	535
BP	334	336
Charter	465	460
Courtauld	375	368
De Beers	12 916	NC
Glaxo	856	826
GUS	13,75	13,75
ICI	11,52	10,28
Reuters	12,65	10,50
Shell	483	472
Unilever	701	698
Vickers	242	236

## FRANCFORT

- 1,4 % Déprimée

Le vent d'optimisme qui soufflait la semaine dernière à la bourse des valeurs de Francfort a fait place à la déprime. Les indices se sont dépréciés de 1,4 %. Les investisseurs se sont montrés très réticents, à la suite de querelles au sein de la Chambre du peuple en RDA et des replis enregistrés sur les marchés de Londres et Tokyo. Autre élément décourageant : le fléchissement du marché obligataire.

Le volume des transactions d'actions sur les huit places boursières ouest-allemandes a été peu étoffé, n'atteignant que 32,89 milliards de DM, contre 50,73 milliards la semaine précédente.

Indices du 27 juillet : DAX 1 919,81 (contre 1 947,43) ; Commerzbank 2 351,8 (contre 2 386,4)

	Cours 20 juillet	Cours 27 juillet
ABG	296	299
BASF	284,30	272,10
Bayer	296	293,70
Commerzbank	361,70	302,50
Deutschebank	827	817,20
Hochtief	280,50	269,90
Karstadt	740	734
Mannesmann	347,50	336,10
Siemens	776,80	756
Volkswagen	611	606,80

## L'enquête de la COB

### Versions contradictoires sur le rachat d'Adidas

A la suite de l'annonce par la Commission des opérations de Bourse (COB) de l'ouverture d'une enquête à propos d'un éventuel délit d'initiales lors du rachat d'Adidas par le groupe Tapie (le Monde du 28 juillet), la Banque Worms et la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, se contredisent sur la date et les conditions de cession des titres Bernard Tapie Finance (BTF). Tout le problème est en effet de savoir si la SDBO disposait d'une information privilégiée lors du rachat de 1 % de BTF que détenait la Banque Worms. En clair : la transaction s'est-elle déroulée le 29 juin ou le 6 juillet, veille de l'annonce du rachat d'Adidas ? Interrogés à plusieurs reprises, les responsables des deux établissements financiers ne donnent pas à chaque fois la même version des faits. Pour établir s'il y a eu ou non délit d'initiales, la COB devra démentir cet échec de déclarations contradictoires.

### Panique sur le marché du cacao new-yorkais

Un importateur a semé la panique sur le marché à terme new-yorkais du cacao, faisant chuter les cours pendant plus d'une heure mercredi 25 juillet, après avoir donné par téléphone un ordre de vente d'environ 2 000 lots à un courtier indépendant. « Les gens ont d'abord pensé que le courtier s'était trompé et qu'il avait vendu quand il aurait dû acheter », a déclaré un opérateur.

Le courtier, qui avait exécuté mercredi l'ordre de vente en toute bonne foi, s'est cependant rapidement douté de l'importance du marché et a tenté de racheter les lots vendus ce qui a permis la reprise du marché. Cependant, les opérateurs ayant subi des pertes ont peu de chances de les récupérer car les transactions étaient légales, ont indiqué les responsables du marché qui ont ouvert une enquête. — (AFP)

La Compagnie Immobilière Phénix rachète la chaîne Cidotel. — La société Immobilière Phénix, filiale du groupe de services Général des eaux, poursuit son implantation dans l'hôtellerie, amorcée il y a deux mois par le rachat des vingt hôtels parisiens du groupe Jeandot. Elle a annoncé samedi 28 juillet avoir pris le contrôle de la chaîne Cidotel. Celle-ci réunit 11 établissements, hôtels et résidences de tourisme.

### 1,2 % de rythme annuel entre avril et juin Net ralentissement de la croissance américaine au deuxième trimestre

Le net ralentissement pressenti de la croissance économique américaine depuis le début de l'année se confirme. Vendredi 27 juillet, le Département du commerce a annoncé que le produit national brut n'avait augmenté que de 1,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre. Ce résultat est bien inférieur aux prévisions : les analystes tablaient généralement sur une hausse de 1,7 %, similaire à celle du premier trimestre. Il ramène le taux de croissance à son niveau très bas des trois derniers mois de 1989 (1,1 % en rythme annuel). Les marchés financiers ont réagi négativement à l'annonce de ce résultat, le cours du dollar et la bourse de New York s'inscrivant en forte baisse vendredi (lire par ailleurs).

Entre avril et juin, pratiquement tous les indicateurs de l'économie américaine se sont orientés à la baisse : les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,3 % (après avoir augmenté de 1,1 % au premier trimestre) ; les investissements des entreprises ont

baissé de 6,1 % et les dépenses consacrées au logement ont subi une chute de 13,5 %. Face à une demande réduite, la valeur des stocks des entreprises s'est gonflée de 26 milliards de dollars (154 milliards de francs environ), notamment dans le secteur automobile, tandis que les ventes de détail diminuaient de 1,5 %.

La publication, au fil des semaines, de mauvais indices économiques avait poussé la Réserve fédérale, à la mi-juillet, à provoquer un assouplissement du crédit afin de prévenir l'apparition d'une récession. Au même moment, la Maison Blanche a d'ailleurs ramené ses prévisions de croissance pour 1990 de 2,6 % à 2,2 %. De nombreux économistes prévoient une poursuite de la baisse des taux au cours de l'été. Selon un sondage effectué il y a deux semaines par le Washington Post et la chaîne de télévision ABC, 58 % des Américains estiment que la situation économique se détériore, et 9 % seulement pensent qu'elle s'améliore.

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 juillet 1990

Nombre de contrats : 35 109.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jun 90	Sept. 90	Déc. 90	Mars 91
Premier	—	—	—	—
+ haut	—	102,94	102,98	102,92
+ bas	—	102,70	102,84	102,84
Dérivé	—	102,90	102,98	102,92
Compensation	—	102,90	103,02	103

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	23 juillet	24 juillet	25 juillet	26 juillet	27 juillet
RM	2 982 371	2 010 524	1 879 026	1 659 869	—
Comptant	6 496 739	5 023 817	7 963 679	5 177 951	—
R. et obl.	1 204 716	142 732	169 470	170 333	—
ACTIONS	—	—	—	—	—
Total	10 683 826	7 177 073	10 012 175	7 008 153	—

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

	23 juillet	24 juillet	25 juillet	26 juillet	27 juillet
Françaises	95,2	95,6	96	95,3	—
Etrangères	94,9	95	95,7	95,2	—

## SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981)

	23 juillet	24 juillet	25 juillet	26 juillet	27 juillet
Indice gén.	536,2	530,9	533,7	533,8	528,9

## (base 1000, 31 décembre 1987)

	23 juillet	24 juillet	25 juillet	26 juillet	27 juillet
Indice CAC 40	1 990,04	1 995,61	1 998,58	1 984,37	1 965,79

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
CCMC	+ 8,5	Hutchinson	- 9,7
COP	+ 8,3	Compt. Extr.	- 9,1
CSE	+ 7,7	Promodes	- 9,0
Int. Mexique	+ 5,6	Interchimie	- 8,9
Mini Pro Sol	+ 5,4	Sodisole	- 8,5
Laifange distr.	+ 4,9	Meunier	- 8,3
Beyco	+ 4,8	Salvagny	- 8,0
Der. reg. Sud-E.	+ 4,3	Matin	- 7,9
Suez Roussel	+ 4,2	CMB Packaging	- 7,5
BP France	+ 3,6	Egide-Bernard	- 7,5
Pernod-Roulet	+ 3,4	Salomon SA	- 7,4
Thomson-CSF	+ 2,9	Saint-Gobain	- 7,3
Bic	+ 2,5	Rhône-Poulenc	- 7,0
Simoa	+ 2,2	Carrefour	- 6,7

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

Nbre de titres	Vol. en titres	Cap. (F)
Nav. Mixte	432 407	812 946 691
Elf Aquitaine	875 644	618 216 518
Laifange Cop.	1 049 967	306 077 730
Saint-Gobain	678 195	384 415 557
Axell. Entrep.	310 938	377 206 083
CCIE	569 991	364 709 894
Total	469 878	335 785 253
Suez Finance	707 772	302 354 181
GAN	135 128	290 282 438
Peugeot SA	395 658	285 805 511
Europennel	4 635 699	256 109 404
BSN	279 857	248 310 240
Lyon. Eaux	404 624	247 092 444
Dumez	320 209	241 516 120

(\*) Du vendredi 20 juillet 1990 au jeudi 26 juillet 1990 inclus.

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 20-7-90	Cours 27-7-90
Or fin (à la livre)	84 150	84 800
(à la oncie troy)	84 300	85 000
Pices françaises (20 fr.)	380	381
Pices françaises (10 fr.)	190	190
Pices suisses (20 fr.)	378	378
Pices suisses (10 fr.)	189	189
Pices italiennes (20 fr.)	376	374
Pices italiennes (10 fr.)	188	187
« Pices suisses (20 fr.) »	385	372
« Pices suisses (10 fr.) »	192	189
« Pices italiennes (20 fr.) »	377	374
« Pices italiennes (10 fr.) »	189	188
« Pices suisses (20 fr.) »	381	382
Pices de 20 dollars	2 186	2 175
« 10 dollars »	1 280	1 270
« 5 dollars »	645	656
« 20 francs »	2 420	2 456
« 10 francs »	1 210	1 211
« 5 francs »	605	606

« Ces pices d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire. »

Les Banques populaires : accord sur la formation de l'emploi. — La chambre syndicale des Banques populaires, qui rassemble les 31 banques régionales du groupe, vient de signer avec la CFDT, la CFTC et le SNB-CGC un accord national sur l'emploi et la formation. Proche de la gestion prévisionnelle de l'emploi, cet accord vise à anticiper les données sur l'emploi dans une démarche prospective, à réunir et à développer les compétences de demain.



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Intérêt persistant pour le billet vert

Dans la perspective d'une baisse du loyer de l'argent outre-Atlantique, le compartiment du dollar des États-Unis continue de bénéficier d'un très vif intérêt. Pourtant, seule une euro-opération nouvelle y a vu le jour : une émission de 200 millions pour le compte d'une banque du commerce extérieur, la Kontrollbank, qui emprunte sous le couvert de la République d'Autriche. D'une durée de cinq ans, cet emprunt, dont le taux de rémunération faciale est de 9 %, était offert mardi dernier à des conditions correspondant à un rendement de 43 centimes de plus que les fonds d'État américains. Sous l'effet d'une forte demande, cette marge s'est contractée pour, à la fin de la semaine, osciller autour de 36 à 37 centimes. Sur le marché secondaire, celui des emprunts émis depuis quelque temps déjà, une évolution semblable s'est produite dont un des exemples les plus frappants a été la réduction à une vingtaine de centimes seulement de la marge qui sépare le rendement d'un emprunt en dollars d'Electricité de France de celui des obligations gouvernementales américaines.

Deux raisons principales expliquent pourquoi les grands débiteurs sont actuellement si peu nombreux à drainer des fonds dans un marché si accueillant. Ceux qui ne recherchent pas à travers de leurs emprunts qu'à conclure des contrats d'échange qui les mèneraient finalement à rembourser leur dette non plus à taux fixe, mais à taux variable, tout en restant en dollars, ne trouvent pas pour le moment de possibilités d'arbitrage à la mesure de leurs ambitions. Les autres, ceux qui normalement n'hésitent pas à conserver à taux fixe le produit d'une belle transaction en dollars, ne sont, dans les conditions actuelles, pas prêts à faire face au risque de change qu'une telle émission leur ferait courir. Lorsqu'un emprunteur dans une monnaie prise d'un accès de faiblesse, le danger est grand d'avoir quelques années plus tard à rembourser sa dette à des cours bien plus élevés. La Kontrollbank s'est d'ailleurs exprimée de ce dégoût de ce risque mais la manière dont elle a procédé est propre aux emprunteurs apitrochés qui recherchent des fonds en marks ou en francs suisses.

La même Kontrollbank, qui avait chargé la banque américaine JP Morgan Securities de son opération en dollars des États-Unis, s'est tournée dès le lendemain vers un

autre compartiment du marché international des capitaux, celui de l'euro-dollar canadien, un des plus animés de la semaine passée dans le domaine des emprunts à taux fixe. Son second emprunt de la semaine était confié à la Deutsche Bank qui a également organisé un swap comparable, fournissant à l'emprunteur des fonds qu'il lui faudra rembourser en francs suisses mais rémunérer en deutschemarks à taux variable.

Le réveil de l'activité primaire dans le compartiment du dollar canadien a par ailleurs été mis à profit par le Québec pour effectuer un retour remarqué sur l'euro-marché où la Belle Province ne s'était plus présentée depuis 1988. Elle y a émis par l'intermédiaire de la Société générale, un emprunt de 250 millions dont le taux d'intérêt faciale est de 11,50 % et la durée de 10 ans.

#### Banques étrangères et eurofranc

Les quelques banques étrangères habilitées à diriger des euro emprunts en francs français ne sont pas pressées de jouer de leur nouvelle prérogative. Elles ne cherchent apparemment pas à concourir directement sur un terrain qui domine de très haut un petit nombre d'établissements français. Leur ambition serait bien plutôt d'enrichir le marché, d'y amener des débiteurs qui, sans elles, ne se seraient pas présentés, ou de faire valoir leur talent en montant de nouvelles constructions financières.

Une seule transaction internationale a été annoncée qui combine ces deux éléments : un emprunt perpétuel de 600 millions de francs attendu pour le mois de septembre pour le compte d'une entreprise française, Epeda Bertrand Faure. Cette opération devrait être constituée d'obligations subordonnées munies de warrants qui permettraient à leurs détenteurs d'acquiescer des actions de la société. La valeur des warrants sera au total de 200 millions de francs, au prix d'émission, et c'est à ce prix que les porteurs pourront en exiger le remboursement durant une période donnée.

Attendant de disposer de tous les éléments techniques nécessaires pour évaluer le mérite de cette opération, les spécialistes s'intéressent surtout au fait qu'elle pourrait être le premier euro emprunt en francs français dirigé par une banque

étrangère. La société a en effet confié son mandat à la Banque internationale à Luxembourg. Si, comme on le pense généralement, l'emprunt était dirigé depuis le Grand-Duché, il s'agirait d'un événement important susceptible d'accélérer l'issue de discussions menées depuis longtemps dans plusieurs pays européens, touchant à la réciprocité des pouvoirs accordés aux banques des pays membres de la Communauté.

Deux nouveaux euro emprunts d'un milliard chacun ont été émis la semaine passée sur le marché de l'eurofranc, qui ont bénéficié d'un fort bon accueil de la part des investisseurs étrangers. Dans les deux cas, le taux d'intérêt faciale est de 10 % l'an. Le premier, pour le compte du Crédit local de France, est d'une durée de cinq ans. Au pied des commissions, il rapporterait à son lanceur 45 centimes de plus que les obligations du Trésor. Il est probable que sans le succès de la gigantesque opération d'échange réalisée par le débiteur sur le marché national, le Crédit local n'aurait pas été en mesure de bénéficier de conditions aussi favorables pour lui. L'emprunt était placé sous la conduite de la Société générale. La seconde transaction, d'une durée de sept ans, est pour le compte d'une société du groupe IBM. Lorsqu'elle est apparue sur le marché, jeudi 26 juillet, son rendement, au pied des commissions, était de 34 centimes de plus que les fonds d'État. L'émission d'IBM était dirigée par la BNP.

Dans le compartiment de l'unité monétaire européenne, l'écu, les rendements des obligations internationales se sont maintenus tant abaissés qu'il devrait être possible d'y lever des fonds à un coût inférieur à celui du marché français. Les emprunts de référence rapportent certes encore légèrement davantage que leurs homologues libellés en francs (environ 0,20 % de plus par an), mais les grands gestionnaires de fonds se montrent relativement exigeants lorsqu'il s'agit d'investir en écus qu'en d'autres monnaies. Alors que, francs français, il faut pour les tenter offrir au moins 0,45 % de plus que ce que procurent les fonds d'État, une marge de 0,10 % leur suffirait en écus. La différence tient pour l'essentiel au fait que le marché de l'écu a été très peu sollicité ces derniers temps, contrairement à celui du franc.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### Le dollar entraîne le yen dans sa baisse

Mauvaise semaine pour le dollar, qui est retombé à son plus bas niveau depuis deux ans et demi, malgré les bruits de botte, réels ou supposés, à la frontière entre le Koweït et l'Irak. Le cours du billet vert est descendu à 1,61 DM et 3,39 F, frôlant le plancher de 1,56 DM atteint le 4 janvier 1988 (il s'établissait, ce jour-là, à 5,37 F).

Les raisons de ce glissement sont connues, à commencer par la lente diminution des taux d'intérêt aux États-Unis, à l'invitation, prudente, d'autorités monétaires désireuses d'éviter une crise du crédit. Autres raisons : une accélération du rythme de l'inflation outre-Atlantique (+ 0,5 % en juin) qui préoccupe les mêmes autorités monétaires, le ralentissement de la progression du PNB américain au deuxième trimestre (+ 1,2 % au lieu de 1,7 % prévu) et la concurrence des placements en yens sur dix ans (1 point d'écart seulement avec les taux américains contre 4 points, il y a deux ans). La devise japonaise s'est, elle-même, affaiblie

vis-à-vis du dollar, qui est remonté de 148 yens à plus de 150 yens, avant de retomber à 149 yens à l'annonce des statistiques de la croissance. Résultat : le cours de la monnaie nipponne s'est encore enfoncé en Europe, revenant à 3,60 F pour 100 yens, au plus bas depuis un an et demi et en recul de 25 % à 28 %. De quoi alimenter le mécontentement des industriels européens, protestant contre une « dévaluation compétitive ».

Au sein du système monétaire européen (SME), quelques mouvements se sont dessinés, annonciateurs d'événements (mineurs). La peseta, encore à son plafond au milieu de la semaine, en a décollé à la veille du week-end, à la suite d'interventions de la Bundesbank qui a vendu cette devise. Le franc français, qui était en queue du SME, derrière le mark, est repassé devant, le cours de la devise allemande tombant franchement au-dessous de son cours précédent à Paris (3,3538 F) cotant 3,35 F vendredi soir (et même 3,3490 F jeudi).

Du côté de Madrid, il y a peu de choses à attendre, ni à espérer, du moins dans l'immédiat. En début de semaine, le ministre espagnol des finances, M. Carlos Solchaga, a déclaré qu'il n'y aurait ni diminution ni revalorisation de la peseta pour freiner sa progression. « Seule une réelle diminution de la demande du secteur privé nous permettrait de réduire les taux dans le futur. Malheureusement, je ne pense pas que cela se produise avant la fin de l'année. Compte tenu d'une inflation qui tourne autour de 6,5 % en rythme annuel et de l'important déficit des comptes courants, l'Espagne n'a pas d'autre choix que de poursuivre une politique monétaire restrictive », a indiqué le ministre. « La seule chose que puisse faire le gouvernement, en 1991, c'est de tenter de réduire encore le déficit des finances publiques ».

F. R.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 AU 27 JUILLET 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1.8330	-	16,4672	75,3864	61,8812	3,6066	54,9148	0,0845
	1.8135	-	16,1653	71,1744	60,9384	3,5968	54,1176	0,0832
Paris	9,9256	5,4150	-	396,41	335,08	16,2808	297,36	4,5713
	9,9313	5,5055	-	391,81	335,46	16,2773	297,88	4,5798
Zurich	2,5838	1,3648	25,3261	-	8,9297	4,1674	76,0137	1,5798
	2,5880	1,4059	25,5255	-	8,6185	4,1543	76,0389	1,5669
Frankfurt	2,9759	1,6410	29,8098	116,79	-	4,8521	88,7987	1,3652
	29,9656	33,26	6,1422	24,3486	38,5817	-	18,2647	2,8115
Amsterdam	61,3328	33,82	6,1435	24,0711	38,6894	-	18,3008	2,8136
	3,3779	1,8210	33,6288	133,31	112,69	5,4750	-	1,5393
	3,3813	1,8480	33,5694	131,53	112,61	5,4642	-	1,5374
Milan	2168,44	119,83	218,47	886,83	732,85	35,5882	649,84	-
	2179,32	120,38	218,35	885,52	732,45	35,5811	650,43	-
Tokyo	278,32	150,30	27,276	189,36	92,9455	45,129	92,4823	8,1399
	269,82	148,80	27,2759	185,90	90,6764	43,997	90,5190	8,1238

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 27 juillet : 3,6050 F, contre 3,6996 F le vendredi 20 juillet.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Baisse prochaine des taux en Europe

Une diminution concertée des taux d'intérêt à court terme en Europe, vraisemblablement limitée à l'Espagne, la France et, éventuellement, l'Italie, se produira prochainement, peut-être à l'occasion de l'appel d'offres de la Banque de France lundi 30 juillet. La rumeur en courait de façon insistante à la veille du week-end, alimentée à la fois par les déclarations de M. Pierre Bérégovoy et par des mouvements sur les marchés.

Le ministère des finances français avait déclaré à la presse, jeudi matin, que « certains pays » étaient à même d'abaisser les taux, pour apaiser les tensions au sein du système monétaire européen où les monnaies les plus faibles étaient celles des nations jouissant du rythme d'inflation le moins élevé, un véritable paradoxe. Par « certains pays » M. Bérégovoy vise, sans le dire, l'Italie, et surtout l'Espagne, qui pratique des taux très élevés. Il a laissé entendre qu'une diminution concertée du loyer de l'argent (la France pourrait aider l'Espagne et l'Italie dans cette demande) pourrait se produire, « je ne dis pas dans les prochains jours, je dis dans les prochaines semaines ».

Prudence officielle : pourquoi pas dans la semaine qui vient ?

Déjà, vendredi 27 juillet, les taux d'intérêt au jour le jour à Madrid sont revenus de 14,65 % à 14,25 %, et la peseta a décollé de son cours plafond (voir la rubrique « Devises »). A cette baisse, M. Bérégovoy ne verrait que des avantages. Outre un apaisement des tensions au sein du SME, elle aiderait la Bundesbank dans ses efforts pour redresser le mark. A cette occasion, le ministre a précisé que si ladite Bundesbank relevait ses taux directeurs pour des raisons « purement domestiques », la Banque de France ne suivrait pas, quitte, tout de même, à rétablir le niveau antérieur si un tel relèvement se produisait. En fait, la RFA est effectivement désireuse de voir baisser les taux à court terme français, supérieurs de deux points aux taux allemands, au moins un point de trop. Mais que devient, alors, l'avertissement du gouvernement de la Banque de France, donné le 23 juillet devant le Conseil national du crédit, et parlant du « maintien, avec la vigilance nécessaire, de la politique monétaire actuelle », avec pour « objectif, la stabilité du franc tant sur le plan intérieur que sur le marché des changes » ?

Eh bien ! disons que le ministre se sera montré persuasif, mettant en avant la nouvelle hausse du franc, la baisse du taux d'inflation et la croissance modérée de la masse moné-

taire. Disons également qu'une diminution d'un quart de point des taux directeurs de la Banque de France (9,50 % et 10,25 %), peut-être un demi-point - mais n'anticipons point -, ne modifierait pas grand-chose à la situation actuelle.

#### Le MATIF cinq sur cinq

En tout cas, le MATIF a entendu le message « cinq sur cinq », le cours de l'échéance septembre passant de 102,80 à plus de 103 en fin de semaine, en route vers 104 si l'événement se produit, et le rendement de l'OAT 10 ans revenant à 9,50 %, à un point en dessous du bond allemand 10 ans (8,47 %).

Sur le marché primaire, celui des émissions, règne le calme de l'été. Deux emprunts seulement au calendrier de la semaine, et pas très gros. La Caisse de refinancement hypothécaire (CRH) a levé un milliard de francs sur 7 ans et 295 jours à 9,50 % nominal et 9,91 % de rendement réel : l'accueil du marché a été tiède en raison de son vieux contentieux avec la CRH. En revanche, le Groupement pour le financement des ouvrages de bâtiment et des travaux publics (GOBTWP) a très bien placé ses 300 millions de francs à 8 ans à 10 % nominal et 10,04 % réel, les réseaux des banques se montrant friands de « papier » à 10 % facial, très apprécié par les particuliers. La semaine prochaine sera réservée à l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor qui devrait s'effectuer sans difficultés.

Sur le marché secondaire, notons que le Crédit local de France (CLF) qui avait lancé, au profit de sa filiale Fioral, une Offre publique d'échange portant sur 20,6 milliards de francs de ses propres obligations, réparties en 26 lignes, émises entre juin 1972 et mars 1986, a obtenu un taux de réussite pondéré de plus de 52 %. Fioral, en contrepartie, a émis pour 11,7 milliards de francs de titres, dont 6,9 milliards de francs à 9,75 % 1999 et 4,8 milliards 2002. A cette occasion, l'agence de notation Moody's France a attribué la note AAA à Fioral, qui bénéficie déjà de cette même notation de la part de l'agence franco-américaine Standard and Poor-ADEF. Le triple A correspond à une « situation de l'émetteur excellente, aux perspectives d'activité et d'équilibre financier les meilleures, à une aptitude sans réserve à assurer le service et l'amortissement de la dette ». Pour l'instant, les seuls bénéficiaires français sont EDF, GDF, la SNCF, la Caisse des dépôts, la Rile

la Caisse autonome de refinancement et le Crédit local de France-Fioral. A propos de notation, il est hautement probable que la note T1/AA3 attribuée à la firme d'équipements de loisir Salomon, mais récemment « sous surveillance » par SP ADEF, va être révisée à la baisse. Cette note correspond à une « forte aptitude de l'émetteur à assurer de façon normale le service et le remboursement de la dette, mais avec une sensibilité à l'environnement et aux évolutions techniques qui peut introduire une légère incertitude pour l'équilibre financier à long terme, sans pour autant mettre en cause la bonne foi des créanciers ».

En-dessous, la note BBB1 ne remet pas en cause la capacité à assurer le service et le remboursement de la dette, mais évoque des « risques d'évolution négative en cas de situation économique défavorable ». C'est le cas pour Salomon, cruellement grogné par trois années de neige trop tardive et dont le déficit pourrait croître si une quatrième année déficitaire survient, ce que nul ne peut exclure.

Notons enfin que l'agence SP ADEF a ramené de T1/AA1 à T1/AA2 la note attribuée au programme d'émission de certificats de dépôts de la Banque La Hénia. Cette modification, de peu d'ampleur, est vraie puisque les notes AA1 à AA3 reflètent les mêmes critères que la triple A, mais à un degré moindre. « correspond à la situation de l'ensemble du crédit immobilier à long et moyen terme, caractérisée par un rétrécissement général des marges, ainsi qu'à la forte progression des encours de crédits court terme aux professionnels de la construction ». « Ces crédits, souligne SP ADEF, présentent un niveau de risques intrinsèquement plus élevé, malgré la politique de prises de garantie de sélection et de division des risques conduite par la banque. » SP ADEF relève toutefois qu'en dépit de l'insuffisance du montant actuel de fonds propres, rendue encore plus sensible par l'expansion de l'activité, la note T1/AA2 « reflète la position de la Banque au premier rang des établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier, la qualité reconnue de son savoir-faire dans ce secteur et sa pleine intégration au groupe Suez ». Out ! tout est sauvé ! A la banque La Hénia, on est très mécontent de cette mesure, arguant d'une bonne répartition de risques plafonnés et de plus-values latentes de 1,8 milliard de francs sur les immeubles de l'établissement, en renfort de fonds propres effectivement insuffisants.

FRANÇOIS RENARD

## MATIÈRES PREMIÈRES

### La laine en plein marasme

L'Océanie est en émoi. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, deux des principaux producteurs mondiaux de laine, sont en effet frappés de plein fouet par une crise de surproduction. Depuis le début de l'année, les cours de la laine australienne ont ainsi baissé de près de 20 % pour s'établir aujourd'hui en moyenne à 720 cents australiens (1 dollar australien = 4,26 francs) le kilo. Par rapport au plus haut atteint en juillet 1988, la chute est de plus de 33 %.

« Nous subissons le contrecoup des prix trop élevés d'il y a deux ans », remarque un professionnel du nord de la France. Voulu profiter des prix rémunérateurs, les éleveurs australiens, et dans une moindre mesure néo-zélandais, ont augmenté leur cheptel. Des conditions climatiques favorables ont également favorisé la croissance de l'élevage mondial.

En effet, les pluies ont contribué à l'abondance des pâturages et à une augmentation de 15 % du

poils de la laine par mouton. Mais brutalement le marché chinois s'est effondré. Pékin réduisant ses importations de 80 %. Le Japon, premier acheteur mondial, et l'Union soviétique, qui manque désespérément de devises, ont aussi nettement ralenti leurs achats. Seule l'Europe a à peu près maintenu ses niveaux d'importation. « La fermeté des cours a en outre provoqué une substitution des utilisations de ces fibres vers le coton », souligne un négociant. Le marché mondial qui est déjà en situation excédentaire avec une production de 1,95 million de tonnes (laine lavée) pour une consommation de 1,8 million de tonnes voit donc ce déséquilibre s'aggraver. La situation est plus particulièrement dramatique en Australie, premier producteur mondial avec plus de 1 million de tonnes de laine en suint. La crise lainière a, d'ailleurs, opposé les producteurs de l'Australian Wool Council (AWC) et le gouvernement. Dans un premier temps, l'AWC s'est opposé à une réduction du prix producteur de 870 cents le kilo.

Mais, après plusieurs semaines de tractations, le gouvernement australien a obtenu une baisse de 170 cents du prix producteur qui s'est établi désormais à 700 cents le kilo. Parallèlement, pour dissuader la production, la taxe de 8 %, appliquée sur les ventes de laine et destinée à financer les achats d'intervention de l'AWC, passe à 18 % pour la campagne lainière 1990-1991. La mesure est sévère puisqu'elle entrainera, selon les premières estimations, une baisse de revenus de l'ordre de 34 % pour les producteurs australiens de laine. Mais il est vrai que l'AWC a un besoin urgent de liquidités afin de procéder à ses achats de soutien. Cette organisation achète actuellement 55 % des volumes offerts lors des ventes aux enchères qui se déroulent dans les grandes villes côtières australiennes. Le

stock de l'AWC dépasse aujourd'hui les 540 000 tonnes. « Nous n'avons jamais connu cette situation », constate un lainier du Nord qui n'hésite pas à comparer la crise lainière mondiale à celle qui a récemment secoué le monde du cacao. Les exportateurs d'ivoire de leurs continents l'abattage de leurs moutons. Ils n'en tireront pas de profit puisqu'il s'agit en général de bêtes dont la viande est impropre à la consommation.

En Nouvelle-Zélande, la situation n'est guère plus brillante. Les prix ont baissé de 10 % au cours de la campagne 1989-1990. Tout comme l'AWC australien, le Wool Board néo-zélandais a dû procéder à d'importants achats d'intervention. Résultat : son stock de laine a plus que quadruplé pour atteindre actuellement 450 000 balles de 135 kilos, soit 55 000 tonnes. La laine néo-zélandaise est essentiellement utilisée dans la fabrication de tapis et dans l'ameublement alors que les fibres australiennes sont plus particulièrement destinées à l'industrie textile et aux vêtements. Ces deux marchés devraient donc être déconnectés. Pourtant, il n'en est rien et les responsables de l'industrie lainière kiwi mettent la crise australienne au premier rang des causes de la dépression de leur marché.

Cependant, le Wool Board néo-zélandais veut se montrer optimiste pour la campagne qui vient de commencer. Le gouvernement et les banques d'Australie se déclarent prêts à financer les achats soviétiques. L'Iran pourrait également se révéler un gros acheteur. Mais, manifestement, le marché de la laine manque de conviction et les cours n'ont pas de baisser.

ROBERT RÉGIER

PRODUITS	COURS DU 27-7
Cuirure h. g. (livres)	1 540 (+71)
Trois mois	Livres/tonne
Muscadine (livres)	1 762 (+115)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (livres)	9 400 (-525)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (livres)	1 730 (+4)
Septembre	Francs/tonne
Café (livres)	556 (-3)
Septembre	Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 284 (+44)
Septembre	Dollars/tonne
Biz (Chicago)	298 (-2)
Septembre	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	262,50 (+3,5)
Septembre	Cents/boisseau
Soye (Chicago)	171,70 (-8,2)
Septembre	Dollars/cwt. contre

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
45-55-91-82, poste 4330

سكزا من الاجل



هكذا من الراحل

Après la libération d'Anis Naccache

## « Il faut savoir mettre un terme aux cycles des violences et des tensions »

nous déclare M. Roland Dumas

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a accordé au « Monde » un entretien, samedi matin 28 juillet, au lendemain de la grâce accordée à Anis Naccache.

« Quelle signification aujourd'hui de la libération de Naccache ? »

« Vous observez que c'est la première fois que le président Mitterrand a accompli un geste de clémence à l'égard d'auteurs d'actes de terrorisme international. Il s'y était toujours refusé, en dépit des demandes qui lui étaient adressées depuis plus de quatre années. »

« Cette mesure n'excuse ni le crime ni les criminels. Elle n'excuse pas davantage le terrorisme. Mais elle répond simplement aujourd'hui

à des considérations faciles à imaginer. Dans la vie intérieure des pays comme dans les relations internationales, il faut savoir mettre un terme aux cycles des violences et des tensions. »

« Le général de Gaulle l'a fait pendant et à la fin de la guerre d'Algérie : j'ai le souvenir de l'assassinat à coups de couteau de mon vieil ami l'avocat Popie (1), dont le meurtrier a été remis en liberté environ un an et demi après les faits. »

D'autres crimes de sang commis par le FLN ont aussi été pardonnés. Ajoutez que Naccache et ses complices avaient purgé le 20 juillet dix années de réclusion criminelle. Cette échéance explique seule la date à laquelle la mesure intervient. Aucune autre considération n'est entrée en ligne de compte. »

« Cette libération a-t-elle fait l'objet d'engagements ou de négociations avec Téhéran ? »

« Le président de la République avait toujours dit à ceux qui lui conseillaient cette mesure de clémence que rien ne pourrait être envisagé aussi longtemps que les derniers otages français n'auraient pas retrouvé la liberté. Or les otages français ont tous été libérés depuis plus de deux ans. Il n'y a jamais eu de notre part de négociations avec les preneurs d'otages. Je note que la question du sort de Naccache a été posée au président de la République dès 1986 et à plusieurs reprises. Il n'y a pas eu non plus de tractations avec Téhéran. Le droit de grâce appartient au seul chef de l'Etat, mais bien entendu celui-ci s'est entouré de l'avis du premier ministre, des ministres de la justice, de

l'intérieur et de moi-même. Il a sans aucun doute tenu compte également des opinions émises par les personnalités qui ont eu à connaître de ce dossier au cours des dix dernières années et qui se sont exprimées à ce sujet. »

« Que peut attendre la France de la libération de Naccache ? »

« L'apaisement général, la baisse des tensions dans la région, la paix dans le monde (nous y travaillons), la libération de tous les otages occidentaux encore retenus. »

Propos recueillis par YVES HELLER

(1) Avocat français d'Algérie qui plaideait pour les nationalistes algériens et assassiné dans son cabinet par un parachutiste avec ses poignards.

## Réactions négatives dans l'opposition iranienne

M. Chapour Bakhtiar, dernier premier ministre du Chah d'Iran et cible de l'attentat monté par Anis Naccache en juillet 1980, a estimé, après la grâce du terroriste libanais, que l'Occident se faisait des illusions en pensant qu'« on gagne » avec des « concessions » et des « complaisances ».

Interrogé vendredi soir par TF1, il a déclaré : « Personnellement, je crois qu'on a peut-être, en Occident, l'illusion qu'en faisant des concessions, certaines complaisances vis-à-vis de ceux qu'on appelle les modérés, le clergé modéré, on aura une illusion : à mon avis elle disparaîtra ». M. Bakhtiar a estimé d'autre part qu'il y avait certainement eu des promesses et des « tractations », mais, a-t-il dit, « comme je ne suis pas dans les

secrets de la raison d'Etat, je ne peux rien dire et je ne dois rien dire ».

« M. Pasqua s'était engagé auprès des Iraniens à ce que le gouvernement français libère Anis Naccache. M. Pasqua n'est plus là mais l'Etat a continué et sa promesse s'est révélée aujourd'hui dans les faits », a pour sa part déclaré M. Bani Sadr.

Le premier président de la République islamique iranienne, en exil en France depuis 1981, s'est également déclaré « humainement favorable » à cette libération mais « politiquement tout à fait contraire ». « Il n'est pas normal que des Etats européens ferment les yeux sur les assassinats de citoyens iraniens sur leur territoire respectif. Et il est encore plus anormal que les assas-

sins puissent ainsi rentrer chez eux escortés par les policiers comme des officiels », a encore déclaré M. Bani Sadr.

Enfin, Les Moudjahidines du peuple d'Iran estiment que « la libération de cinq assassins terroristes du régime de Khomeiny et leur retour à Téhéran n'a d'autre explication que l'encouragement à un régime sanguinaire terroriste pour semer davantage la terreur ». Le mouvement dirigé par M. Massoud Radjavi, appelle en outre tous les Etats européens à protéger les « militants et représentants de la résistance iranienne, premières cibles des terroristes survivants du régime Khomeiny au-delà des frontières ».

## Un ton plutôt modéré à Londres

LONDRES

de notre correspondant

Le ton de la presse britannique est plutôt modéré, peut-être par manque de temps, après la libération d'Anis Naccache. Ce n'est pas, en tout cas, le concert d'indignation qui avait accueilli en avril dernier le retour en France de Mme Jacqueline Valente, de son compagnon et de leur fille. Les quotidiens avaient alors été ici presque unanimes à juger « écœurants » les remerciements de M. Roland Dumas au colonel Khadafi pour son « aide » à la libération des trois otages.

L'Independent écrit néanmoins que « la hâte et le secret » qui ont entouré l'événement « montrent autant l'embaras que l'opportunisme politique » des autorités françaises. Nul ne doute que l'ex-

pulsion d'Anis Naccache et de ses complices « constitue le dernier élément de l'accord conclu en 1988 pour la libération des derniers otages français du Liban », poursuit le quotidien.

Le Times considère, quant à lui, que les démentis de M. Chirac, selon lesquels il n'avait pas promis aux Iraniens la libération d'Anis Naccache en échange de celle des otages français lorsqu'il était premier ministre « n'ont jamais été très convaincants ». Le quotidien conservateur rappelle que M. Mitterrand avait déclaré qu'il ne céderait pas aux pressions de Téhéran à propos d'Anis Naccache mais que des contacts diplomatiques discrets de haut niveau ont eu lieu régulièrement entre les deux pays pour trouver une solution acceptable.

Cité officiel, le gouvernement britannique, dont les relations

diplomatiques avec Téhéran sont rompues depuis mars 1989, n'a cessé de répéter qu'il ne traitait pas avec les preneurs d'otages au Liban, ni avec leurs « parrains » iraniens - trois Britanniques sont toujours détenus au Liban. Les rapports entre Londres et Téhéran, longtemps très tendus, étaient sur le point d'être normalisés lorsque s'est déclenchée l'affaire Rushdie, renvoyant à un avenir incertain les chances d'amélioration, malgré quelques « gestes » de Londres.

M. Thatcher a ainsi parlé, le 3 juin, de son « respect de l'Islam », et le gouvernement britannique a envoyé une aide humanitaire importante après le tremblement de terre en Iran. Mais on affirme ici qu'il n'y a aucune négociation directe ou indirecte avec Téhéran à propos des otages.

DOMINIQUE DHOMBRES

A la préfecture de police de Paris

M. Jean-Claude Riquois nommé directeur de la sécurité publique

Par décret paru au Journal officiel du 27 juillet, M. Jean-Claude Riquois, inspecteur général de la police nationale, jusqu'alors adjoint au directeur central des polices urbaines, a été nommé directeur de la sécurité publique à la préfecture de police de Paris. Il remplace à ce poste M. Jacques Spinolet, parti en retraite début juin.

(Né en 1931, M. Riquois, devient en 1962 commissaire des polices urbaines à Meaux (Seine-et-Marne). Nommé en 1963 à la direction des courses et des jeux des Renseignements généraux (RG), il est élu secrétaire général du Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale, en 1972. Abandonnant ces responsabilités syndicales en 1982, il est l'un des collaborateurs directs du directeur de la formation des personnels policiers, M. Jean-Marc Erbès. D'août 1984 à avril 1985, il est conseiller technique, chargé du dossier « police » au cabinet du ministre de l'intérieur M. Pierre Joxe, puis nommé directeur central adjoint des RG. Lors du changement de gouvernement, en 1986, il est « cédé » à la commission interministérielle de sécurité nucléaire. Depuis mars 1989, M. Riquois était adjoint du directeur central des polices urbaines, M. Robert Broussard.)

LASSERRE

Fermeture le 28 juillet après le dîner

Réouverture le 28 août

## L'ESSENTIEL

### Débats

Des élections manipulées, par Maurice Duverger... 2

### ÉTRANGER

#### L'avenir de l'URSS

La Biélorussie a proclamé sa souveraineté... 5

#### La guerre civile au Libéria

Le chef des rebelles a annoncé la dissolution du gouvernement... 6

### POLITIQUE

#### L'affaire de Port-Fréjus

Le Conseil d'Etat a rejeté, vendredi 27 juillet, la requête de la ville de Fréjus qui demandait d'annuler un jugement du tribunal administratif de Nice défavorable à son opération d'aménagement d'un port de plaisance... 7

### COMMUNICATION

#### Le déclin de la 5

Le lent déclin de la chaîne privée profite aux télévisions publiques... 7

### SOCIÉTÉ

#### Respect des sites

Polémique au Grau-du-Roi autour d'une « construction sauvage »... 8

#### Procès exemplaire

La presse américaine et les crimes sexuels... 8

### CULTURE

#### Les ambitions d'Avignon

Le réseau à peine tiré, le compte à rebours a déjà commencé pour la prochaine édition du Festival... 9

#### La haute couture

Les couturiers jouent les valeurs sûres... 9

### ÉCONOMIE

#### Hausse du pétrole

Sous la pression de l'Irak, l'OPEP décide de porter de 18 dollars à 21 dollars le prix du baril... 13

#### Les grèves à Air Inter

Alors que les négociations sont dans l'impasse, les syndicats ont déjà déposé un nouveau préavis pour jeudi 2 août... 13

#### L'économie américaine

l'annonce d'une faible croissance pour le deuxième trimestre provoque une nouvelle baisse du dollar... 14

### Services

Abonnements... 2  
Carnet... 2  
Météorologie... 11  
Mots croisés... 11  
Radio-Télévision... 11  
Spectacles... 10

La télématique du Monde : 3515 LEMONDE 3515 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 juillet 1990 a été tiré à 489 948 exemplaires.

## CARTES POSTALES

### Dérivatifs

D'abord, on ne les voit pas ; puis, si on les remarque, on ne voit plus que ça.

Morceaux de chiffons roulés en cylindres, aplatis, liés par de la ficelle ou du fil de fer, placés au sortir des points d'eau, au droit des bordures de trottoirs, à l'embouchure des ruisseaux, pour dériver le flux.

Le bouché d'eau est situé en contre-haut, propre à alimenter le carrousel d'un côté comme de l'autre ; mais ce sont ces morceaux de chiffons qui décident du sens.

Dignes de fortune, d'où un gamin essuie lancers son fragile esquif fait de papier plié, avec le fol espoir qu'il atteigne la Seine, le Havre, l'Amérique ; qui sait ?

Où sont-ils fabriqués ? A la chaîne, dans quelque atelier souterrain que la ville recèle, surmonté d'une grille où les femmes en robe évitent de marcher ? Artisanement, par chaque bachelier en fonction des besoins ?

Au hasard d'une rue, on reconnaît ce qui fut un sac de bougnat ; un bout de moquette d'un beau rouge, comme un valise de théâtre ; un pardessus, qui dut appartenir à un homme élégant ; un tapis de bazar, trop usé pour qu'on le garde, mais d'un luxe étrange et incongru pour sa nouvelle charge, dont l'eau avive provisoirement les couleurs ternies.

Qui les a inventés ? Fonctionnaire besogneux ? Ingénieur de la ville ? Bachelier de génie ? Depuis quand sont-ils utilisés ? Y en avait-il pendant la guerre ? Est-ce breveté ? Est-ce brevetable ? Les Japonais s'y intéressent-ils, vont-ils nous les copier, conquérir le marché ?

Certains sont de véritables œuvres d'art, sculptures éphémères, du César matiné de Christo. On devrait les photographier, tous, puis les répertorier, les inventorier, les classer par genre, par couleur, les analyser, voir si les plus beaux chiffons sont bien dans les plus beaux quartiers.

Le savait-il, ce pardessus, qu'il servirait un jour à orienter le cours d'un carrousel ? Le reconnaîtrait-il, son ancien propriétaire, ainsi ligoté, avili certes, mais élevé à la dignité de mobilier urbain, héros municipal qui détourne les cours d'eau pour nettoyer les rues ?

Un jour, ils disparaîtront, comme ont disparu les véritables branches d'arbre qui faisaient les balais ; ils seront standardisés, normalisés, numérotés, distribués par un fournisseur soupçonné. Comme toujours, on attendra qu'ils aient été supprimés pour dire combien ils étaient beaux, combien on les aimait, comme ils vont nous manquer.

Comment les dénommer ? « DÉRIVATEURS » ? Non, le mot serait trop technique, trop administratif, dénué de toute poésie. « DÉRIVATIFS », alors.

Où c'en sont, des dérivatifs, pour le Parisien musard du mois d'août, qui connaît et qui aime sa ville, qui sait regarder ce qu'aucun touriste ne peut voir, qui n'ignore pas la valeur des choses, des choses siennes qui font la beauté d'une grande métropole.

D'un lecteur à Paris OLIVIER MEYER

## TRINITÉ-ET-TOBAGO

### Tentative de coup d'Etat d'un groupe musulman

La situation restait confuse, samedi matin 28 juillet, dans la petite République antillaise de Trinité-et-Tobago où l'organisation musulmane radicale, Jamaat Al-Muslimeen, a déclenché la veille une tentative de coup d'Etat, et pris en otage le premier ministre, M. Robinson. D'après l'agence de presse des Caraïbes, on compterait déjà trois morts.

#### SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Coup de force ou coup d'Etat ? Vendredi 27 juillet, au fin d'après-midi, plusieurs dizaines de militants musulmans noirs, fortement armés, ont investi la Red House, un vaste bâtiment rouge au centre de Port-of-Spain qui abrite le gouvernement, où ils se sont emparés du premier ministre, M. Arthur Ray Robinson, ainsi que des membres de son cabinet et d'une bonne vingtaine de parlementaires qu'ils ont retenus en otage.

Selon une journaliste du quotidien Trinidad Express, qui se trouvait dans le bâtiment, une femme a été blessée lors de l'attaque. Au même moment, d'autres membres de l'organisation islamique ont assailli le quartier général de la police qu'ils ont incendié. Les rebelles se sont également emparés de la télévision nationale. Dans un message télévisé peu après l'attaque, le chef du groupe, M. Abu Bakr, a affirmé avoir renversé le gouvernement. S'adressant à la population, il lui a enjoint de garder son calme et de rentrer dans ses foyers. M. Abu Bakr a appelé en outre les membres de la police et de l'armée à déposer les armes et à négocier.

Toutefois selon un journaliste de Port-of-Spain joint au téléphone, des unités de l'armée - qui compte plus de sept mille hommes - auraient pris position dans la nuit de vendredi à samedi dans les rues menant à la Red House. Ce qui, sauf négociations de dernière minute, laisserait présager une issue plus brutale que celle à laquelle les rebelles s'attendaient. Le groupe de musulmans de Jamaat Al-Muslimeen ne compte que quelques centaines de militants, mais dispose d'importants stocks d'armes. En novembre 1988, lors d'une perquisition au siège de l'organisation, la police avait saisi plusieurs fusils et des grenades. Plusieurs dirigeants de Jamaat Al-Muslimeen se sont ren-

dus en Libye où ils avaient été vivement convoqués par le colonel Kadhafi.

Ex-colonie britannique, indépendante depuis 1962, la République de Trinité-et-Tobago a l'une des populations les plus cosmopolites du monde. Un peu plus de 40 % de son 1,2 million d'habitants sont noirs, descendants d'esclaves africains ; les Indiens - originaires du subcontinent indien - sont à peine moins nombreux, tandis que les Chinois et les descendants de colons espagnols, français ou britanniques complètent la mosaïque. Toutes les religions sont représentées dans cette République grande comme deux fois le Luxembourg. Les minarets côtoient les temples chrétiens et hindous sur fond de canne à sucre et de derricks pétroliers.

#### Tension raciale

L'Islam, pratiqué par moins de 10 % de la population, compte adeptes tant dans la communauté noire, souvent influencée par les Black muslim nord-américains, que dans la communauté indienne. Ce qui n'empêche pas les frictions entre les deux grandes communautés. « La tension raciale entre Noirs et Indiens, qui avait entraîné de graves émeutes en 1970, est à nouveau sensible », note un diplomate en poste à Port-of-Spain.

Elle est d'autant plus préoccupante que Trinité-et-Tobago ne parvient pas à sortir du marasme provoqué par le retournement des prix pétroliers au début des années 80. Alors que le pays reste très dépendant de l'industrie pétrolière - qui assure les trois quarts de ses ressources en devises - le premier ministre, M. Robinson, a dû signer un accord avec le Fonds monétaire international qui a fait tomber la popularité de son gouvernement au plus bas. Le chômage touche 22 % de la population active, et l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée a accéléré l'inflation.

Le mécontentement est réel, mais les musulmans radicaux semblent manquer de base dans la population, plus sensible aux rythmes du calypso qu'aux discours idéologiques. Enfin il y a fort à parier que Washington toujours soucieux de l'évolution des pays qui composent son ancienne « arrière-cour » fera tout pour empêcher l'implantation d'un régime bénéficiant de la sympathie intéressée de Tripoli à la pointe sud-est de l'Arc antillais.

JEAN-MICHEL CARROT